L'unité

N° 200 - 4 F L'hebdomadaire du Parti socialiste 9 au 15 avril 1976

NUMERO 200

ANGOLA NAISSANCE D'UNE NATION



EXCLUSIF:

GEORGES SEGUY CRITIQUE LE POUVOIR, LA FEN, LE P.S. ... ET LA C.G.T.

LES GENS DU « VOYAGE »

La vallée du Naussac veut vivre

Fondation Jean Jaurès

Sommaire

3
LES CHOSES SERIEUSES : EXTRAITS DE LA CONFERENCE DE PRESSE DE FRANÇOIS MITTERRAND

5
DIPAPACÉQUOI, PAR PIEM

6
INVESTISSEMENTS ETRANGERS : DES « RISQUES » CALCULÉS, PAR GUY PERRIMOND

8
CHANGER LA VIE SOCIALE ET POLITIQUE

10
EXCLUSIF : ENTRETIEN AVEC GEORGES SEGUY

14
ITALIE : LA CHAINE LIBEREE, PAR CHRISTINE COTTIN

15
LES ETUDIANTS DANS LE FRONT DE CLASSE, PAR PIERRE D'ALMEIDA

16
ANGOLA : NAISSANCE D'UNE NATION, PAR WILFRED BURCHETT

20
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE : LA VALLEE DU NAUSSAC VEUT VIVRE, PAR EMMANUELE PLAS

24
LES ENTRETIENS DE « L'UNITE » : CETTE SEMAINE JEAN WIENER

27
TOXICOMANIE : LES GENS DU « VOYAGE », PAR MARIE-JOSE BERNARDOT

PHOTOS ET DESSINS : A.f.p. (pages 1, 15, 17, 18), Barrigue (pages 7, 16), Coureuil (pages 25, 27), Cagnat (page 28), Ferran (page 30), Lacroux (page 29), Pascal Lebrun (pages 3, 9, 10, 11, 12, 20, 21, 22, 24, 25, 26), Norma (page 29), Pym (page 14), Sipa (pages 16, 19), Solo (page 4), Viva (page 29).

Editorial

UNE MEME VOLONTE



En donnant à Jacques Chirac le conseil de se calmer, François Mitterrand a fait mouche. Tous ceux qui ont suivi de près ces derniers jours la débordante activité du Premier ministre devenu coordonnateur de la majorité, se demandent, en effet, où il veut en venir et comment il tiendra ce rythme pendant les deux ans qui nous séparent des élections législatives.

A vrai dire, cette omniprésence de Chirac ne semble pas encore avoir, si peu que ce soit, tiré la « majorité » de la mauvaise posture dans laquelle elle se trouve et que les élections cantonales ont révélée au grand jour. Les plus récents sondages confirment que la dernière allocution de Valéry Giscard d'Estaing n'a convaincu personne. Sa cote de popularité continue à baisser, retombant même, pour la première fois depuis 15 mois, au-dessous de 50 %. Et il en est de même de Chirac, qui ne recueille sur son nom que 40 % de satisfaits contre 45 % de mécontents.

Ces chiffres, même considérés avec les précautions d'usage, traduisent une réalité qu'il est facile de percevoir à travers le pays même si le Pouvoir s'était jusqu'à présent refusé à la regarder en face. L'étonnant est que, dans cette situation, le Premier ministre-coordonnateur ne trouve rien d'autre à faire qu'à multiplier les agressions contre l'opposition et d'abord contre le Parti socialiste sans même se rendre compte que ses arguments, si l'on peut dire, sont trop grossiers et trop usés pour trouver le moindre crédit dans l'opinion publique. Sans parler du caractère odieux de certaines attaques.

Quand, par exemple, Chirac ose affirmer, en faisant mine de le déplorer, que le Parti socialiste actuel n'a plus rien à voir avec celui de Jean Jaurès ou de Léon Blum, faut-il lui rappeler comment la droite éternelle — celle dont le Premier ministre est aujourd'hui l'un des plus beaux fleurons — avait traité Jaurès et Blum, poussant l'assassin du premier, couvrant le second d'injures. A croire que pour Chirac et les siens, les socialistes ne deviennent acceptables qu'une fois morts. Mais le Parti socialiste est aujourd'hui bien vivant et c'est ce qui provoque leur désarroi.

Apparemment affolée par la progression du P.s. la droite espérait au moins pouvoir compter sur sa division, il lui faudra là aussi déchanter. L'accord qui est intervenu dimanche dernier, en marge du Comité directeur, entre la majorité et la minorité du parti, constitue un événement important pour le renforcement de sa cohésion et de son unité, plus nécessaires que jamais dans la période présente.

C'est donc avec une même volonté que l'ensemble des socialistes vont aborder la prochaine bataille des élections municipales. Une volonté de traiter sérieusement des choses sérieuses. Et une volonté unitaire confortée par les résultats des cantonales — dimanche dernier encore, par ceux de l'élection partielle de Châtenay-Malabry. Le sens du projet de motion commune qui sera soumis au Congrès extraordinaire des 15 et 16 mai prochain est clair : l'union de la gauche sera la règle générale, les situations particulières l'exception, étant entendu que dans cette consultation comme dans toutes les autres — ce sera le cas dans quelques semaines à Tours où, contre Jean Royer, Paul Lussault portera les couleurs du P.s. —, la présence du Parti socialiste devra être assurée partout et avec le maximum de force.

Le terrain électoral n'est évidemment pas le seul où le Parti socialiste entend intensifier son action. Face à l'incapacité du gouvernement de mettre en œuvre une politique sérieuse devant les problèmes qui se posent aussi bien dans notre pays qu'au plan international — les dernières interventions de Chirac devant les différents groupes de la majorité ont été à ce sujet d'une affligeante pauvreté — les Français sont de plus en plus nombreux à mettre leur espoir dans les solutions proposées par la gauche et par le P.s. en particulier. Les centaines de milliers de travailleurs victimes de la politique du Pouvoir, ceux qui ont fait grève pour de meilleures conditions de vie et de travail, les étudiants en lutte pour mettre en échec une réforme réactionnaire, tous ceux-là, et beaucoup d'autres, savent désormais que le changement ne viendra que de la gauche. Les « coups de gueule » de Chirac ne peuvent plus les convaincre et pas davantage les discours compassés de Giscard d'Estaing. Pour se faire entendre, il faudrait que la « majorité » soit en mesure de proposer autre chose aux Français. Mais c'est précisément, étant ce qu'elle est, ce qu'elle ne peut pas faire !

CLAUDE ESTIER

Le 15 avril 1976 de 19 heures à 21 heures « Les entretiens du jeudi », avec Gaston Defferre et Jacques Attali, 7 bis, place du Palais-Bourbon 75007 Paris.

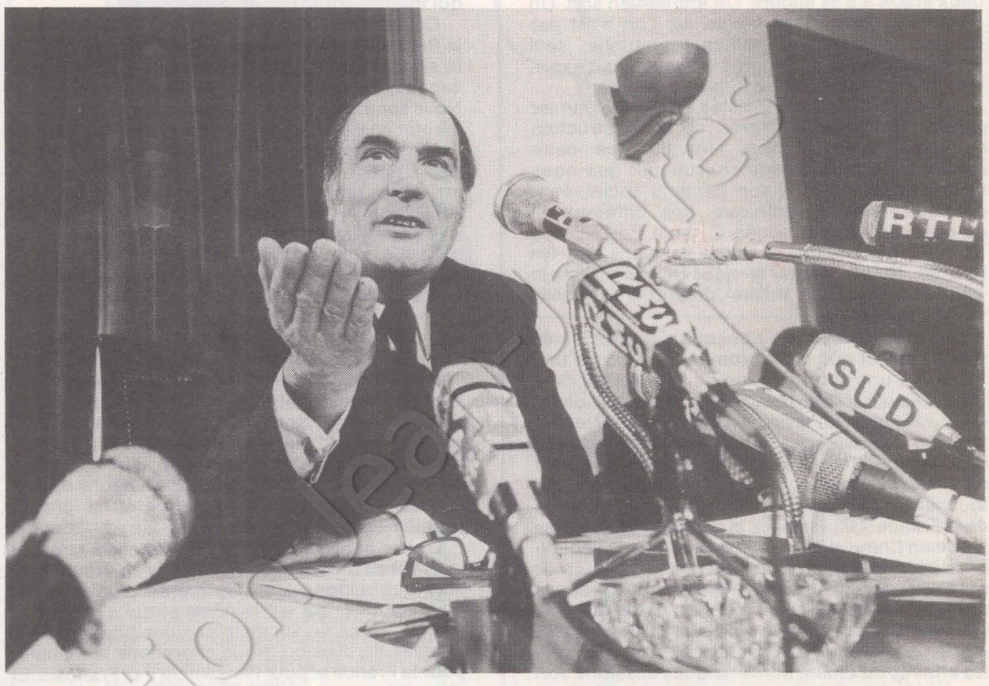
Coll. Fondation Jean Jaurès

LES CHOSES SERIEUSES

Réuni au cours du dernier week-end, le Comité directeur du Parti socialiste a traité de nombreux sujets d'actualité (les conséquences des élections cantonales, la situation dans les universités, l'Argentine, etc.) Il a également adopté le rapport de Jean Poperen sur les techniques de communication.

En outre, une commission réunie en marge du Comité directeur est parvenue à un accord entre la majorité et la minorité du Parti sur un projet de motion en vue du congrès extraordinaire des 15 et 16 mai qui doit fixer la stratégie du P.s. pour les prochaines élections municipales.

Quarante-huit heures plus tard, François Mitterrand a tenu une conférence de presse dont on a souligné le ton serein et la volonté de traiter sérieusement des choses sérieuses. Nous publions ci-dessous le texte de sa déclaration liminaire, complétée par les réponses à deux des questions posées par les journalistes.



Une conférence de presse me permet de développer les thèses du Parti socialiste, selon les circonstances, par rapport à des principes d'action qui restent constants. Je souhaiterais que nous puissions, ensemble, parler de choses sérieuses. Par choses sérieuses, j'entends bien entendu les dernières élections qui se sont déroulées dans le pays qui étaient des élections cantonales. Et par choses sérieuses, je n'entends pas les polémiques multiformes et continues qu'engagent aujourd'hui les principaux responsables des affaires publiques et du gouvernement contre l'opposition, occupant l'essentiel du terrain pour des questions de second plan qui ne sont pas celles qui intéressent la vie quotidienne des Français ni l'avenir de la France. je demande donc que l'on en revienne de toute part aux questions sérieuses. Elles restent du domaine de l'économie, du domaine de la vie des Français, c'est-à-dire des problèmes sociaux. Elles restent du domaine des relations entre la France et les pays étrangers. Quelle espérance est permise aux Français ? Quel avenir à leurs enfants ? Comment traverseront-ils la dure crise qui les affecte ? Voilà le sujet qui nous intéresse.

Observons ce qui est positif : un début de reprise économique et de reprise industrielle. Bien entendu, lorsqu'on parle de pourcentage, il faut tirer au plus juste et considérer qu'un pourcentage en progrès par rapport à une situation catastrophique, celle de l'année dernière, n'implique pas nécessairement un progrès très réel. 5 %, 6 %, quand on en a perdu 7 ou 8, cela permet tout juste de se retrouver au niveau des années antérieures qui n'étaient pas les meilleures, je pense à 1974. Mais enfin, s'il y a reprise, tant mieux pour la France. J'aimerais ajouter : tant mieux pour les Français.

Je me pose la question : la reprise pour qui ? Pour les travailleurs ? Non, puisque le taux de chômage prévu par les commissions du 7e Plan se maintient aux alentours du million. Puisque, de toute façon, le taux de croissance retenu ne permettra pas la reprise de l'emploi au niveau souhaitable. Reprise pour qui, sans réforme fiscale ? Reprise pour qui, avec le maintien des privilèges pour une catégorie dominante, un petit nombre qui tire à lui l'essentiel de l'effort de tous ? On peut se poser la question : le gouvernement a-t-il véritablement conçu son rôle et se trouve-t-il aujourd'hui en position d'arbitrer bien des conflits à compter du moment où son action ne sert que quelques-uns et se développe au détriment de la majorité.

Un socialiste doit aussi poser cette question : est-il imaginable que la reprise économique puisse s'ordonner, durer, profiter à tous équitablement hors de tout plan, de toute véritable concertation, de toute vision de l'avenir même à court terme. L'absence de planification fera durement ressentir les effets d'une incurie qui tient à l'explication économique profonde d'un système qui se dit libéral et qui n'est qu'anarchie, au bénéfice, je le répète, de quelques-uns.

Prenons l'exemple de l'affaire Lip, ou plutôt de l'industrie horlogère dans son ensemble. En vérité, ni le gouvernement ni le grand capitalisme n'ont prévu ni aménagé la mutation technologique que suppose cette industrie. A partir de là, c'est tout un pan de notre indépendance nationale sur le plan économique qui risque de disparaître au bénéfice de l'étranger avec, à l'appui, un chômage accru de centaines et peut-être de milliers de travailleurs. Cette mutation technologique est connue de tous. Elle a été comprise et pratiquée dans de grands pays industriels. Pourquoi pas en France ? Parce que, précisément, la France, dans son système actuel, est gouvernée par des hommes qui refusent d'intervenir de façon utile, cohérente, afin de maîtriser les pôles principaux de la production et du crédit. On dépense de l'argent qui vient des contribuables, ou bien, quelquefois, de profits excessifs, et on jette cet argent dans un tonneau sans fond. Et quand cet argent est dépensé, aucune structure n'ayant été réformée, le mal s'est simplement aggravé.

Voilà pourquoi le Parti socialiste entend, parce que lui examine sérieusement ces choses sérieuses, entend développer, d'ici à la fin de l'année, au mois de novembre en tout cas, un plan de restructuration industrielle qu'il proposera à l'ensemble des Français.

J'ai dit : l'affaire Lip. Regardons maintenant du côté de Rhône-Poulenc. Et l'on multipliera par 3, par 4 ou par 5 le nombre de travailleurs, par centaines ou par milliers, qui se trouveront eux aussi sans emploi faute d'un plan industriel, dans l'industrie chimique en particulier, d'une maîtrise de la collectivité nationale dans ce domaine. Et cela aboutira, comme dans le premier cas, comme cela s'est déjà produit pour Roussel-Uclaf, par le rachat par l'étranger du capital français.

Ces éléments, ajoutés à quelques autres, expliquent le désarroi visible dans lequel s'est installé le gouvernement. Et le désarroi de l'opinion qui ne se sent pas défendue, le désarroi d'un grand pays comme la France qui ne se sent pas représenté.

Il y a des conflits sociaux. Personne ne peut miser sur un conflit social, pas même ceux qui, comme nous, ont une explication historique, scientifique, profonde de la marche des sociétés de type capitaliste où des classes s'opposent et ne peuvent que s'opposer, malheureusement, puisqu'il en est qui exploitent et d'autres qui sont exploitées. Et si ces conflits se développent, quelle est l'autorité morale, politique, qui peut obtenir de chacun son droit et sa raison ? Surtout lorsque s'accumulent tout autour les échecs de politique extérieure ou de politique intérieure.

Voilà pourquoi il convient qu'on en vienne, au plus vite, à l'examen au fond des grands problèmes qui intéressent notre pays. Un débat de politique générale sera utile de ce point de vue, s'il est considéré par tous comme un moyen d'aller un peu plus loin dans l'explication et dans la proposition. Le Parti socialiste, en tout cas, participera à l'ensemble des débats qui seront proposés. Il s'étonne déjà d'avoir été, comme les autres partis de gauche, écarté de toute responsabilité dans les commissions parlementaires non seulement au niveau des Bureaux de ces commissions, mais vraisemblablement au niveau d'un grand nombre de rapports de travail et de réflexion. Ainsi, ce que l'on appelle la « majorité présidentielle » poursuit-elle sa méthode d'action, s'installe-t-elle dans un comportement sectaire dont la France ne tirera rien de bon.

J'ai dit un mot de la situation extérieure. Dois-je rappeler les déboires survenus à notre monnaie nationale qui avait déjà perdu, avant l'élection de M. Giscard d'Estaing, un si fort pourcentage —

→

près de 30 % — par rapport au mark allemand, monnaie dominante dans ce secteur de l'Europe où nous vivons. Et qui a perdu, depuis moins de deux ans, 4 à 5 % encore. On entre et on sort. On sort et on entre. C'est-à-dire que l'on n'est pas capable d'avoir une politique continue, seul moyen d'assurer un progrès véritable ou d'exprimer une politique économique constante.

Nous avons, nous socialistes, déploré le dernier échec, l'un des plus graves, de la construction européenne. Etant bien entendu que cette construction européenne chacun sait que nous l'entrevoyons quant à son contenu social, économique, culturel, politique, très différent de ce que l'on nous propose du côté de l'Europe libérale. Cependant, nous ne refusons pas les pas en avant, même si nous avons une vue plus lointaine, ou même différente de celle de nos partenaires.

Qui a saisi l'opinion publique des problèmes sérieux plutôt que cette promenade qui va d'une fraction à une autre fraction de la majorité, de la Côte d'Azur à la Côte basque pour arriver à colmater, à radouber le navire qui fait eau. Le Premier ministre n'aurait-il pas plutôt pour tâche sérieuse de s'occuper, toutes affaires cessantes, et autant d'heures par jour qu'il faut, des problèmes qui touchent à la vie et à l'espoir et à la représentation de la France ? Qui se pose la question de ce qui se passe en Chine et de ce qu'il adviendra de l'équilibre du monde selon le résultat des luttes internes qui s'y déroulent ? Qui a compris, selon la réponse qui sera apportée là-bas, que c'est toute la politique extérieure du monde qui peut se trouver changée ? Qui est intervenu pour tenter de résoudre les affaires du Liban, hors quelques missions, fort honorables, remplies par des personnalités françaises, mais qui n'étaient pas assises sur une politique générale ou sur une autorité suffisante ? Quel est l'imbroglio autour du Sahara, spécialement du Sahara occidental ? Qui examine le devenir de l'Afrique après l'affaire de l'Angola ? Que devient la démocratie en Amérique latine quand on reçoit l'un après l'autre les dictateurs militaires qui interdisent le jeu démocratique ?

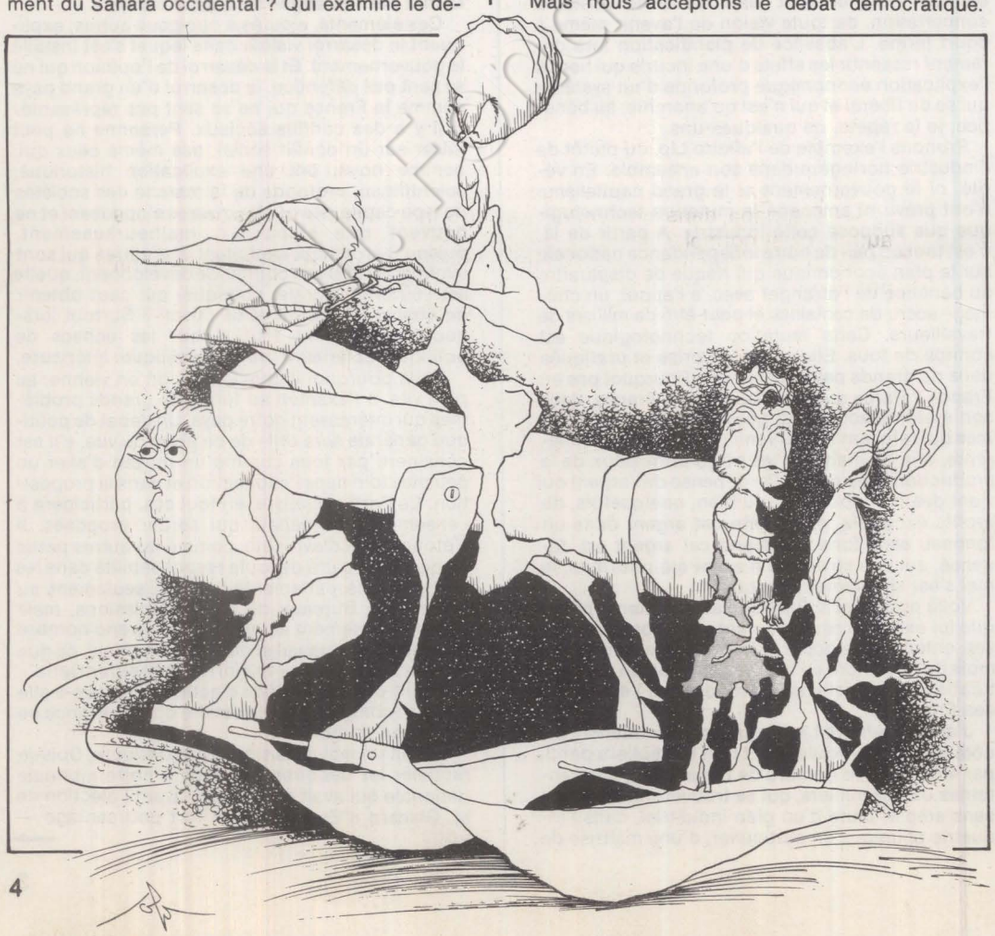
Cela intéresse la France ; et cela intéresse aussi le Parti socialiste qui a multiplié — au plan qui est le sien, et qui ne se substitue jamais aux responsabilités de l'Etat — les échanges internationaux. Nous sommes allés en Algérie, comme nous irons bientôt en Hongrie, comme nous sommes allés au Portugal. nous avons rencontré l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique comme il nous est arrivé de rencontrer l'ambassadeur de l'Union soviétique — je veux dire qu'il nous est arrivé de le rencontrer depuis la campagne présidentielle dernière et non point pendant. Il nous arrive de rencontrer l'ambassadeur de Cuba ou l'ambassadeur de Finlande. Jamais il ne nous viendrait à l'esprit de nous substituer aux autorités chargées de représenter la nation dans le cadre de l'Etat. Mais nous cherchons à nous informer et à remplir le rôle des socialistes avec d'autres socialistes ou bien avec d'autres qui ne le sont pas mais qui demain seront, comme aujourd'hui, les partenaires de la France. Nous avons le comportement d'un parti de gouvernement qui sait bien que l'heure approche où il devra à son tour affronter les grands problèmes qui touchent à la vie du monde.

L'ensemble de ces observations tend à ramener le débat au niveau qui doit être le sien. Nous sommes tous responsables des intérêts d'un pays que nous aimons, qui est le nôtre et qui s'appelle la France. Nous ne sommes pas des hommes, des femmes de division. Nous cherchons le meilleur pour la France et pour l'ensemble des Français. Et si nous proposons des solutions socialistes, c'est parce que nous croyons, en toute bonne foi, et après y avoir beaucoup réfléchi, qu'elles sont les meilleures pour la France et pour les Français. Mais nous acceptons le débat démocratique. Quand les Français nous donnent tort, nous l'acceptons et nous cherchons à nous expliquer pour qu'un jour ils nous donnent raison. Et il nous semble, les chiffres sont là, les faits aussi, qu'ils nous donnent de plus en plus raison. Nous plaçant à ce niveau, nous délaisserons toutes les polémiques subalternes. Je limiterai mes réponses au Premier ministre à une seule recommandation, s'il veut bien accepter le terme, à un seul conseil, qui sera celui-ci : allons, allons, M. Chirac, calmez-vous !

Il y aura, au mois de mars 1977, des élections municipales. Nous avons, au sein du Parti socialiste, des procédures à respecter comme un parti démocratique. Un congrès extraordinaire est prévu pour les 15 et 16 mai prochain. Ce congrès extraordinaire est, par définition, la seule instance compétente pour décider. D'ici là, on ne peut parler que de propositions. Les courants du Parti socialiste représentés à son Comité directeur se sont mis d'accord sur une proposition, c'est-à-dire sur une motion commune qui sera soumise à ce congrès.

Par rapport aux autres partis signataires du programme commun, nous avons également fixé une perspective qui s'inscrit, bien entendu, qui pouvait en douter ? dans la ligne tracée à Epinay-sur-Seine lors du congrès constitutif du Parti socialiste en 1971, l'union de la gauche, l'alliance à gauche, et l'impossibilité d'alliances qui ne soient pas à gauche. Avec, en toute circonstance, la présence socialiste, la présence d'un parti qui entend assurer son rayonnement, affirmer sa personnalité, son identité et sa capacité. La saine émulation, réclamée à juste titre par le Parti communiste, suppose aussi un choix par les Français. Mais un choix qui doit toujours, lorsqu'il a lieu, précéder le moment où, ensemble, sur des listes d'union, la gauche affronte le deuxième choix, le choix fondamental entre la gauche et la droite, le progrès ou l'esprit conservateur, le socialisme ou le capitalisme le plus retardataire d'Europe. Et cependant le Parti socialiste entend développer au maximum, autant que cela sera possible, et je prédis que cela sera possible très largement, le maximum d'accords dès le premier tour de scrutin.

Sans le Parti socialiste et sans un grand Parti socialiste l'union de la gauche serait bancale, et trébucherait rapidement. Il faut donc assurer les chances d'un grand et puissant Parti socialiste. Mais un Parti socialiste fidèle à l'union de la gauche. C'est le cas, et cela le sera demain comme hier. C'est aussi l'assurance pour les Français que quelque chose changera en vérité et en profondeur et pour leur bien, lorsqu'ils l'auront décidé au lendemain des élections générales.



LE RETOUR A L'ETAT-U.D.R.

François Mitterrand a ensuite répondu à une dizaine de questions posées par les journalistes dont deux concernant tout particulièrement la politique générale.

A la question de Pierre Sainderichin (France-soir) portant sur la nouvelle diarchie qui apparaît à la tête de l'Etat il a fait la réponse suivante :

« Je suis très attentif à ce qu'écrit l'éditorialiste Sainderichin dans un grand journal du soir. Je m'aperçois qu'il est moins attentif à ce qu'écrit un modeste éditorialiste d'un hebdomadaire socialiste. Cela fait une bonne année, sinon deux, que je répète, au risque de lasser l'attention de mes lecteurs, que le fait d'avoir élu un président de la République minoritaire dans sa majorité crée en réalité un nouveau type de système politique dans le cadre d'une Ve République qui n'en est ni à son acte de naissance, c'est-à-dire la Constitution, ni à ce qu'on pourrait appeler son baptême, c'est-à-dire la réforme de 1962. On est entre les deux, il est

difficile de s'y reconnaître. Je suppose que M. Giscard d'Estaing doit bien se poser la question. Mais je ne crois pas que les Français l'aient élu en 1974 pour assister deux ans plus tard à la reconstitution de l'Etat-U.d.r. M. Giscard d'Estaing doit être le premier surpris. Cette activité du Premier ministre, on pourrait dire qu'elle est admirable, si elle s'appliquait à des sujets admirables, mais les arrière-boutiques n'ont jamais été admirables. J'aimerais voir tant de qualités appliquées à de grands sujets. D'où vient cette perte de temps, cette passion appliquée à des sujets mineurs ? J'ai connu comme cela de belles intelligences qui ne s'étaient jamais occupées que de sujets sans intérêt. Elles ne laissent pas de traces dans l'Histoire. Le fait de réconcilier je ne sais quelles sous-catégories d'indépendants ou d'indépendants et demi, de réformateurs qui ne le sont pas tout à fait, et d'autres qui ne le sont pas du tout, représente un jeu ésotérique qui n'a rien à voir avec l'intérêt de la France. Je le répète, M. Chirac, occupez-vous donc davantage de l'intérêt des Français ! »

PAS UNE PIECE DE RECHANGE

Interrogé enfin à propos de la proposition de concertation faite dimanche dernier par Edgar Faure, François Mitterrand a répondu : « Le président Edgar Faure ferait bien d'abord de balayer devant sa porte, puisque la majorité parlementaire a interdit à l'opposition le droit d'accès aux responsabilités au sein des commissions de l'Assemblée nationale. J'attends donc du président Edgar Faure qu'il élève une protestation solennelle suivie d'actions persuasives, comme il en est capable, auprès des groupes, notamment auprès de celui auquel il appartient. Ou bien, pour marquer un grand coup, pour montrer qu'il est un homme essentiellement mené par la profondeur et la sincérité de ses convictions, il faut qu'il démissionne.

Mais je tiens aussi à préciser, si on ne le savait déjà, que l'on n'a pas à attendre de l'opposition qu'elle se considère comme la cinquième roue de la majorité. Ni même comme une pièce de rechange. L'opposition prétend mettre un moteur neuf dans un véhicule alerte, rapide et sûr et non pas n'importe quelle pièce, plus ou moins dévaluée, dans le moteur d'un vieux tacot. Le gouvernement ne peut pas attendre de l'opposition qu'elle cautionne une politique qu'elle combat. Il faut que les choses soient tout à fait claires. Nous entendons simplement recourir aux moyens que nous donne la loi, et notamment le débat parlementaire, les luttes légitimes sur le terrain où les travailleurs défendent leur juste droit au partage des fruits de l'effort national auquel ils participent au premier chef. Nous avons quelquefois la parole sévère mais nos mœurs sont douces. Les menaces, les grands cris — j'allais même dire les coups de gueule — ne viennent pas de notre côté, mais d'en face. Eh oui, on dirait que dans le noir où ils ont mis la France ils ont besoin de se rassurer. Mais nous vraiment ce n'est pas notre affaire ! Dans quel état serait la France si elle n'avait à sa disposition que ceux qui la gouvernent ou d'autres qui se compromettraient avec ceux qui la gouvernent ? Il faut une force neuve, c'est cela la démocratie. M. Edgar Faure a bien parlé. Il l'aurait fait ainsi depuis de longues années, nous accorderions plus de crédit à son propos. Il n'est pas trop tard pour considérer que ses paroles sont celles d'un homme sage. Mais les hommes sages ne sont pas toujours raisonnables. Impossible à l'opposition, c'est-à-dire à la gauche, qui est aujourd'hui majoritaire dans le pays, impossible à la gauche d'accepter de servir la politique des puissants et des privilégiés contre les travailleurs. »



Ils s'étaient promenés un moment au milieu de la foule. C'est beau une foule, c'est oppressant une foule.

Le petit garçon tira son père par la manche et ils s'éloignèrent. Ils aimaient bien être seuls.

— Dis, papa, c'est quoi une unité ?

— C'est être « un ».

— Je suis une unité ?

— Oui tu es « un » et moi je suis « un ».

— Toi et moi on est deux, on ne fait pas une unité, dit le fils tristement. Il avait, à cette idée, les yeux remplis de larmes et son petit menton se mit à trembler. Devant cette émotion, le père lui prit la main.

— Si je te tiens la main et que je la serre bien fort, nous devenons une nouvelle unité.

— Et nous ne sommes plus deux ?

— Nous sommes « un ».

Le fils rassuré retrouva son sourire.

— Si nous sommes un, il y en a un de nous deux qui est de trop.

Le père était patient, c'était sa vertu principale. Il se mit donc en quatre pour expliquer ce mystère. Le petit garçon écouta sagement et refit ses comptes : son père « quatre » et lui « un », cela faisait cinq.

— Regarde, papa, à nous deux on fait les doigts d'une main.

C'était une petite main toute neuve qui ne demandait qu'à saisir la vie.

— Si on s'entend comme les doigts de la main, on fait une unité ?

— Oui, dit le père qui perdait pied mais ne voulait pas perdre la face.

Le petit garçon émerveillé regardait sa main en remuant les doigts.

— Dis, papa, dans mon unité il y a des doigts plus grands les uns que les autres, c'est normal ?

Cet enfant avait un sens de l'égalité assez surprenant pour son âge, ce qui posait parfois à l'auteur de ces lignes des problèmes quasiment insolubles.

— Chacun de tes doigts a une fonction particulière qui justifie sa dimension.

— L'index qui indique la direction à suivre et qui ordonne n'est pourtant pas le plus grand ? dit le fils.

Cette conversation frisait le schisme.

— L'index est solidaire des autres doigts, mais quand il indique la voie, les autres doigts se replient sur eux-mêmes. L'enfant en fit l'expérience et vit que son père avait raison. Il battit joyeusement des mains et s'aperçut à cette occasion que sa main gauche ressemblait à sa main droite.

— Regarde, papa, j'ai deux unités.

Ce n'était plus un schisme, cela devenait un drame.

— Non, fiston, répondit le père, le plus calmement possible, si tu enlaces les doigts de la main droite à ceux de la main gauche, tu obtiens une nouvelle unité.

Le petit garçon joignit ses mains.

— Papa, c'est beau, on dirait une prière, tu peux le faire aussi ?

Il y avait bien longtemps que le père n'avait accompli ce geste ; ce n'était pourtant pas les occasions qui lui avaient manqué.

Il enveloppa de ses grosses mains celles de son fils comme pour les protéger des périls du moment, afin de les garder intactes pour les moissons à venir.

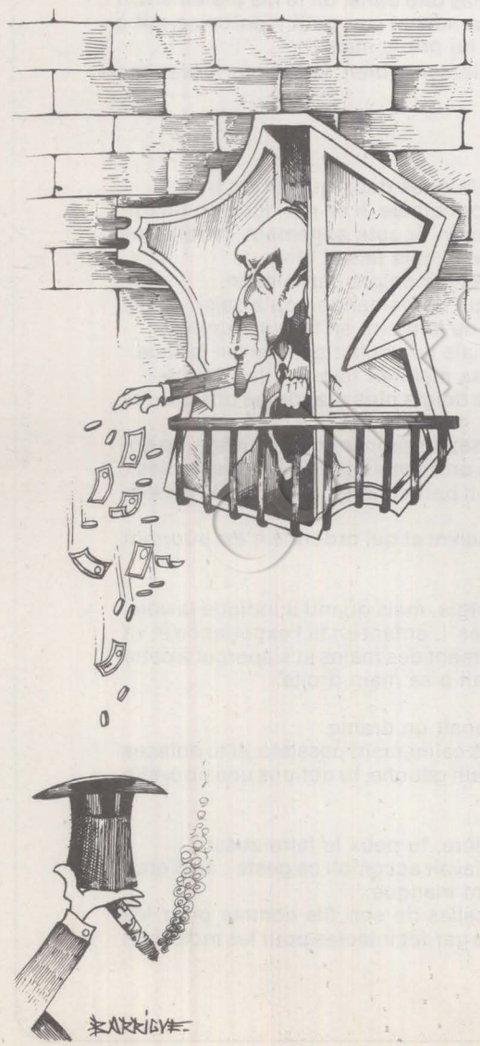
Investissements étrangers

DES "RISQUES" CALCULES

F. T. Haner est américain. Costume sombre, épaules carrées, il donne du professeur d'économie une image rassurante : efficacité, savoir-faire. Son nom fait rarement la « une » des journaux. Mais les P.d.g. des grandes firmes internationales le connaissent : il a mis au point, à leur intention, un « indice du risque à l'investissement » particulièrement sophistiqué. Et il organise des séminaires restreints où les hauts responsables de firmes internationales apprennent à mesurer les risques encourus dans tel ou tel pays et à élaborer une stratégie de résistance à un contrôle plus ou moins fort de leurs activités.

C'est que la « nationalisation » a fait, de par le monde, d'étranges progrès depuis les années 30. Avec la décolonisation, l'accession à l'indépendance politique, puis la volonté d'aboutir à l'indépendance économique de nombreux pays du tiers monde, les « investisseurs » ont connu, ces dernières années, quelques déboires...

Alors, le Pr Haner a élaboré à leur intention un indice de « nationalisme » devant leur éviter les bavures. Les critères retenus sont simples: l'attitude envers l'investisseur et les profits étrangers ; la nationalisation ; la convertibilité des changes ; les retards bureaucratiques. La note maximum décernée par Haner est 100. Deux pays s'en approchent : la Belgique et les U.s.a. Vient ensuite un groupe de pays à « nationalisme occasionnel », ceux qui ont des notes comprises entre 60 et 80. C'est là qu'Haner place la France avec 62. Puis arrivent les pays à « nationalisme sélectif », ceux dont il faut se méfier dans les années à venir. Enfin, ceux qui ont moins de 50, les pays à « nationalisme intensif » où les entreprises n'ont même plus à penser « investissement » mais, s'il est encore temps, à prévoir des plans de sauvetage...



On n'investit plus « bêtement »

On le voit, les calculs du Pr Haner, s'ils n'ont pas le mérite de la fiabilité, ont au moins celui de la franchise. Pourtant, sans disposer d'ordinateur, il est difficile d'admettre la validité des calculs d'Haner. Tout au moins en ce qui concerne la France.

Au début de 1975, paraît aux Editions Opera Mundi un gros livre. Sous une forte couverture cartonnée, on trouve en 1 200 pages le catalogue des participations étrangères en France. Page après page défilent les secteurs, les firmes où des « étrangers » ont pris des participations et, le plus souvent, le contrôle. Le total est impressionnant. Dès 1973, parmi les 24 000 entreprises employant plus de 20 salariés, celles contrôlées partiellement ou totalement par des firmes étrangères représentaient 23 % de l'emploi, 24 % des investissements, 26 % des ventes. C'était le temps où Valéry Giscard d'Estaing, ministre des Finances, célébrait les mérites de la croissance. Parmi les indices non calculés de l'époque, celui de la croissance des firmes étrangères dans l'économie française fut certainement un des plus forts. Nous y reviendrons.

Puis arriva « la crise». Dans les pays industrialisés, la production allait chuter, les échanges internationaux se restreindre, les canaux de financement devenir plus délicats à utiliser. Les grandes firmes ne stoppèrent pourtant pas leurs investissements. Mais elles les choisirent mieux. Disposant dans leur « staff » de quelque Haner, elles purent, après des séances de « brain-storming » déterminer les pays et les secteurs « sûrs », ceux où les taux de profits étaient corrects, les régimes politiques stables, le rapatriement des capitaux aisé. Et les firmes françaises, tout comme les firmes allemandes, suisses, américaines, anglaises, continuèrent à essaimer à travers le monde.

En France, le mouvement avait semblé s'arrêter. Plus d'offres publiques d'achat ou d'échange fracassantes, plus de prises de participation éclatant brutalement au grand jour, à l'issue de longues négociations secrètes. Les temps avaient changé. Dans l'état de l'économie française, investir « bêtement » n'avait plus grand intérêt.

C'est alors que l'Etat s'est mis de la partie. Les firmes étrangères, les plus grosses bien évidemment, allaient pouvoir prendre le contrôle de secteurs entiers sans bourse délier. Mieux : en recevant de l'argent... L'Etat, pour rentabiliser le capital privé, allait multiplier les subventions, les prêts, les aides. Aux capitalistes « français », ceux de la sidérurgie, par exemple, il envisage d'offrir dans les prochains mois 1,5 milliard pour des investissements à réaliser l'année prochaine. Un moyen comme un autre de faire la trésorerie des entreprises. Aux étrangers, il offre avec des pans de notre industrie, des moyens financiers équivalents.

C'est ainsi que la C.i.i., la compagnie nationale d'informatique et le Commissariat à l'énergie atomique ont été « sacrifiés ». Le « redéploiement industriel » impliquait de tels sacrifices ! L'informatique, le nucléaire passaient sous la coupe des firmes américaines ou belges, livrant leur savoir-faire ou leurs réserves de matières premières sans que les « nouveaux patrons » aient à créer un seul poste de travail, sans qu'ils aient à débourser le moindre franc. Même limité à ces deux exemples la nouvelle pratique gouvernementale a de quoi faire frémir.

Pour le C.e.a., l'histoire mérite d'être rappelée (voir « l'Unité » n° 187). Westinghouse avait, aux Etats-Unis, des problèmes techniques et financiers. Le gouvernement français a « racheté » la part de Westinghouse dans Framatome, le tout pour le compte de Creusot-Loire qui dépend du baron belge Empain, vice-président du Conseil national du patronat français. Au total, l'opération peut se résumer ainsi : Westinghouse s'est assuré un marché ; il continuera à toucher les dividendes de ses brevets et il s'est garanti son approvisionnement en uranium. Le baron Empain a mis la main sur l'ensemble du programme nucléaire français. Et le C.e.a. a éclaté.

Ce n'est pas un hasard si, dans le « redéploiement », certaines industries sont « confiées » à l'étranger. Il n'est que de mesurer les secteurs où, lorsque le marché était « libre», les firmes étrangères investissaient. Sur une longue période (1966-1972) et en ne mesurant que les grandes opérations, celles supérieures à quatre millions de francs, on s'aperçoit que 20 firmes étrangères seulement ont pu faire des opérations de cette taille. Côté américain, il y a Honeywell, I.t.t., Mobil-Oil, Westinghouse, Grace. Secteurs touchés : informatique, construction électrique, mécanique, restauration, automobile. Trois firmes sont allemandes : chimie et mécanique ; trois suisses : pharmacie, mécanique, immobilier ; et deux anglaises, deux belges, une hollandaise.



Et si, quittant les « grandes opérations », on fait le bilan de l'ensemble des participations, on s'aperçoit que les secteurs leaders sont ceux à forte technologie et à forte valeur ajoutée: les calculateurs, les composants de l'appareillage électronique, le matériel de télécommunication, la chimie, la pharmacie, les matériels de travaux publics et agricoles, plus les industries agro-alimentaires. Au total, ce sont les Etats-Unis qui se sont taillé la part du lion : entre 35 et 60 % (44 % en moyenne) de l'investissement étranger.

De surcroît, ce n'est pas n'importe qui qui investit. Si l'on prend la liste des 500 premières entreprises mondiales, on s'aperçoit que c'est parmi elles que se trouvent les sociétés qui contrôlent 70 % de « l'apport étranger ».

Au total, les Américains ont investi tous azimuts, leur prépondérance étant évidente dans l'électronique, l'informatique, la mécanique de précision, l'hôtellerie. Les Allemands se spécialisant dans la chimie, la mécanique, le bois, le commerce, les Pays-Bas dans l'électronique, l'alimentation, la Belgique dans la chimie et les textiles, la Suisse dans la pharmacie et l'alimentation. Or, ce n'est pas un hasard si, ces dernières années, les firmes étrangères ont tout fait pour s'implanter en France.

Un certain appétit

A la fin des années 60, seulement 10 % de l'activité industrielle totale dépendait de capitaux étrangers. L'ouverture des frontières, la marche vers l'intégration économique européenne ont donné au patronat français un certain appétit : celui de participer, pleinement, à la division internationale du travail. Pour cela, il lui fallait se concentrer, donc se faire aider par l'Etat. Mais, en contrepartie, abandonner certains secteurs. En 10 ans, les firmes étrangères allaient investir en France 20 milliards de francs. C'était l'époque où la rentabilité du capital investi en France était « bonne », ce qui signifie que l'exploitation des salariés était forte, où le taux de croissance était élevé, où les concentrations allaient bon train. Ce qui faisait dire aux économistes : « Vu le marché français, les pratiques de l'Etat, il est logique que la quasi-totalité des groupes multinationaux acquièrent, chez nous, des positions substantielles ». C'était l'époque où certains voyaient dans les investissements étrangers le moyen de créer des emplois, où l'internationalisation des industries faisait rêver quelques autres.

On n'en est plus là. Avec l'élection de Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la République, c'est la fraction de la bourgeoisie la plus liée aux firmes multinationales qui s'est installée au pouvoir. Fini le discours gaulliste sur l'indépendance ou les hésitations, les coups de frein et d'accélérateur de Georges Pompidou. Aujourd'hui, l'Etat intervient directement, non seulement sur le plan financier, mais s'il le faut en pesant sur les structures. Cela ne se mesure pas seulement aux avatars de la C.i.i. ou du C.e.a., mais également à travers l'évolution d'Elf-Aquitaine. Ou à l'étrange attitude du gouvernement vis-à-vis de la Snias. Et, en dehors du secteur public, l'Etat s'est mis également à peser : lorsque l'on encourage l'entrée de Thyssen chez Solmer, lorsque l'on abandonne Roussel-Uclaf à Hoechst, lorsque l'on organise la récession des secteurs condamnés par le redéploiement industriel, comme les textiles de Boussac ou lorsque l'on favorise le développement à l'étranger de Pechiney-Ugine-Kuhlmann. Car dans la stratégie de ces firmes apparaît l'inquiétude des lendemains. Déjà se dessine, Haner ayant quelques concurrents, la stratégie des firmes françaises face à une victoire prochaine de la gauche. Tout d'abord profiter le plus possible de l'Etat, s'assurer le maximum de privilèges. Puis investir ailleurs, loin, là où la gauche sera impuissante, là où elle ne pourra pas intervenir. Monter de nouvelles usines en Thaïlande, au Brésil, aux U.s.a. Sachant qu'un gouvernement de gauche pourra limiter leur pouvoir, mais ne pourra pas les réduire à merci, les grandes firmes, françaises et étrangères, qui sont implantées en France diversifient un peu plus leur implantation. Avec l'aide, la bénédiction et le soutien du Pouvoir actuel.

Durant quelques années, les grandes firmes tout en ayant une stratégie à l'échelle mondiale, avaient une certaine tendresse à l'égard de l'Hexagone. Aujourd'hui, cette tendance a disparu. Après tout, l'indice de F.T. Haner n'est peut-être pas faux. Il est simplement annonciateur. Alors, au fil des mois, il baissera encore.

GUY PERRIMOND

le numéro d'avril arrive!

L'argent des communes
POURQUOI?

Le temps d'être maire
POURQUOI?

Vie communale et éducation populaire
POURQUOI?

Un quartier nommé "Plaisance"
POURQUOI?

Des loisirs pour quoi faire
POURQUOI?

Les paradis fiscaux
POURQUOI?

la revue de la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente
3 rue Récamier
75007 Paris

Chez tous les marchands de journaux
6 F

changer la vie sociale et économique

PAS D'ACCORD AVEC L'ACCORD

Métallurgie : mécontentement général. Des débrayages lundi dernier au Creusot, où les 10 000 salariés de Creusot-Loire s'inquiètent d'une mise au chômage technique envisagée pour 2 000 d'entre eux. Et des mouvements partout, à plus petite échelle, certes, mais révélateurs.

Exemple : les briquets Tissot-Dupont, à Faverges, en Haute-Savoie, où 700 salariés ont occupé leur usine entre le 11 mars et le 5 avril, avant de reprendre la production sous contrôle syndical. Motif de ce mouvement : les salaires, ou plus exactement la nouvelle grille de classification de l'accord de 1975. Cette nouvelle grille a entraîné un recul pour près de 90 % du personnel. Et, par un système de calcul des points judicieusement choisi, le nouveau salaire minimum est passé de 1 930 F... à 1 790 F ! Un conflit parmi d'autres menés en ce moment dans la métallurgie, contre un accord dont les syndicats les plus représentatifs n'ont jamais voulu.

LA CLASSE OUVRIERE IRA AU PARADIS

« La question sociale est toujurs posée avec acuité » : voilà en quels termes — ceux de René Caille, responsable de l'« action ouvrière » (sic) à l'U.d.r. — les journées parlementaires gaullistes à Saint-Jean-de-Luz viennent de découvrir les problèmes sociaux. Mais aussi leur solution : une proposition de loi va être déposée qui ressuscitera le bon vieil actionnariat ouvrier. L'imagination au pouvoir...

RHONE-POULENC : NOUVELLES RIPOSTES

88 000 salariés en colère : ceux de Rhône-Poulenc. Ils l'ont montré jeudi : à l'appel des syndicats C.g.t., C.f.d.t., C.g.c., C.f.t.c. et F.o., les travailleurs des 70 entreprises du groupe ont observé une journée d'action. Car 6 000 d'entre eux travaillant dans le textile sont menacés : en février, on le sait (voir le précédent numéro de « l'Unité »), la direction de Rhône-Poulenc a décidé d'arrêter toute une série de fabrications. C'est-à-dire que des usines entières à Albi, à Grenoble, à Péage-de-Roussillon, devront bientôt fermer leurs portes. Ce n'est pas la première manifestation des salariés du groupe. Plusieurs actions ont déjà eu lieu : une journée de grève le 16 mars, par exemple. Et la riposte peut devenir encore plus globale — des arrêts de travail de 24 heures reconductibles sont envisagés — si la direction ne renonce pas à ses plans.

LIP : LE TORPILLAGE D'UNE INDUSTRIE

C'est annoncé officiellement depuis le lundi 5 mars : Lip est en état de cessation de paiement. C'est le successeur de Claude Neuschwander, le nouveau P.d.g. de Lip, Jean Sargueuil, qui a rendu publique cette nouvelle. Selon lui, sont responsables la crise qui secoue toute l'industrie horlogère, certes, mais aussi des charges financières intolérables. Les structures de l'entreprise, les problèmes commerciaux, un budget de recherche et un plan électronique trop lourds à supporter. Responsable surtout, dit-il, la gestion de Neuschwander : Sargueil ne se fait pas faute de critiquer son prédécesseur et il va même très loin dans ses critiques, puisqu'il accuse l'ancien patron de Lip de ne pas avoir laissé accès de tous ses comptes aux experts. Une accusation qui étonne et que l'auteur pourrait au moins prouver. Ce qu'il se garde bien de faire.

La nouvelle affaire Lip (voir en page 3 le commentaire qu'y a consacré François Mitterrand) **est loin d'être aussi simple. On peut aujourd'hui se demander si les actionnaires de la Société européenne d'horlogerie ont tout fait pour le succès de l'entreprise. Lip avait essayé de relever le défi de l'électronique et de se faire une place sur le marché de la montre à quartz.**

Ce pari coûtait cher, d'autant plus cher que le reste de l'industrie horlogère ne s'est pas allié avec Lip. Or, le conseil d'administration, d'accord au début avec les investissements massifs nécessaires et demandés par Neuschwander, a changé en octobre dernier. Depuis cette époque, il se trouvait en opposition complète avec le P.d.g. de Lip et défendait une hypothèse nouvelle : plus d'investissements ; notre avenir est dans une P.m.e. Et beaucoup se demandent aujourd'hui à Besançon si on n'a pas voulu, une fois de plus, torpiller Lip. Une hypothèse assez répandue suppose que Sargueil n'est venu que pour jouer les fossoyeurs de l'entreprise. D'autres ne vont pas aussi loin, mais estiment que, dans leur bagarre avec Neuschwander, les actionnaires ont joué aux apprentis sorciers sans mesurer aucunement les conséquences de leurs actes.

Toujours est-il que les salariés de Lip n'ont pas l'intention de supporter lesdites conséquences. Après une journée d'arrêt de travail, le 5, ils ont décidé le lendemain de reprendre le travail et de continuer la production normalement. Mais ils préparent dès aujourd'hui leur lutte en cas de dépôt de bilan. La fédération de la Métallurgie C.f.d.t. a déjà demandé aux pouvoirs publics de prendre leurs responsabilités. Car c'est le problème de l'industrie horlogère, où 5 000 travailleurs sur les 15 000 qui en dépendent sont menacés de chômage dans les deux ans à venir, qui est posé. Et si le gouvernement n'intervient pas réellement pour que la conversion de l'ensemble de la branche aux techniques nouvelles soit possible, on ne pourra en tirer qu'une conclusion : il accepte la disparition de cette industrie. Aujourd'hui, le problème se pose concrètement à travers le cas de Lip et la question est posée.

BATIMENT : TOUJOURS MOINS DE BRAS

Comment retenir la main-d'œuvre qui fuit le secteur du bâtiment et des travaux publics ? C'est la question que s'est posée le comité du VIIe Plan concerné ; amené par là même à critiquer sérieusement les options prises par le VIIe Plan et, en général, la politique gouvernementale. Même les travailleurs immigrés quittent ces emplois instables et mal rémunérés, sans hygiène ni sécurité sur les chantiers. Entre 1969 et 1974, sur un effectif de 400 000 travailleurs étrangers, 50 000 ont quitté la branche chaque année.

Le comité propose donc d'associer étroitement les ouvriers à l'amélioration de leurs conditions de travail, d'aligner la durée hebdomadaire du travail sur celle des industries de transformation et surtout d'augmenter de 20 à 25 % les rémunérations. Ce qui ne provoquerait pas une augmentation de prix supérieure à 6 %. Tout cela pour 1980...

Ce « projet social indispensable » se fonde sur une stratégie d'industrialisation dynamique, tournée, en particulier vers l'exportation. L'industrie devrait privilégier la construction d'éléments standardisés fabriqués en usine, tout en développant la technologie actuelle. Pour ce faire, deux leviers : regroupement des maîtres d'ouvrage et réforme juridique des structures de garanties, afin d'assurer une meilleure protection des usagers et de moraliser le secteur.

Beaucoup de bonnes intentions, donc, qu'il sera difficile de mettre en application. De ces travaux, le VIe Plan risque de ne retenir que le vœu désormais traditionnel : améliorer la qualité de la vie.

ECHEC AU GIBET

Un homme vient d'être arraché au gibet. Militant important du mouvement des Dreads, en République dominicaine, Trotter luttait contre l'exploitation éhontée de son peuple et se dressait face aux gouvernants actuels. Sous couvert d'une juridiction de droit commun, on a tout fait pour le réduire au silence. C'est ainsi que, le 26 février 1974, un touriste américain ayant été tué en République dominicaine, la police accusa Trotter d'être l'assassin... bien qu'il fût alité ce jour-là ! Lors du procès, la seule « preuve » présentée était le témoignage d'une jeune fille de 16 ans, qui devait ensuite se rétracter et avouer avoir été payée par la police. Autre « mystère » : l'avocat de Trotter, Keith Allyne, a été depuis sauvagement abattu à coups de coutelas.

C'est très probablement la pression de l'opinion internationale, notamment celle des socialistes français (pétition et démarche d'Alain Vivien aux Affaires étrangères) et de la gauche martiniquaise, qui a poussé le gouvernement dominicain à « suspendre » la condamnation à mort. Un combat qui n'est pas terminé : il reste à obtenir la libération de Trotter et la révision de ce procès fondé sur un faux témoignage.

AGRET : UN DRAME SANS FIN

Au 26e jour de sa seconde grève de la faim, Agret refuse toujours — malgré le danger — de se réalimenter pour évacuer par les voies naturelles les deux manches de fourchettes qu'il a avalés. Marie-José, sa femme, l'a vu dimanche dernier à la prison des Baumettes. Il a déjà perdu plus de 20 kg et son état est inquiétant. Il reste cependant déterminé à lutter jusqu'au bout pour obtenir justice. Un mouvement s'organise pour obtenir d'urgence la libération immédiate d'Agret et la révision éventuelle de son procès.

Marie-José Agret a entamé à son tour mercredi une grève de la faim. De nombreuses cartes postales vont

être adressées à Jean Lecanuet par tous ceux qui soutiennent Agret. Une manifestation est prévue ce samedi à 15 heures devant le ministère de la Justice, place Vendôme. Une délégation s'y présentera, conduite par Claude Mauriac. Pour les avocats d'Agret, Lecanuet peut parfaitement suspendre l'exécution de sa peine en vertu de l'article 624 du Code pénal. Sans doute le ministre de la Justice craint-il d'affronter, s'il gracie Agret, des dizaines d'« affaires » du même type. Il y va cependant de la vie d'un homme.

LES PATRONS SONT DES TIGRES DE PAPIER

Dans les papeteries, plusieurs conflits en cours. Ainsi, les 2 500 travailleurs de Beghin-Say, groupe employant 10 000 salariés dans 24 usines, occupent leur entreprise de Corbehem (Pas-de-Calais) depuis le 10 mars. Ils refusent ainsi des licenciements et des charges de travail trop lourdes. Comme leurs voisins de l'usine Ruysscher, à Maresquel. A Rouen, ce sont les employés de Sopalin, à Rennes ceux des Papeteries de Bretagne qui luttent pour obtenir des salaires plus décents. Des grévistes qui se sont tous retrouvés pour la journée nationale décidée dans leur branche mercredi dernier.

UN « APOLITIQUE » POUR L'A.F.P.

Colère parmi les personnels de l'Agence France-Presse dès que Claude Roussel, le successeur de Jean Marin à l'agence, a désigné comme directeur général adjoint un certain Henri Pigeat, présenté comme n'étant « pas marqué politiquement ». En réalité, cet énarque



Pierre Mauroy tenant un meeting impromptu devant l'Assemblée nationale avec les travailleurs des papeteries Beghin-Say.

distingué a été l'homme à tout faire du ministre musclé Philippe Malaud avant de devenir le bras droit de Denis Baudoin à la Direction générale de l'information, de si fâcheuse mémoire...

MAITRE, VOUS N'AVEZ PAS LA PAROLE

Petite chronique des libertés au pays de la société libérale avancée, suite : Me Gisèle Halimi devait, sur le thème « La loi et l'évolution des mœurs », donner une conférence à l'Institut judiciaire de Paris, dans le cadre de la formation des candidats au concours de l'Ecole nationale de la magistrature. Déclarée « inopportune », cette conférence a été purement et simplement interdite, sous prétexte qu'elle aurait pu provoquer « dix ou quinze » adhésions au Parti socialiste !

VOUS M'EN DIREZ TANT !

André Malraux, au cours d'une interview télévisée, a déploré la division de la France en deux, situation qui permet à l'un des camps de l'emporter, avec l'appui de quelques voix. « Si l'on avait dit à Robespierre : vous gouvernerez avec l'appui de 51 % de la population, il se serait fait guillotiner tout de suite », a affirmé l'ancien ministre de la Culture. Aurait-il oublié que la République a été votée à une voix ?

Jacques Chirac a donné aux parlementaires U.d.r. réunis à Saint-Jean-de-Luz un magnifique exemple d'humilité, en déclarant : « Dussé-je être qualifié de primaire, ce qui ne me touche plus depuis le temps qu'on le dit, c'est moi qui, désormais, répondrai à l'opposition ».

Le danseur **Jacques Chazot** voit d'un œil pessimiste l'avenir de l'Opéra de Paris. « Il y a plus de termites que de rats au Palais Garnier, a-t-il confié à Philippe Bouvard. Et, surtout, le vrai directeur de la troupe n'est pas M. Lieberman, comme un bon peuple pense, mais M. Séguy ».

Le général **Idi Amin Dada,** président-dictateur de la République d'Ouganda, a manifesté une vive émotion en apprenant la séparation de la princesse Margaret avec lord Snowdown. « Un homme ne devrait jamais se marier au-dessus de sa condition, a-t-il remarqué, car du jour au lendemain son épouse peut le flanquer à la porte ». Ensuite, il a envoyé à l'infortuné Snowdown un télégramme de sympathie et de solidarité.

Un certain **Carmine Esposito,** écolier américain de dix ans, a vu citer dans toute la presse des Etats-Unis sa dissertation sur le thème « Mon premier jour, si j'étais élu Président » : « J'aurais envie d'aller faire un tour dans ma limousine antiballes qui coûte 100 000 dollars, a écrit le petit garçon, mais quand je l'aperçois, je m'évanouis. C'est un corbillard tout noir et, à ma place, il y a un cercueil portant cette pancarte : Réservé pour le Président Esposito ». Près de la moitié des camarades de Carmine ont, eux aussi, prédit qu'ils seraient assassinés.

LE SUCCES DE CHATENAY-MALABRY

L'élection municipale partielle qui s'est déroulée dimanche à Châtenay-Malabry (Hauts-de-Seine), pour pourvoir deux sièges à la suite du décès du maire socialiste André Mignon et d'un adjoint, a vu la liste d'union de la gauche remporter un grand succès dès le premier tour de scrutin.

Avec une moyenne de liste de 53,63 %, Didier Ruel (P.s.) et Paul Mougard (P.c.f.) dépassent le pourcentage du candidat unique de la gauche lors des législatives de 1973, et, malgré un fort taux d'abstentions (45 %), atteignent presque les 54,16 % obtenus par François Mitterrand le 19 mai 1974.

Ils infligent une sévère défaite à la liste de la majorité présidentielle, soutenue à grand renfort de colleurs d'affiches musclés par le secrétaire d'Etat Pierre Mazeaud et le gratin U.d.r.-giscardien du département, qui arrive en dernière position avec moins de 23 % des suffrages. En seconde position, vient une liste de défense de l'environnement, appuyée par des associations locales et composée d'un représentant du Front progressiste et du Mouvement des démocrates de Michel Jobert, qui obtient 23,5 % des voix, montrant la sensibilité des habitants de la proche banlieue parisienne pour toutes les questions qui touchent à la qualité de la vie.

Dans une municipalité qu'ils animent sans interruption depuis cinquante ans — le premier maire socialiste de Châtenay était Jean Longuet, petit-fils de Karl Marx — les socialistes ont démontré avec succès qu'ils étaient capables d'assurer les mutations entre les alliances antérieures au congrès d'Epinay et celles qui sont le fruit des engagements du programme commun de gouvernement. Les conseillers municipaux élus sans étiquette avec les socialistes en 1971 ayant rallié la majorité présidentielle et soutenu sa liste dans l'élection de dimanche dernier, c'est donc dans la plus grande clarté politique que sera élu dimanche 11 avril un nouveau maire socialiste et un bureau municipal d'union de la gauche, préfigurant avec dix mois d'avance la situation de 1977 dans cette commune de plus de 30 000 habitants.

En même temps, les résultats non négligeables des candidats « des espaces verts » viennent opportunément rappeler qu'une politique d'alliances est inséparable d'un projet politique pour une gestion fondée sur la démocratie locale, afin de gagner à l'union de la gauche tous ceux qui sont sensibles aux méfaits de la politique du pouvoir, sans discerner clairement les causes et les responsabilités. A quelques semaines du congrès extraordinaire du P.s., cette élection partielle fournit l'occasion de quelques rappels utiles...

Exclusif

GEORGES SEGUY CRITIQUE LE POUVOIR, LA FEN, LE P.S... ET LA C.G.T.

« L'UNITE » : De nombreux conflits sont en cours à l'heure actuelle. Quelles sont, à votre avis, leurs caractéristiques ?

GEORGES SEGUY : Actuellement, c'est vrai, il existe une multitude de conflits.

Au niveau des usines d'abord. Leur nombre ne cesse de croître. Ils concernent en général les salaires, les conditions de travail, l'emploi. Les salariés luttent souvent contre les fermetures d'entreprises, contre les licenciements. Beaucoup se battent également pour la défense des libertés syndicales lorsque des mesures de licenciement frappent un délégué, un militant ou lorsqu'une entrave au libre exercice du droit syndical sur le lieu de travail se manifeste, ce qui se présente de plus en plus fréquemment.

Souvent, ces conflits donnent lieu à des occupations d'entreprises, sont de longue durée et tous dénotent une haute combativité des travailleurs.

Il est d'ailleurs très intéressant de noter que bon nombre d'établissements sont en lutte pour la première fois : j'ai eu l'occasion de le vérifier au cours de mes déplacements, en visitant des régions où des conflits se prolongent depuis deux semaines, trois semaines, un mois.

Récemment encore, dans le Vaucluse, je me suis rendu parmi les grévistes d'une usine d'alimentation, chez « Cocorico », presque uniquement composée de jeunes femmes. Elles ont fait preuve d'une détermination exemplaire, se relayant jour et nuit au piquet de grève installé à l'entrée de l'entreprise. Le patron croyait sans doute venir facilement à bout de leur résistance : c'était méconnaître leur acharnement et l'importance de la solidarité des autres travailleurs. Elles ont gagné.

Mais si ces conflits constituent la principale caractéristique de la situation actuelle, il ne faut pas oublier ceux qui se produisent à l'échelle des branches professionnelles. Ils concernent également les salaires, l'emploi, les conditions de travail. Ils surgissent de l'impossibilité dans laquelle se trouvent les représentants des travailleurs de négocier ces problèmes. C'est le cas dans beaucoup de branches du secteur privé où se sont déroulées d'importantes actions de caractère régional ou national.

Troisième sorte de conflits : ceux qui opposent l'Etat à ses salariés, essentiellement sur des questions de salaires mais, aussi, de conditions de travail.

Là, l'Etat-patron — c'est-à-dire actuellement le Pouvoir politique du grand patronat — ruse, triche, manœuvre et tente de diviser pour imposer sa politique d'austérité. L'arme principale à laquelle il se réfère pour imposer sa politique, prétendue contractuelle, c'est l'indice des prix truqués qui lui permet d'affirmer que le pouvoir d'achat des salaires a été maintenu quand, en réalité, il a baissé de 4 %.

Enfin il existe ce que j'appellerai le conflit général opposant, de façon globale, tous les salariés de tous les secteurs à la politique d'austérité de la coalition gouvernementale et patronale.

— Vous recensez donc quatre sortes de conflits : dans les entreprises, dans les branches professionnelles, dans le secteur public et nationalisé et le conflit global de tous les salariés face au pouvoir et au patronat. Cela constitue-t-il une augmentation de la tension sociale par rapport aux dernières années ?

— On ne peut que constater, en ce début d'année, une multiplication des luttes s'accompagnant d'une combativité, d'une détermination supérieures aux années précédentes. La durée des conflits, la ténacité dont font preuve les travailleurs malgré toutes les mesures d'intimidation et de répression dont ils sont l'objet montrent bien l'ampleur de leur mécontentement et parfois même, excédés par tant d'injustices, de leur colère.

— Que pensez-vous des formes de lutte employées ?

— La première recommandation que nous faisons à nos militants et à nos organisations est de multiplier les initiatives, d'agir partout où cela se justifie sur la base d'une large consultation des syndiqués et des travailleurs des entreprises. D'autre part, lorsqu'un conflit éclate, nous nous efforçons de l'entourer d'une large solidarité morale et matérielle sur le plan local, départemental ou régional. Nous faisons appel à l'effort des travailleurs qui se trouvent à la périphérie de la bataille afin que les grévistes puissent tenir si la lutte se prolonge.

L'expérience démontre que cette solidarité interprofessionnelle s'avère bien plus efficace, à tous égards, que les caisses de grève ou de résistance n'intéressant qu'une minorité de travailleurs et donnant lieu souvent à des polémiques dans la lutte.

Enfin, nous cherchons à coordonner au maximum les différentes actions à l'échelle des branches professionnelles. Si les conditions le permettent, cette coordination peut aller jusqu'à des initiatives d'action d'ensemble pour toute la branche ou toute la profession comme cela s'est produit dans la sidérurgie, le bâtiment, la métallurgie, le 9 mars pour les fonctionnaires, les travailleurs des services publics et de santé peu après les travailleurs de l'Etat comme ce fut le cas de la puissante grève des cheminots et de l'action des gaziers et électriciens le 7 avril.

De la multiplication de ces luttes particulières peuvent naître les conditions d'une action interprofessionnelle coordonnée à l'échelle nationale : c'est une hypothèse que nous ne saurions évidemment perdre de vue.

— La rencontre C.g.t.-C.f.d.t. du 5 avril a-t-elle envisagé de concrétiser cette perspective ?

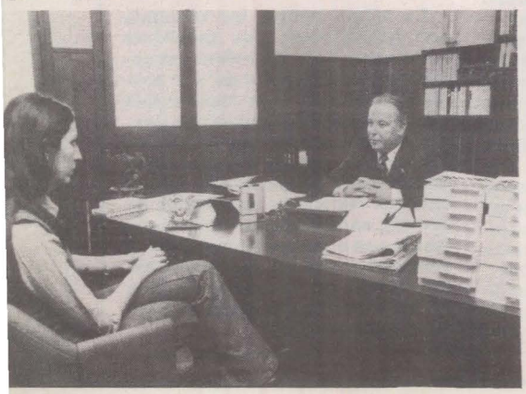
— Il s'agissait pour nous de faire le point général du développement de l'action revendicative ; il est évident que nous avons examiné tous les aspects de la situation avec la volonté d'être prêts à faire face à toute responsabilité sur le plan national.

Notre communiqué commun répond à votre question. Nous encourageons nos militants et nos organisations à multiplier les initiatives d'action, notamment dans les entreprises, et nous appelons les travailleurs à faire du 1er Mai une grande journée de lutte unitaire contre l'intransigeance de la coalition gouvernementale et patronale, contre la politique d'austérité prônée par Valéry Giscard d'Estaing et Ceyrac, pour les revendications des travailleurs.

Il y a bien longtemps que nous ne nous étions pas trouvés dans une situation aussi bloquée. C'est encore pire que ce que nous avons connu durant l'été 1967. Mises à part quelques exceptions dues à d'âpres luttes, nous nous heurtons partout à un mur.

Je veux citer un exemple significatif : la C.g.t. prend une initiative sans précédent en organisant des Etats généraux de jeunes sans emploi représentant 300 comités de base. A partir des travaux

rges Séguy avec Michèle Backmann.



Coll. Fonds Gaston Lyon

Depuis plusieurs années, « l'Unité » a l'habitude de demander aux responsables des grandes centrales syndicales de faire le point sur la situation économique et sociale. Nous donnons aujourd'hui la parole à Georges Séguy. Dans l'interview qu'il a accordée à Michèle Backmann, le secrétaire général de la C.g.t. s'en prend vivement, à propos de la politique « contractuelle», à d'autres organisations et particulièrement à la Fédération de l'Education nationale et à sa direction accusée de pratiquer une politique de collaboration de classes.

Il va de soi que nous laissons à Georges Séguy la responsabilité de ses propos sans nous associer en aucune manière à une accusation qui conduit aujourd'hui la C.g.t., contrairement à l'attitude de la C.f.d.t., à ne plus vouloir même rencontrer la Fen.

Nous n'acceptons évidemment pas davantage l'affirmation selon laquelle les dirigeants du Parti socialiste apporteraient leur caution à ceux qui « torpillent» les luttes des travailleurs.

Nous voudrions, d'autre part, souligner que dans l'esprit unitaire et de libre discussion qui est le nôtre — et que l'on rencontre rarement dans la presse de partis — il nous paraît normal d'ouvrir nos colonnes à Georges Séguy même quand nous ne sommes pas d'accord avec lui sur tel ou tel point. Nous apprécierions que la presse de la C.g.t. ouvre les siennes à d'autres points de vue, par exemple, à celui des dirigeants de la Fen auxquels, pour notre part, nous ne manquerons pas de donner la parole dans les prochaines semaines.

C.E.

P.s. *Le 26 septembre 1975, nous avions publié une interview d'Edmond Maire qui contenait des critiques contre le P.s. Mais le secrétaire général de la C.f.d.t. y disait ceci : « Je voudrais dire combien j'apprécie que « l'Unité » publie une interview telle que celle-ci. Le Parti socialiste montre que la liberté d'expression, l'acceptation du débat critique au sein même des forces populaires ne sont pas pour lui de vains mots. Je doute pouvoir m'exprimer ailleurs avec la même franchise ».*

de ces assises nous proposons au gouvernement et au C.n.p.f. — qui affirment être au plus haut point préoccupés par le chômage des jeunes — d'en discuter pour définir les solutions les meilleures. Non seulement ils ne répondent pas, mais ils opposent leur porte close à une délégation de nos Etats généraux.

On imagine donc facilement comment cette intransigeance peut excéder de nombreux travailleurs. Je crois que nous assistons aujourd'hui à une accumulation de mécontentements profonds, sourds. Ce phénomène peut donner lieu, à plus ou moins brève échéance, à un conflit social de grande envergure dont on peut déjà mesurer, s'il éclatait, la dimension politique.

Nous ne poursuivons pas le but d'en arriver là, mais cela peut survenir, indépendamment de notre volonté, comme conséquence de ce blocage général des affaires sociales. Cela n'implique évidemment pas qu'il faille spéculer sur une grande explosion pour aboutir à une situation plus propice à la discussion des revendications. Au contraire, il faut poursuivre la lutte, exercer la pression maximum et, simultanément, harceler gouvernement et patronat de propositions de négociations.

— Un durcissement patronal et gouvernemental sans précédent, donc. La répression augmente-t-elle aussi dans les mêmes proportions ?

— Avec la démagogie et la diversion, la répression est le corrolaire classique de l'attitude que nous dénonçons. Quand la lutte est plus âpre, quand la résistance de l'adversaire devient plus catégorique, on assiste toujours à une accentuation de la répression. On assiste également à un effort idéologique intense visant à réhabiliter la politique et la pratique de collaboration de classes. Aujourd'hui plus que jamais, tout est mis en œuvre pour redonner aux illusions réformistes une dimension perdue de longue date. Toutes les manœuvres classiques de diversion et de division sont utilisées. Parallèlement, les mesures d'intimidation et de répression deviennent l'arme favorite du Pouvoir.

Si l'on en juge par les récentes statistiques du ministère du Travail, la cible principale de cette vindicte patronale et gouvernementale reste la C.g.t. : la majorité des militants licenciés pour raisons disciplinaires appartiennent à notre organisation. D'ailleurs, les déclarations officielles, les attaques, les injures, les calomnies déversées contre nous suffisent à montrer que le Pouvoir réserve les coups les plus durs de sa politique répressive à la C.g.t.

Enfin, il faut remarquer que les moyens officiels d'information, boycottent systématiquement les organisations syndicales luttant réellement pour les revendications des travailleurs. Au contraire, les syndicalistes sur qui le Pouvoir s'appuie pour faire passer sa politique anti-sociale, et faire payer la crise aux travailleurs, bénéficient d'une publicité outrancière, quand ils ne sont pas sollicités directement pour vanter les mérites de la politique « contractuelle ».

Ce qui vient de se passer dans la Fonction publique se révèle à cet égard on ne peut plus éloquent, et même révoltant ; rien n'obligeait les dirigeants de la Fen et de Fo à céder leur signature au gouvernement. Pourquoi l'ont-ils fait ? A quels impératifs, plus forts que les intérêts des travailleurs, ont-ils obéi ?

A franchement parler, nous pensons que cela s'explique par le glissement à droite des chefs de file de la tendance « Unité, indépendance et démocratie ». Le dernier congrès de la Fen traduit un changement négatif par rapport à l'orientation et aux possibilités d'unité d'action même si, parallèlement, les positions du courant « Unité-Action » ont connu une progression intéressante. Mais l'essentiel demeure : les décisions globales, l'orientation déterminée lors du dernier congrès de la Fen, restent à notre sens négatives en raison de l'attitude de la nouvelle direction. Les dirigeants « U.i.d. » ont brisé beaucoup plus de lances sur la C.g.t. que contre le ministre de l'Education nationale. Ils sont allés plus loin qu'ils n'ont jamais été dans la justification de leur politique de collaboration de classes.

Ce serait déjà grave si la caution qu'ils apportent à la politique antisociale du Gouvernement n'avait de répercussions néfastes que pour le personnel de l'Education nationale. Les conséquences, malheureusement, vont bien au-delà : elles affectent tous les travailleurs du secteur nationalisé et elles sont exploitées contre tous ceux du secteur privé. Bref, elles donnent lieu à des spéculations dont tous les salariés pâtissent.

Si nous ne disions pas cela, nous faillirions à toutes nos responsabilités. Je dois dire aussi que nous sommes choqués, à la C.g.t. lorsque les dirigeants du Parti socialiste soutiennent et encouragent pareil comportement. On ne peut approuver le syndicalisme de lutte de classes que représente la C.g.t. tout en soutenant celui de collaboration de classes auquel se livrent les dirigeants de la Fen et de F.o. On ne peut se déclarer solidaire des luttes des fonctionnaires, des cheminots, des postiers, des gaziers et électriciens, des travailleurs de la R.a.t.p., tout en cautionnant, ne serait-ce que par le silence, ceux qui s'évertuent à les torpiller.

— La C.g.t. mène en ce moment une grande campagne pour son renforcement. Pourquoi avoir choisi ce thème ?

— C'est une vaste question qui concerne l'ensemble du mouvement syndical français. Je veux m'en tenir à une idée essentielle.

Nous ne pouvons plus nous incliner devant cette anomalie qui fait que les travailleurs sont syndiqués à environ 23 %, toutes organisations syndicales comprises, alors que les patrons, eux, sont organisés à plus de 80 % au sein d'une organisation unique, le Conseil national du patronat français. Sans compter qu'ils disposent aussi, pour défendre leurs intérêts, du pouvoir d'Etat. Il résulte de cette situation anormale un déséquilibre, un préjudice graves pour les travailleurs : le patronat et l'Etat spéculent sur ce qu'ils qualifient de « majorité silencieuse », c'est-à-dire sur la force d'inertie que représentent les douze millions de salariés français non syndiqués. →









Avec Edmond Maire





Les grévistes du « Parisien libéré » occupant le « France ».

Bien entendu, nombre d'entre eux participent parfois à des manifestations, votent pour des délégués présentés par les organisations syndicales, s'intéressent de près ou de loin au syndicalisme. Mais ils ne se syndiquent pas et constituent par conséquent un handicap sur lequel nos adversaires peuvent « jouer ».

A la C.g.t., nous comptons 2 400 000 syndiqués et nous évaluons à 7 millions les salariés français votant pour nos candidats lors des élections professionnelles. Nous considérons donc que les 4 600 000 salariés proches de la C.g.t. doivent être incités à une réflexion approfondie sur leurs responsabilités. Nous leur disons : « Votre devoir est d'être syndiqué ; votre intérêt personnel, l'intérêt collectif des travailleurs nécessitent de rompre votre isolement, de prendre votre place dans la vie et l'action générale. Il n'est pas moins important d'adhérer à l'organisation syndicale de son choix que de participer à une grève ou à une manifestation. Au contraire, l'efficacité de cet acte est plus durable ».

Voilà le grand thème de notre bataille de recrutement.

— A propos de cet effort de renforcement, vous avez récemment évoqué les défauts de la C.g.t. susceptibles de le freiner. Vous avez parlé d'étroitesse, de lourdeur, de contentement de soi, de sentiment de supériorité, voire d'infaillibilité... Les militants de la C.g.t. ressentent-ils ces insuffisances ?

— Ce n'est pas là l'essentiel du rapport que j'ai présenté au Comité confédéral national extraordinaire, mais j'ai évoqué ces questions par rapport à notre conception du syndicalisme démocratique, de masse et de classe. On ne fait jamais assez pour corriger ses défauts et j'aimerais que chaque Centrale syndicale puisse, à notre exemple, sans complaisance, soumettre ses insuffisances à l'épreuve de sa propre critique. Mais je pense que, seule, la C.g.t. peut se payer ce luxe là en raison de sa nature démocratique, de sa cohésion et de l'unité qui préside aux relations fraternelles de ses militants.

Nous voulons nous montrer tels que nous sommes, mettre en évidence les immenses mérites de la C.g.t., la place qu'elle occupe dans la vie nationale, le rôle important qu'elle joue, la somme considérable de dévouement, d'intelligence,de dynamisme que recèlent l'ensemble des militants, corriger nos imperfections là où il en existe certes mais, aussi, exploiter, mobiliser à fond cette somme fantastique d'énergies que nous représentons afin de franchir, dans les plus brefs délais, le cap des trois millions d'adhérents. Et je crois que les mois à venir montreront que nous en avons la capacité.

— Vous vous êtes fixé des échéances chiffrées ?

— Non, nous n'avons pas voulu fixer de limite dans le temps, le lancement de l'énorme mécanique qu'est notre Confédération ne se déclenchant pas d'un seul coup de manivelle. Mais il me semble que nous ne serons pas loin des trois millions en1977.

— Vous vous êtes également soucié récemment d'une altération du patriotisme de la C.g.t. Cette altération vient, selon vous, de l'unité d'action avec la C.f.d.t. pouvez-vous préciser cette inquiétude ? Est-elle ressentie profondément en ce moment à la C.g.t. ?

— Ce problème n'est pas préoccupant au point de le mettre au premier rang de nos soucis. Simplement, en inventoriant toutes les raisons pour lesquelles le renforcement de notre organisation est insuffisant, nous avons évoqué tous les aspects de la question, y compris celui-là. Sans être primordial, ce problème constitue parfois un handicap, un obstacle.

L'unité d'action, c'est une entente sur un certain nombre d'objectifs communs et une action commune en vue de les faire aboutir. Cela ne signifie pas que chaque partenaire doive renoncer à sa libre détermination. Il est naturel que chacun ait sa propre expression et ses propres initiatives d'action, notamment sur les questions non prises en charge par l'unité d'action

Or,il arrive parfois que nos militants et nos organisations marquent une certaine hésitation à lever le drapeau de la C.g.t. à partir d'une conception erronée des règles de l'unité d'action, par crainte de troubler celle-ci, plus exactement d'avoir l'air de tirer la couverture à soi.

C'est typique en ce qui concerne l'appel au recrutement et il n'est pas toujours facile de faire admettre, en période d'action commune, qu'il est naturel d'encourager les non syndiqués à se syndiquer et de prendre des dispositions concrètes à cet effet.

— Où en est l'unité d'action entre la C.g.t. et la C.f.d.t. ?

— Elle suit son cours, toujours avec ses contingences de discussions et de débats, d'autant plus approfondis qu'ils occupent une place importante dans la préparation du congrès de la C.f.d.t.

Il nous semble que nous n'avons intérêt ni les uns ni les autres à esquiver les différences qui subsistent entre nous. Mieux vaut nous montrer aux travailleurs tels que nous sommes : animés de la volonté de combattre ensemble sur tout ce qui nous est commun mais soucieux de défendre nos idées respectives. Si des divergences apparaissent, les salariés peuvent alors en débattre et se faire une opinion en connaissance de cause. Nous concevons ainsi une émulation positive, constructive et enrichissante dans le cadre de l'unité d'action. C'est d'ailleurs dans cet esprit que nous avons soulevé ces problèmes.

— A l'intérieur de l'union de la gauche il existe actuellement une divergence sur l'élection d'un parlement européen au suffrage universel. Quelle est la position de la C.g.t. ?

— Notre position est diamétralement opposée à celle de Giscard d'Estaing, des grands groupes capitalistes et de l'impérialisme américain. la contraire donnerait aux travailleurs de sérieux motifs d'inquiétude quant à notre fidélité au syndicalisme de lutte de classes.

Cette position découle de l'attitude que nous avons toujours adoptée vis-à-vis de la Communauté Economique européenne. Nous sommes pour une Europe des travailleurs, et donc contre celle du grand capital.

Nous entendons être les citoyens majeurs de la nation française, démocratique, progressiste, s'avançant vers le socialisme, et non devenir les habitants diminués de la région France, d'une Europe supra-capitaliste, foncièrement réactionnaire.

Il nous semble que l'élection d'un Parlement européen habilité à prendre des décisions politiques, économiques et sociales pour tous les pays membres, serait contraire aux intérêts des travailleurs. Car, dans ce Parlement, les intérêts des grands groupes capitalistes prédomineraient. L'idée de supranationalité se traduirait surtout par une domination renforcée de l'impérialisme américain et de son allié européen privilégié, le capitalisme allemand.

Outre les objectifs économiques de cette entreprise,il est aisé de comprendre ses buts politiques: rendre irréalisable tout changement dans les pays où la gauche peut espérer arriver au pouvoir.

Nous pensons qu'on ne peut rester fidèles au programme commun en faisant chorus avec les partenaires d'une Europe aussi réactionnaire que celle-là.

L'argument selon lequel il est impossible à un pays d'Europe occidentale pris à part de s'engager dans une voie socialiste et qu'il faut patienter jusqu'à ce que tous y soient prêts en même temps ne relève plus seulement du réformisme le plus plat, mais du conservatisme le plus dangereux.

Si pour appliquer le programme commun et avancer vers le socialisme nous devions attendre que Sa Grâcieuse Majesté britannique épouse le socialisme et que la social-démocratie allemande ou suédoise renonce à gérer loyalement les affaires du capitalisme, nous risquerions d'attendre longtemps.

Or, à la différence de certains autres pays capitalistes d'Europe, les conditions en France sont sur le point d'être réunies pour changer la société. Grave serait la responsabilité de ceux qui, à gauche, accepteraient de mettre le programme commun au réfrigérateur pour favoriser l'Europe supra-nationale.

Il appartient d'ailleurs au mouvement syndical européen d'envisager comment il peut faire face au péril menaçant les travailleurs des pays concernés par ces tentatives d'hégémonie. La base d'une coopération syndicale existe. Et nous devons réfléchir dès maintenant à ces problèmes : mieux vaut, en effet, prévenir que guérir.

Propos recueillis par MICHELE BACKMANN

LES ETUDIANTS DANS LE FRONT DE CLASSE

Il faut en finir avec les mythologies : les étudiants ne sont pas des privilégiés, jeunesse dorée, rêveuse bourgeoisie. Ils ne sont pas non plus tous gauchistes ou anarchistes : sans doute le gouvernement et « le Parisien libéré » cherchent-ils à les présenter ainsi pour faciliter leurs entreprises à l'Université, ou plus simplement pour faire peur. Les faits sont bien différents.

Bien sûr, il reste vrai que très peu d'étudiants sont issus des classes ouvrière (12 %) ou paysanne. Mais, de 200 000 vers 1960, les étudiants sont maintenant plus de 800 000, en majorité issus des classes moyennes. Les allocations d'études étant ridiculement insuffisantes, plus de la moitié d'entre eux doivent travailler, dans des conditions souvent précaires, pour continuer leurs études. Si encore, il était facile aujourd'hui d'étudier ! Mais le Pouvoir a organisé la pénurie à l'Université : manque de personnels, horaires absurdes, cours polycopiés payants — alors qu'il s'agit d'instruments de travail essentiels pour qui ne peut acheter des livres, de plus en plus onéreux — résidences et crèches trop peu nombreuses. Plus une sélection impitoyable.

Sans doute, dira-t-on, il faut bien, d'une façon ou d'une autre, sélectionner. Mais, n'est-il pas inquiétant de constater que la proportion des enfants d'employés et d'ouvriers diminue sensiblement entre le 1er et le 2e cycle, puis entre le 2e et le 3e cycle ? Qu'en revanche, dans les secteurs où la durée des études est courte, les enfants des classes défavorisées sont plus nombreux que la moyenne nationale ? Qu'ils le sont aussi dans les secteurs non « rentables » comme les lettres ? La longueur et le type d'études suivies sont liés directement au revenu des parents ; la sélection n'est pas fondée sur des critères pédagogiques, comme on voudrait nous le faire croire : elle tend à reproduire la hiérarchie sociale.

Les limites du gauchisme et de l'économisme

Vivant — survivant même, parfois — dans des conditions précaires et affrontant une sélection injuste, l'étudiant est en outre marginalisé et si le Pouvoir cherche à le présenter comme un privilégié — Alice Saunier-Seïté s'y est encore essayée récemment — c'est pour accroître cet isolement. Trop souvent, en effet, il n'a pas de part à la vie publique : ainsi s'expliquent des phénomènes comme le folklore « Charlie-Hebdo » ou la fuite en avant dans le gauchisme. Même, il ne prend pas part — le taux de participation en témoigne — à la vie de l'Université. Mais à quoi bon quand, de plus en plus ouvertement, la loi Faure est violée ? Le quorum électoral a été relevé ; l'autonomie des Universités n'est plus qu'un leurre: elle consiste à leur faire gérer la pénurie ; les « milieux économiques » — entendez : les patrons — décident de plus en plus directement du contenu des enseignements. A quoi bon, quand aucune organisation, politique ou syndicale, n'a su trouver un langage adéquat ? Les étudiants ont mesuré les limites du gauchisme et de l'économisme. Aussi, malgré leurs difficultés croissantes, ne sont-ils mobilisés massivement ni autour d'organisations politiques groupusculaires ni dans un syndicat de masse : il en existe quatre, dont aucun n'est représentatif.

Et pourtant, 25 facs étaient en grève à la veille des vacances de printemps et de fortes manifestations avaient lieu. Poussée de fièvre printanière, comme en 1972 ou en 1974 ? C'est peu probable et le mouvement peut reprendre encore plus organisé. C'est probablement ce qui se passera mercredi et jeudi prochains, le Snesup et l'Unef ex-Renouveau ayant appelé à deux journées d'action, **marquées notamment par une grève des enseignants. Cette année, en effet, après une mobilisation** très lente, de janvier à mars — lenteur due largement à cette sorte de torpeur politique où leurs difficultés les enlisaient et sur laquelle le Pouvoir avait sans doute parié : de nombreux « observateurs » en faisaient des études cliniques — les étudiants se sont unis pour exiger non seulement l'abrogation d'une réforme, mais leur droit au travail.

En effet, le Pouvoir a été absolument incapable de maîtriser l'accroissement de la population étudiante : il n'a pas pu (ou pas voulu) transformer le caractère élitiste, hiérarchisé, de l'institution universitaire. Il n'a pas su offrir aux nouveaux étudiants des débouchés correspondant à leur qualification. Il n'a pas cherché à démocratiser l'Université, dans la mesure où il ne s'est pas préoccupé des répercussions de l'origine sociale sur le choix et la durée des études. Par ailleurs, dans la conjoncture actuelle, il est dans la totale incapacité, on ne le voit que trop, de définir une politique de l'emploi. Ces facteurs conjugués font qu'à ses yeux, à ceux du patronat, l'Université est un immense gâchis, du gaspillage (mal) organisé : trop d'étudiants (c'est-à-dire, en fait, pas assez d'emplois !), trop de diplômés non qualifiés — mais qualifiés pour quoi faire, puisqu'il n'y a pas de politique économique à moyen terme, pas de plan, pas de prévisions ?

Aussi depuis 1970 environ, cherche-t-il à rentabiliser tout cela, c'est-à-dire :

- à exagérer encore la division grandes écoles-universités, celles-là restant chargées de la formation des élites ; et à enlever à l'Université le maximum d'enseignements utiles, y compris la formation des maîtres ;
- à « professionnaliser » au maximum les secteurs jugés rentables de l'Université, en privilégiant la formation directement utilitaire au détriment de la formation générale ;
- à instaurer un système d'orientation-sélection, très rigide et plus injuste encore, qui permettrait de réduire le nombre d'étudiants, en particulier dans les secteurs jugés non rentables, secteurs par ailleurs abandonnés à vau-l'eau : plus de crédits, de moins en moins de débouchés.

La réforme Soisson-Saunier n'est que la mise en œuvre de cette politique de rentabilisation : nos dirigeants croient miraculeusement pallier, par des gadgets à l'américaine, les désastres de leur politique économique. Ce n'est pas sérieux. Ce qui l'est, par contre, c'est pour des centaines de milliers de jeunes, diplômés ou non, la perspective du chômage, à tout le moins d'un emploi déqualifié. C'est la mise sur pied d'une Université bêtement utilitaire, formant des exécutants d'autant plus dociles que leurs formations auront été fabriquées par les patrons, qui, en échange, ne leur donneront même pas le moindre droit au travail : d'ailleurs, la réforme ne légalise-t-elle pas la concurrence inter-universitaire ?

Elle a, en tout cas, cristallisé sur elle le ras-le-bol des étudiants : excédés de leurs conditions de vie et d'études, certains de devoir chercher du travail pendant des mois à leur sortie de l'Université, pour en trouver peut-être, mais sans rapport avec leur qualification, les étudiants rejoignent par leur critique de cette réforme, le front de classe des travailleurs ; conscients d'être de jeunes travailleurs en formation, ils réclament, pour eux et pour l'ensemble de la jeunesse, leur droit au travail. C'est là un phénomène d'une nouveauté considérable. Pareille revendication, de la part d'étudiants, conduit en fait un grand nombre d'entre eux à mettre en cause, non seulement le fonctionnement, mais la fonction de l'enseignement ; elle débouche sur une première prise de conscience anticapitaliste. C'est pourquoi la lutte va reprendre très vite : elle doit être assurée, dans ces conditions, du soutien actif de toutes les forces de gauche. A terme, il se pourrait bien que le mouvement étudiant renaisse, sur des bases complètement nouvelles.

Les réponses gauchistes sont moins adéquates que jamais ; le réformisme laisse apparaître toutes ses insuffisances. Il y a donc place — et très large — à l'Université pour une force nouvelle d'action et de propositions : la même, bien sûr, puisque les étudiants rejoignent les luttes de l'ensemble des travailleurs, qui aujourd'hui trouve le plus large écho dans le pays. La responsabilité du Parti socialiste est donc très importante, et le Comité directeur en a été pleinement conscient, qui a décidé une grande campagne d'intervention dans les Facs. Tous les responsables nationaux, à commencer par le premier secrétaire, y participeront, pour développer les grandes lignes des propositions du Parti en matière universitaire, mais aussi sur les problèmes de la jeunesse, et sur la crise actuelle du capitalisme.

Cela ne suffira pas : il est indispensable que les Etudiants socialistes, trop longtemps paralysés par leurs divisions, se développent, pour transformer en activités militantes le capital de sympathie dont bénéficie le P.s., à qui tous les sondages parus dans la presse accordent la plus grande influence parmi les étudiants. Le Parti a choisi de réorganiser ce secteur. Et toutes ses instances, fédérales et nationales contribueront, par leur appui, à faire, du premier parti de France, le premier aussi chez les étudiants.

Pour le moment, l'essentiel est de mettre en échec le Pouvoir : enseignants, étudiants, personnels socialistes de l'Université lutteront sur les bases des propositions de notre Parti et sur celles du programme commun, contre la réforme Soisson-Saunier, assurés du soutien total de l'ensemble des socialistes.

PIERRE D'ALMEIDA
Responsable du Collectif provisoire
des Etudiants socialistes.

SAMEDI 10 AVRIL
20 H 30

A la salle des Fêtes de Sarras (Ardèche)

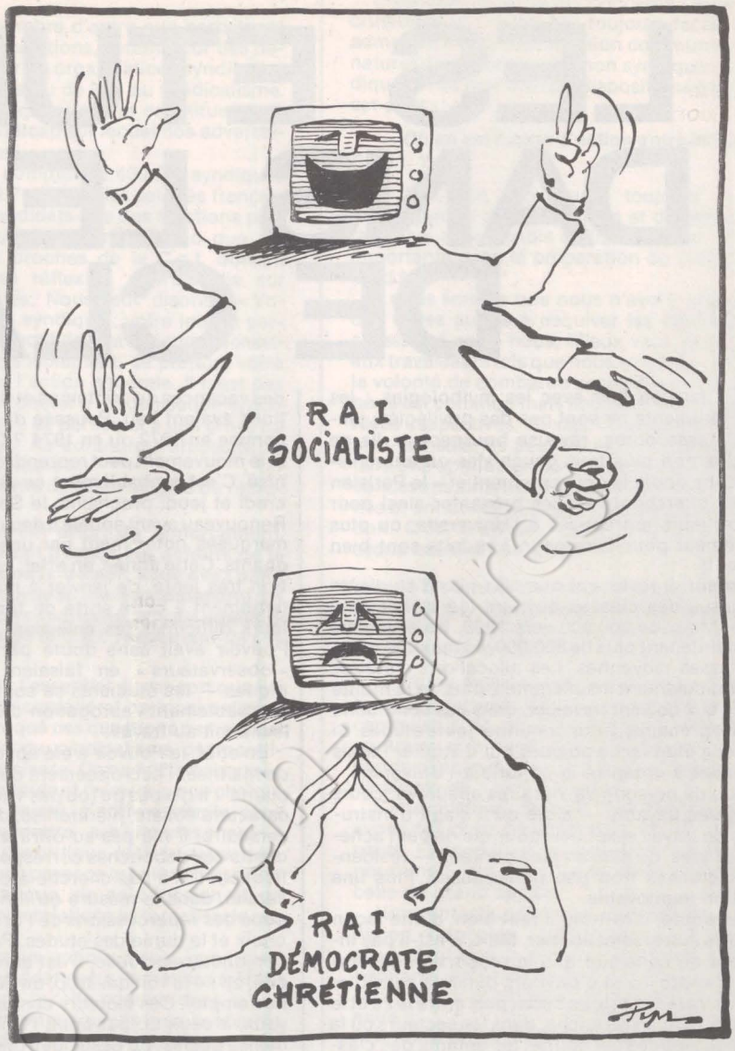
FETE DU MOUVEMENT DE LA JEUNESSE SOCIALISTE

Avec pour la partie artistique Gilbert Perregrin, Imago, et le théâtre de la Chenille.

ALLOCUTION D'EDITH CRESSON

LA CHAINE LIBEREE

Italie



Après 15 ans d'émission, passer en 15 jours de 800 000 à 6 millions de téléspectateurs, c'est le score que vient de réaliser la deuxième chaîne de la télévision italienne, la Rai.

A Rome, dans l'immeuble de la Rai, les journalistes sont fatigués. Depuis le 15 mars a commencé, pour eux, une aventure comme ils n'auraient jamais osé l'imaginer : faire une télévision qui parle et qui fait parler tout le monde sur tout.

C'était parti, il y a quelques années, de la nécessité impérieuse de faire une réforme de la Télévision. En 1974, sous la poussée de l'opposition, la question était posée devant les députés. Et le 14 avril 1975, quand cette réforme de la Rai était votée, après un an et demi d'âpres discussions, plus personne ne se cachait qu'il s'agissait bien là d'un changement « à l'italienne » : explosif. Jugement confirmé par l'Italie entière, le soir du 15 mars dernier, après les premières informations télévisées « nouvelle formule ». « C'est bien simple raconte une journaliste romaine, la télévision a fait irruption dans la vie quotidienne, particulièrement dans le monde du travail ».

Il faut dire que les informations télévisées revenaient de loin. Ainsi, le journal parlé de la première chaîne consistait en une succession de dépêches lues par un présentateur et accompagnées parfois d'un film pour les illustrer. Très peu de séquences en direct. De temps à autre, une interview très formelle d'une personnalité dans la mouvance du gouvernement. Il n'en fallait pas plus pour occuper le temps imparti aux actualités, une fois la météo et les résultats sportifs donnés.

Chrétienne et laïque

Dans ce contexte, la dernière réforme de la Rai prend une allure de révolution. Dorénavant, les deux grands courants, chrétien et laïc, du pays auront chacun leur chaîne de télévision, avec leur budget, leurs programmes propres et leurs unités d'information. Les chrétiens reçoivent la première chaîne. Un avantage incontestable : c'est la seule chaîne qui existe vraiment, avec des programmes et un temps d'émission dignes de ce nom. Son taux d'écoute oscille entre 18 et 20 millions de téléspectateurs. Pour tout le monde, maintenant, c'est la chaîne des démocrates-chrétiens et des partis conservateurs.

De leur côté, les « laïques » reçoivent la deuxième chaîne. Avec un temps d'antenne très réduit et des programmes jugés très souvent « débiles », elle ne rallie pas plus de 800 000 téléspectateurs, ce nombre pouvant atteindre deux millions les bons jours. Mais les « laïques », c'est-à-dire les partis d'opposition, notamment les socialistes, ne sous-estiment pas les possibilités que cette petite chaîne « rabougrie » représente. D'autant que la commission parlementaire de vigilance sur la radio-télévision italienne est garante de la parité des budgets et des structures pour chacune des deux chaînes dans un avenir immédiat.

Déjà, chacune des chaînes a deux directeurs : l'un responsable de la chaîne et l'autre du journal télévisé et des magazines. Deux démocrates-chrétiens pour la première chaîne et deux socialistes pour la deuxième. Puis, on a divisé les rédactions. Les journalistes de la Rai ont choisi la chaîne pour laquelle ils voulaient travailler. Une répartition équilibrée s'est effectuée d'elle-même, pratiquement sans intervention de la direction ni des syndicats. Ainsi, 61 journalistes ont rejoint la chaîne « chrétienne » et 55 la chaîne « laïque ». Et dans une atmosphère fiévreuse, tout le monde s'est mis au travail. Avec la concurrence qui existe maintenant, plus question de se laisser « griller » sur une information par l'autre chaîne, sous peine de se voir accuser de détourner les faits dans un but politique.

Jour J : le 15 mars. A 19 h 30, la deuxième chaîne lance ce qui est ressenti comme une « bombe » : les informations dureront tous les jours de 19 h 30 à 20 h 45. La première demi-heure est consacrée aux informations proprement dites. Les quarante-cinq minutes suivantes, elles, sont consacrées soit à des débats en direct du studio sur un point d'actualité, soit à des reportages destinés à approfondir les nouvelles du jour, soit à des entretiens, où pourront s'exprimer, non seulement des personnalités, mais tous ceux qui ont quelque chose à dire. Et ils sont nombreux.

Ainsi, le premier jour, en trois minutes dans la première partie du journal, un tour d'horizon est fait sur les élections cantonales qui se sont déroulées en France. Dans le magazine, pour bien illustrer cette actualité, plusieurs séquences ont été réalisées dans le but de présenter aux Italiens le vainqueur de ces élections: le Parti socialiste français. « Les téléspectateurs ont pu ainsi se faire une idée de l'activité des adhérents dans une section, des problèmes rencontrés par les catholiques à l'égard du P.s. grâce à l'inter-

L'italie aux urnes ?

Déjà fragiles, les perspectives du « compromis historique » cher aux communautés italiennes viennent brusquement de s'éloigner. La nouvelle expérience du gouvernement « monocolore » d'Aldo Moro risque, en effet, d'être encore plus brève que prévu, les socialistes faisant grief à la Démocratie chrétienne d'avoir eu recours aux voix des députés néo-fascistes pour faire obstacle à la libéralisation de l'avortement.

Le P.s.i. menace donc de retirer à nouveau son soutien au gouvernement, ce qui lui ferait prendre l'initiative d'une seconde crise quelques mois après celle déclenchée à l'automne. Mais, cette fois-ci, le Parti communiste, jusque-là opposé à tout affrontement trop marqué entre la gauche et la droite, ne rejetterait plus la perspective d'élections anticipées qui apparaissent de plus en plus comme le seul moyen de sortir d'une situation inextricable. S'il en était ainsi, les Italiens auraient sans doute à voter avant la fin du mois de juin, au terme d'une campagne dont l'enjeu pourrait être décisif.

view d'un prêtre et du rôle joué par le P.s. et le P.c.f. dans les entreprises », raconte Carlo Boneti, chef du bureau de la Rai 2e chaîne à Paris.

Ce soir-là, sur la première chaîne, restée plus traditionnelle, le correspondant à Paris s'est occupé du flottement du franc. Des cantonales, en France, pas un mot. Il faut dire qu'avec un journal de 20 h à 20 h 30, les journalistes n'ont guère le temps de s'étendre.

Le scandale Lockheed en direct

Autre événement marquant : le scandale Lockheed. Sur la 1ère chaîne, on lui consacre 30 secondes. « Grâce à la chaîne laïque, pour la première fois, on a parlé d'un scandale intérieur en expliquant que cela se passait bien chez nous et non chez des étrangers venus d'on ne sait quelle planète, souligne Boneti. Maintenant, non seulement on en parle, mais, en direct du plateau, on appelle le chef d'état-major de l'armée de l'Air compromis dans ce scandale, on lui demande de s'expliquer et on n'hésite pas à réfuter ses arguments ! »

Les exemples de ce genre émaillent sans arrêt les informations de la 2e chaîne.

De même, on ne conçoit plus d'interroger un économiste sur la manière de redresser la barre en Italie sans consulter, aussi, un responsable de l'économie au Parti communiste. Plus aucun sujet ne semble tabou : l'avortement, les gauchistes, la Démocratie chrétienne, la police ont déjà été l'objet d'enquêtes approfondies, avec une volonté indiscutable de donner la parole à tous, sans privilégier l'un ou l'autre des interlocuteurs. Pour preuve, la 2e chaîne a relaté avec précision un scandale dans la province de Parme où plusieurs socialistes et un communiste se trouvaient compromis. Cette rigueur, on la retrouve dans l'information quotidienne qui a été donnée lors du congrès de la Démocratie chrétienne. Pour la première fois de leur vie, grâce au « direct », les Italiens ont pu voir des députés démocrates-chrétiens s'injurier et en venir aux mains !

L'ouverture se retrouve à tous les niveaux. Pour le moment, les chaînes passent encore les programmes réalisés par l'ancien régime. Il faudra attendre septembre pour voir comment laïques et chrétiens vont organiser leurs émissions. Mais, déjà, de grands projets sont dans l'air. La 2e chaîne a annoncé son intention de faire des programmes « très populaires et, en même temps, d'un niveau culturel très valable ». Des films, oui, mais des navets, non. Les metteurs en scène italiens, exclus autrefois, se voient, aujourd'hui, ouvrir les portes de la chaîne laïque. « Imaginez le travail passionnant qu'il y a à faire, ne serait-ce que sur l'Histoire, explique un réalisateur. Il est grand temps de dénoncer la vaste tromperie racontée aux enfants par les manuels scolaires ! »

Des idées, des initiatives, de l'imagination, à la Rai, aujourd'hui, on en regorge. Plus sur la 2e chaîne, ce n'est pas discutable. Et de façon plus improvisée et plus vivante que sur la première. « Avec la multiplication des émissions en direct, on multiplie aussi les risques de cafouillage, reconnaît un journaliste de Rome. Mais de l'avis même du public, c'est tellement plus gai. » Ainsi, quand il y a une coupure de l'image au cours des informations et que subitement, une voix crie : « Paolo, ça foire ! », les spectateurs rient. Loin d'eux l'envie de s'énerver. C'est leur télévision qui se fait sous leurs yeux, avec les imperfections quotidiennes dont la vie est pleine.

CHRISTINE COTTIN

UNE CHINE «BIEN DANS SA PEAU»

D'importantes manifestations ont eu lieu dimanche et lundi derniers à Pékin pour honorer la mémoire de Chou En-laï. Elles marquent une étape importante dans la lutte ouverte par sa mort, alors que nous savons officiellement depuis le 27 février, que le Comité central est « scindé en deux ». Personne n'a aujourd'hui d'informations précises et sérieuses sur les conséquences de ces événements. Nous avons pourtant un moyen d'en saisir, d'en sentir la portée et la signification, le style. Il s'agit des 12 films (11 heures de projection) de Joris Ivens et Marceline Loridan « Comment Yukong déplaça les montagnes ».

Les contradictions ne sont pas masquées et c'est ce qui frappe le plus. Le mérite en revient aux cinéastes qui se refusent à « raconter sans comprendre, sans savoir ». Qui, pour cela, passent huit semaines dans une pharmacie pour faire un film d'une heure quinze. Ils ont su gagner la confiance de leurs interlocuteurs. Mieux : leur complicité. Mais ces « vertus» n'en ont qu'une seule : nous rapprocher des Chinois tels qu'ils sont entre eux et non sous la forme d'images d'Epinal.

Les contradictions, c'est la vie elle-même. Les Chinois ne cessent d'y penser, de le mettre en pratique.Le plus passionnant à cet égard est « L'usine de générateurs », où Ivens et Loridan ont pu filmer l'éclosion d'un conflit entre la direction de l'usine, « qui fait penser à un camion qui s'enlise et fait beaucoup de bruit pour rien », et une base combative qui voudrait bien savoir ce qu'ont « de si extraordinaire les bureaux de l'administration pour que les dirigeants n'en sortent jamais ».

Les agents de police eux-mêmes ne peuvent plus verbaliser tranquillement. Ils donnent des conseils et des explications. Ils sont même parfois obligés de faire leur autocritique sous la pression des passants. Les contradictions existent et se développent, mais ne sont pas résolues par ce que nous appelons l'autorité. On ne donne pas d'ordres : il faut s'expliquer. Ivens et son équipe ont pu s'en rendre compte d'ailleurs presque quotidiennement. Leur autorisation de filmer émanait directement du Premier ministre Chou En-laï ; ils ont pourtant dû se faire entendre de chacun de ceux avec qui ils ont travaillé. Pour cela, il faut du temps. Les Chinois semblent le prendre aussi souvent que nécessaire. Un problème ne peut être résolu qu'après avoir été compris par les intéressés eux-mêmes. Il a fallu un an et demi de tournage et un an et demi de montage pour que nous puissions voir ces films sur la Chine au quotidien.

Quel choc, quelle aventure pour tous ceux qui parlent d'elle sans jamais l'avoir vue ! Le plus impressionnant tient sans doute à la découverte des visages, des gestes, des paroles. Nous n'imaginions les Chinois que brandissant le Petit Livre Rouge.Nous les découvrons souriants,décontractés, bien dans leur peau. Les vêtements sont peut-être uniformément bleus — chez les hommes, en tout cas — mais chaque tête est différente de l'autre. Tout le contraire du Japon, qui a choisi notre modèle de société où l'individualité se situe dans le costume et l'uniformité dans le regard. Au détour de chacune de ces images, nous découvrons que les Chinois sont des individus, qui s'expriment avec beaucoup de personnalité.

Les journalistes, les écrivains, les cinéastes marxistes ont trop longtemps oublié le sujet même de l'Histoire : l'homme. Ils apprendront à le redécouvrir en voyant ces films qui sont une leçon. Souhaitons qu'elle portera un coup mortel aux slogans tout faits quand ils deviennent le seul mode d'expression d'une réalité vivante. Nous savons, depuis la Révolution culturelle, que les femmes sont « la moitié du ciel ». C'est un dû qui se conquiert, en Chine comme ici. Que valent les discours, devant ces jeunes filles devenues pêcheurs en haute mer, cette jeune syndicaliste, ces ménagères ou ces femmes d'officiers en plein travail.

Tout le monde se pose la question aujourd'hui de savoir ce que deviendra la Chine après la disparition de ses dirigeants historiques. Ivens et Loridan ne donnent pas le nom de leurs successeurs directs. Ils montrent pourtant que, Mao Tsé-toung mort, il aura en quelque sorte, 600 millions de successeurs. Faire de chacun un petit moteur du processus, c'est aussi ça, la Révolution culturelle. Et n'allez pas croire ceux qui ne cessent de dire : « C'est bon pour eux, mais pas pour nous ». Tel quel, c'est évident. Rien de ce que nous pouvons voir dans ces films ne pourrait s'appliquer directement à notre univers. Bien sûr. Mais il y a dans la démarche quelque chose qui nous concerne et qui nous interpelle si nous voulons « changer la vie ».

FRANCIS PISANI

(1) Dans sa livraison d'avril, « Cinéma 76 », outre une étude et un entretien avec Joris Ivens sur sa série, propose un intéressant dossier d'ensemble sur le cinéma chinois.



LA CHAINE

La naissance de la République populaire d'Angola a failli être le résultat d'une césarienne. L'accord d'Alvor signé le 10 janvier 1975 entre le Portugal et les trois mouvements d'indépendance reconnus stipulait que l'Angola deviendrait indépendant le 11 novembre de la même année. Quelques mois avant cette date, les trois mouvements s'étaient réduits à deux, le F.n.l.a. et l'Unita s'étant alliés pour engager une véritable guerre civile contre le M.p.l.a. Ce dernier, depuis juillet 1975, tenait la capitale Luanda. Le 7 novembre, des forces militaires du Zaïre, appuyées par des mercenaires portugais, une douzaine d'officiers artilleurs sud-africains et quelques troupes du F.n.l.a. avaient atteint un point situé à 17 kilomètres de Luanda. Une colonne blindée sud-africaine avait avancé de 1 000 kilomètres en 15 jours en direction du nord jusqu'à 260 kilomètres au sud de la capitale.

A Luanda même, le représentant officiel du Portugal demandait au M.p.l.a. de s'entendre avec l'Unita, et les troupes portugaises se comportaient comme si le M.p.l.a. était condamné à disparaître. Mais ce même 7 novembre la direction du M.p.l.a. décidait de franchir le pas, de proclamer l'indépendance et d'établir la République populaire, cela afin que l'aide militaire cubaine et soviétique puisse être sollicitée au nom d'un « Etat indépendant et souverain ». La majorité soutint cependant que le calendrier de l'indépendance devait être respecté, même si elle devait être proclamée ailleurs que dans la capitale. L'attaque zaïroise fut repoussée. Une autre, plus sérieuse, lancée le 10 novembre, le fut aussi quelques heures avant que le haut-commissaire portugais, l'amiral Lionel Cardoso, fasse amener le drapeau de son pays et se retire avec les dernières troupes de Lisbonne, mettant ainsi fin à près de 500 ans de colonisation portugaise. La césarienne fut ainsi évitée.

Le 10 novembre à minuit, l'indépendance fut donc proclamée et, aussitôt après, la République populaire d'Angola vit le jour. Deux semaines plus tard, des troupes cubaines étaient parachutées et des armes soviétiques parvenaient en Angola. La colonne sud-africaine, sérieusement mise à mal, faisait retraite vers le sud aussi rapidement qu'elle avait avancé. Elle revenait à son point de départ, sur la frontière entre l'Angola et la Namibie (Afrique du Sud-Ouest), une partie de cette force militaire demeurant cependant sur le territoire angolais sous prétexte de « protéger » le complexe hydroélectrique de Calueque. Elle fut à son tour retirée le 26 mars dernier, le gouvernement sud-africain souhaitant peser ainsi dans le débat au Conseil de sécurité sur l'agression contre l'Angola. En réalité, les troupes cubaines ont joué un rôle décisif dans le retrait sud-africain.

Ah ! ces Cubains... Je peux comprendre pourquoi Henry Kissinger est si fâché et ne laisse pas passer un jour sans dénoncer les relations qui existent entre Cuba et l'Angola et aussi celles qui pourraient se développer entre Cuba et d'autres mouvements d'indépendance africaine — il s'agit presque de la même obsession que celle concernant le type de gouvernements que les Etats-Unis pourraient tolérer en France et dans d'autres pays d'Europe occidentale. La colère de Kissinger au sujet du problème angolais et de ses différentes implications vient du fait qu'apparaît soudain la perspective que non seulement l'Angola mais une importante partie du monde, particulièrement riche, échappe à l'emprise de régimes à minorité blanche. Et il s'agit d'une région où les Etats-Unis possèdent d'énormes intérêts économiques : 1,45 milliard de dollars d'investissements directs pour la seule Afrique du Sud !

Kissinger a, à la fois, surestimé et sous-estimé le rôle présent et futur des Cubains en Angola et dans l'Afrique du Sud en général. Leur rôle militaire a été surestimé. La victoire de la République populaire d'Angola est essentiellement la victoire politico-militaire du M.p.l.a. et de ses forces armées de libération. Jusqu'à l'arrivée des Cubains, ces forces ne disposaient que d'armes légères et de quelques mortiers face aux blindés sud-africains. Mais si l'on avait retiré du champ de bataille à la fois les Cubains et les Sud-Africains, le M.p.l.a. aurait été parfaitement capable de battre les forces conjuguées du Zaïre, des mercenaires portugais et du F.n.l.a.-Unita. Les Cubains ont permis d'accélérer la victoire sans être pour autant un élément décisif dans la lutte.

Cuba, « latino-africaine »

Là où Kissinger sous-estime le rôle de Cuba — ou peut-être cherche-t-il seulement à le dissimuler au public américain — c'est dans ce qui appartient au vaste domaine psycho-politique. Celui-ci est contenu dans cette nouvelle notion géopolitique que Fidel Castro a jetée dans l'arène lorsqu'il a qualifié Cuba d'entité « latino-africaine » et non « latino-américaine ». Ce concept, lourd d'implications, est né d'un échange de discours, le 11 mars dernier, entre le président Agostinho Neto et l'ambassadeur cubain Oscar Oramas, lui-même Noir, qui, en présentant ses lettres de créance, a rappelé que des esclaves africains avaient combattu au siècle dernier les armes à la main pour la libération de Cuba. « Nous ne partageons pas seulement la même aspiration révolutionnaire pour la justice sociale, la paix et contre l'impérialisme, a répondu le président Neto, mais il y a par-dessus tout l'aspect sentimental qui provient de notre origine commune ».





Un officier cubain (chemise claire et béret) avec les troupes du M.p.l.a. pendant la contre-offensive.

ANGOLA: NAISSANCE D'UNE NATION



C'est précisément de l'Afrique de l'Ouest et particulièrement du bassin du Congo et de l'Angola que partirent les esclaves dont les descendants constituent aujourd'hui une grande partie de la population cubaine. Au milieu du siècle dernier, les Noirs étaient d'ailleurs plus nombreux à Cuba que la population blanche. Plusieurs autres pays des Caraïbes et de l'Amérique latine ont été peuplés en partie par des esclaves venus d'Angola. On estime généralement que 3 millions et demi d'esclaves ont été embarqués d'Angola pour le Brésil seulement et que plus de 7 millions ont été « exportés » de la région Congo-Angola durant les quatre siècles et demi pendant lesquels la vente des esclaves était pour le Portugal la principale source de revenus de ses colonies africaines. Beaucoup de soldats cubains noirs ont donc le sentiment de revenir au pays de leurs ancêtres pour contribuer à sa libération définitive.



Kissinger est-il inquiet de ces implications ? Combien d'autres pays vont-ils se considérer également comme « latino-africains » ? Quelle va être la réaction des Noirs des Etats-Unis à ce véritable « pouvoir noir » exercé par les esclaves libérés de l'Afrique noire ? Ce ne sont pas là des influences qui peuvent être contenues par un blocus maritime de Cuba !

Autre conséquence de cette époque de trafic d'esclaves, Cuba et l'Angola ont le même type de plantations agricoles, développées à l'origine par les colons espagnols et portugais : la canne à sucre, le café, le cacao, le tabac, le coton — et l'élevage. Alors que l'Angola est demeuré très en retard du fait d'un état colonial de main-d'œuvre à bon marché, Cuba, au cours des dernières années, a poussé très loin l'utilisation des techniques scientifiques et de la mécanisation, notamment dans la culture et la récolte de la canne à sucre, ainsi que l'amélioration de la qualité du bétail en particulier grâce à l'insémination artificielle. Les Cubains peuvent donc apporter à l'Angola le fruit de leurs expériences, bonnes et mauvaises, dans la modernisation de l'agriculture.

Les problèmes économiques et sociaux angolais sont gigantesques. L'Angola doit faire face à tous les problèmes que l'on peut imaginer dans un pays sous-développé et à quelques autres en plus. Alors que beaucoup de pays africains souffrent de surpopulation, l'Angola est au contraire terriblement sous-peuplé. Avec plus de deux fois la surface de la France, il est neuf fois moins peuplé avec une moyenne de deux habitants au kilomètre carré sur un territoire dont la plus grande partie est très fertile ! Résultat du commerce des esclaves pendant plus de quatre siècles, de l'absence de services sanitaires et des effroyables conditions de vie des Angolais sous la domination portugaise.

Je suis allé par la route de Luanda à Carmona. 345 kilomètres sur la carte mais, en réalité, plus de 400 par les petites routes suivies par les forces armées du M.p.l.a. pour s'emparer par surprise de Carmona, défendue par les troupes zaïroises. Après les premiers 40 kilomètres, j'ai découvert, de chaque côté de la route, des terres merveilleusement riches avec des collines couvertes de forêts et d'herbes sauvages. Mais pas le moindre village, sauf à l'approche des quelques villes le long de la route. Aucune culture alimentaire, aucune production quelle qu'elle soit avant d'atteindre les plantations de café, à 50 kilomètres de Carmona. Cette province est l'un des grands centres de production de café et le café a été — jusqu'à

→

ce qu'il soit dépassé en 1973 par le pétrole de Cabinda — le principal produit d'exportation de l'Angola. Certaines plantations étaient laissées à l'abandon ; d'autres étaient, au contraire, parfaitement entretenues. Nous nous sommes arrêtés pour demander pourquoi cette différence et nous sommes tombés précisément sur l'un des multiples problèmes qui hypothèquent le développement économique et social du pays. Nous étions sur l'une des plantations couvertes de mauvaises herbes, et des longues réponses faites à nos questions nous avons retenu quelques indications significatives.

La plantation s'étendait sur 3 000 hectares. Son propriétaire et sa famille étaient depuis longtemps rentrés au Portugal. Cinq équipes de 45 hommes chacune restaient à travailler sur place, mais ils n'avaient jamais été payés depuis mars 1975. Leurs délégués, qui étaient allés présenter leurs doléances aux autorités du F.n.l.a. à Carmona, avaient été éconduits brutalement. Le travail de nettoyage et de désherbage aurait dû commencer il y a plusieurs mois, mais les travailleurs de la plantation avaient dit simplement : « Pas d'argent, pas de travail ! »

« Nous avons faim », nous disait celui qui paraissait être leur chef. Son visage était entièrement couvert de boutons et ses oreilles étaient en partie rongées par une sorte de lèpre qui aurait pu être facilement guérie si elle avait été soignée à temps. Il eut un sourire amer quand nous lui demandâmes s'il avait jamais eu un quelconque traitement. « Personne ici, répondit-il, n'a jamais vu un médecin » !

Lorsque nous fîmes remarquer que si la plantation n'était pas entretenue, la récolte de café, pour juillet prochain, serait perdue, ce fut la même réponse obstinée : « Pas d'argent, pas de travail et pourtant nous avons faim ! »

Comme nous leur demandions pourquoi ils ne faisaient pas de culture alimentaire, leur réponse fut qu'ils n'en avaient pas le droit. Ils n'étaient que des « contradados », c'est-à-dire à peine plus que des esclaves amenés du sud. Après l'abolition officielle de l'esclavage en 1878, les propriétaires de plantations imposèrent aux travailleurs des « contrats » de misère qui leur assuraient, si l'on peut dire, un salaire quotidien de 20 escudos (environ 3 F) dont la moitié était retenue pour la nourriture. Cela a duré jusqu'au 25 avril 1974, date à laquelle les propriétaires, sentant le vent tourner, augmentèrent ce salaire à 40 ou 50 escudos par jour.

Un peu plus tard, nous nous sommes arrêtés dans une autre plantation, celle-là soigneusement entretenue, avec une grande allée bordée d'arbres conduisant à une jolie résidence qui avait été durant des générations celle de la famille Ferreira de Lima. Nous y fûmes reçus par un certain José Ferreira — sans aucun lien de parenté avec le propriétaire — qui est le responsable « logistique » de la nouvelle coopérative installée sur la plantation. Il nous fit les honneurs de « son » domaine, s'étendant également sur plus de 3 000 hectares dont la plupart produisent du café mais aussi du cacao et des bananes, sans parler de l'élevage. La coopérative est partagée en huit sections chacune ayant à sa tête un dirigeant élu par les travailleurs. Parmi ces sections, les services sanitaires, la comptabilité et la cantine.

« Le manque de main-d'œuvre est notre principal problème, explique José Ferreira. Il y avait autrefois 900 travailleurs ici ; il n'y en a plus que 240. Nous travaillons tous très dur, à la fois pour nous-mêmes et pour le pays, mais nous pourrions avoir deux fois plus de main-d'œuvre.

— Où sont partis les autres ?

— Ils venaient tous du Sud et ils y sont retournés.

— Pourquoi ?

— A cause du tribalisme entretenu par Holden Roberto et le F.n.l.a. (Nous allions découvrir un peu plus tard que les raisons de cet exode étaient un peu plus complexes).

— Comment vous procurez-vous votre nourriture ?

— En échange de notre récolte de café livrée à l'Institut de Carmona. Les camions qui livrent le café nous ramènent des produits alimentaires, de la farine, du sucre et du sel, etc. Nous avons notre propre viande. »

Boire avec les Blancs

Une petite foule de travailleurs s'était rassemblée autour de nous, curieux de l'intérêt que nous portions à leurs problèmes. Je demandai : « Est-ce que des représentants du F.n.l.a. venaient discuter avec vous ? »

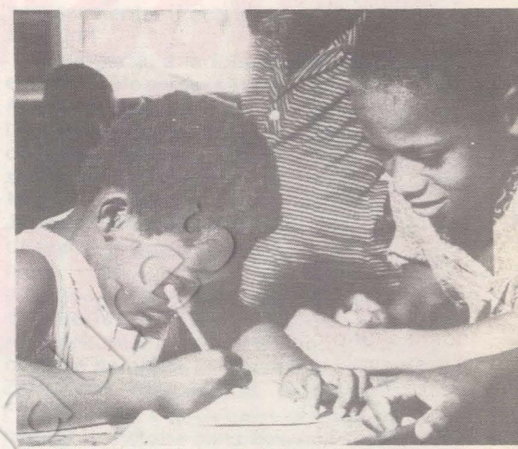
Ce fut un grand éclat de rire.

« La seule fois où ils sont venus c'était pour manger et boire du whisky avec les patrons blancs. Ils étaient toujours du même côté qu'eux ».

Au centre administratif de Carmona, nous avons cherché à en savoir davantage sur la situation dans les plantations, notamment sur les salaires non payés et l'échange café-nourriture.

« C'est parce que nous n'avons pas d'argent, nous fut-il répondu. Avant de quitter le pays, les forces du F.n.l.a. et du Zaïre ont vidé les banques et pillé les boutiques. Le mieux que nous pouvons faire est de payer en nourriture et en promesses jusqu'à ce que nous trouvions une meilleure solution » (la République populaire n'avait à ce moment qu'un peu plus de trois mois d'existence).

Quant à l'exode des travailleurs vers le sud, notre interlocuteur nous précisa : « C'est un problème auquel nous devons prêter la plus grande attention. Mais il est très complexe. Il est vrai que la plupart des travailleurs des plantations de café sont des « contradados » venus du Sud. Les Portugais les considéraient comme plus disciplinés et plus durs au travail. Après que nous avons chassé les F.n.l.a. - Unita de Luanda, ils ont établi une administration commune dans cette région que le F.n.l.a. avait contrôlée bien avant l'indépendance. Mais l'Unita revendiquait les gens du Sud comme siens pour en faire des soldats. Ils furent donc l'objet d'une intense propagande affirmant que, l'Angola étant devenu indépendant, leur devoir était de retourner au Sud. Mais Jonas



Jusqu'à 100 % d'analphabètes.

Savimbi et Holden Roberto, respectivement leaders de l'Unita et du F.n.l.a. avaient des vues différentes à ce sujet, le premier réussissant à convaincre une partie des intéressés que le M.p.l.a. s'emparerait inévitablement de la région et qu'ils seraient massacrés s'ils y étaient restés sous la domination du F.n.l.a. Ce fut la panique et l'exode, vers le sud, de milliers de gens qui n'avaient ni argent ni nourriture.

« Que pouvions-nous faire devant une telle situation ? Pour nous l'indépendance signifie que le peuple peut décider de ce qu'il entend faire, y compris d'aller là où il veut. Nous l'avons dit à ces travailleurs et cela les a rassurés. Mais comme beaucoup d'autres choses à l'heure actuelle, la liberté de déplacement est plus théorique que réelle. Il n'y a pas de moyens de transport. D'autre part, ils veulent être payés de ce qui leur est dû avant de partir. Franchement, nous voudrions qu'ils restent et nous ne voulons pas non plus qu'ils arrivent dans le Sud en disant que le M.p.l.a. ne leur a pas versé leurs salaires. Beaucoup d'entre eux sont naturellement méfiants et après l'expérience qu'ils ont faite avec les troupes du Zaïre, du F.n.l.a. et de l'Unita, nous pouvons le comprendre. Au moins voient-ils que nous ne pratiquons pas la moindre répression. Mais beaucoup désirent encore partir et nous savons que ce n'est pas seulement pour des raisons familiales comme ils le disent. »

Il y avait le lendemain un meeting public avec les travailleurs des plantations auquel nous fûmes invités à assister. Il se tenait sur le terrain de football de Carmona et avait un caractère très particulier. D'abord il était difficile d'imaginer que les deux ou trois mille visages noirs, brillants de transpiration sous le soleil de midi, appartenaient à des hommes qui étaient encore pratiquement des esclaves deux mois plus tôt. Le président demandait aux assistants de se regrouper sur le terrain suivant leur district d'origine dans le Sud. De Benguela ? De Huila ? De Moxico ? Après une certaine transfusion, des groupes se formèrent. Il fut demandé à chacun d'eux de désigner un délégué pour représenter chaque district et discuter des principaux problèmes. Cela était-il acceptable ? Il y eut des murmures d'approbation.

« Qui choisissez-vous pour le Benguela ? »



Arrivée des troupes du M.p.l.a. à Carmona.

On entendit des murmures mais aucun nom ne fut proposé.

« Qui accepte de représenter le Benguela ? »

Quelqu'un leva la main.

« Est-il accepté comme délégué du Benguela ? »

Une longue rumeur répondit par la négative.

« Quelqu'un d'autre pour le Benguela ? »

Une autre main se leva.

« Est-il accepté ? »

Cette fois, la rumeur dit oui. Il en alla ainsi jusqu'à ce qu'une demi-douzaine de délégués soient élus à mains levées ou par acclamation. Les intéressés furent alors invités à monter à la tribune et le président déclara : « Vous avez été élus pour représenter non pas vos intérêts personnels mais ceux des travailleurs de vos districts. Nous nous retrouverons cet après-midi, chaque délégué avec ceux qui l'ont désigné pour discuter des problèmes. Ensuite, nous irons ensemble à Luanda pour exposer la situation au président. Mais je peux vous dire dès maintenant que nous sommes un pays réellement indépendant. C'est le peuple qui décide. Le fait que nous puissions nous organiser ainsi montre ce qui peut être fait pour résoudre nos difficultés. Ce qui veulent repartir pour le Sud peuvent le faire. Ceux qui veulent rester peuvent rester. Dans les deux cas vos salaires seront payés. Le système des contrats est fini pour toujours... »

A ce moment, éclata un tonnerre d'applaudissements tel que le président dut attendre un long moment avant d'annoncer : « Nous nous rencontrerons à nouveau ici quand notre délégation reviendra de Luanda pour nous dire le résultat de sa démarche. Etes-vous d'accord ? »

Nouveaux applaudissements et cris d'approbation. Le meeting s'acheva dans une atmosphère de bonne humeur, les travailleurs poursuivant par petits groupes des discussions animées. Ils venaient de participer pour la première fois de leur vie à l'élaboration d'une décision...

« Arrachez les barbelés »

Je ne sais pas quelle solution a été trouvée, mais cette histoire est typique de la nature particulière des problèmes que j'ai rencontrés partout dans ce pays et aussi de la façon humaine et démocratique dont on cherche à les résoudre. Quelquefois, des problèmes qui paraissent très compliqués aux habitants peuvent facilement être surmontés. Par exemple, pour ce qui concerne les pâturages dans le Sud. Les bons pâturages avaient été entourés de fils de fer barbelés par les Portugais qui obligeaient ainsi les Africains à conduire leur bétail à des kilomètres de distance pour trouver de l'herbe et de l'eau, ce qui provoquait la perte de nombreuses bêtes à la mauvaise saison.

« Arrachez les barbelés, et faites paître votre bétail le plus près possible de chez vous », est la règle édictée par la nouvelle administration. Les éleveurs ont répondu avec enthousiasme et ont opposé une farouche résistance aux envahisseurs sud-africains qu'ils soupçonnaient de vouloir restaurer l'ancien système.

Ce sont là seulement quelques-uns des problèmes spécifiques de l'Angola, quelques-unes des surprises que l'on peut rencontrer à la surface des choses. Mais il y a des faits beaucoup plus graves et qui sont communs à la plupart des sociétés colonisées, sujettes à une intense exploitation. Par exemple, les chemins de fer vont d'est en ouest vers les trois ports de Luanda, Benguela et Moçamedes, uniquement pour transporter les minerais et les produits agricoles dans la première étape de leur voyage vers le Portugal ou encore, dans le cas du chemin de fer de Benguela, pour permettre aux pays voisins, le Zaïre et la Zambie, d'amener vers la mer leur cuivre et autres minerais. On a fort peu contruit pour les besoins internes de l'Angola. Les produits nécessaires à la communauté des colons arrivaient par mer du Portugal.

L'analphabétisme atteint à la campagne un taux proche de 100 %. Presque tout le personnel technique et administratif était portugais et a quitté le pays (1). Par exemple, au service municipal de l'eau à Luanda, sur 146 techniciens, 3 seulement sont restés après l'indépendance. Plus de 90 % des étudiants à l'université étaient portugais (la plupart nés en Angola) et sont partis dans le grand exode. Le manque de cadres est probablement la plus grande difficulté que rencontre la nouvelle République populaire. Elle aurait existé en tout état de cause mais elle a été sérieusement aggravée par le massacre systématique des cadres, des membres et des sympathisants du M.p.l.a. tombés entre les mains du F.n.l.a. ou de l'Unita. Ceux d'entre nous qui ont pu entrer dans les villes-places fortes de l'Unita immédiatement après le retrait des forces de ce mouvement et des troupes sud-africaines ont découvert d'horribles témoignages de ces massacres. Il faut, en effet, savoir qu'au moment de la rupture entre les trois mouvements (M.p.l.a., Unita, F.n.l.a.) tous les cadres du M.p.l.a. ont été immédiatement arrêtés dans les zones contrôlées par les deux autres. Mis à part quelques-uns qui réussirent à s'échapper, ils furent tous exécutés, le plus souvent à la veille de l'évacuation des places fortes en question.

L'une des principales différences entre le M.p.l.a. et les deux autres mouvements est qu'il est le seul à avoir une conception nationale de son rôle dans le pays, ce qui signifie une volonté de mener une lutte idéologique contre le tribalisme, le racisme et le régionalisme, et une conception du rôle de l'Angola notamment en ce qui concerne les luttes de libération dans les autres pays de l'Afrique du Sud. C'est précisément ce qui donne à l'Angola du M.p.l.a. une fonction très particulière dans le terrible drame qui se déroule à l'heure actuelle en Namibie, en Rhodésie et même en Afrique du Sud, principal bastion encore aux mains d'une minorité raciste.

WILFRED BURCHETT

(1) Voir l'interview du Premier ministre Lopo do Nascimento par Wilfred Burchett dans « l'Unité » n° 198 du 26 mars.

Cette année, choisissez l'Algérie pour vos vacances.

Deux semaines Paris/Paris

- **SIDI FREDJ** ..... 945 F
- **TIPASA** ..... 1300 F
- **ZERALDA** ..... 1380 F
- **LES ANDALOUSES** 1360 F

Autres départs : Marseille, Lyon, Toulouse

3e semaine gratuite :
pour les départs de Paris les 7 juin et 21 août.

CIRCUIT DES OASIS 1 semaine, départ Alger 995 F
CIRCUIT DE LA SAOURA 1 semaine, départ Oran 1270 F

GRANDES VACANCES

1, rue du Louvre, Paris 1er
(métro Louvre)
Tél. : 260.34.35

Je désire recevoir votre brochure Algérie
Nom :
Adresse :

Lic A 738



Devinez quel est le site choisi pour construire le barrage : la plaine fertile peuplée ou les gorges désertiques ?

NAUSSAC, NOUVEAU LARZAC?

Aménagement du territoire

Naussac, la plaine la plus fertile du département le plus pauvre de France, la Lozère, est condamnée à disparaître sous les eaux d'un barrage dont la nécessité est discutable. Les Lozériens, citoyens paisibles et volontiers « bien-pensants », en viennent aux barricades pour sauver leurs terres.

« Halte à la spoliation d'une région pauvre pour le profit des régions riches ». « Nos raisons de vivre sont ici et pas ailleurs ». La route qui mène de Langogne à Naussac est bordée de centaines de panneaux qui clament la colère et l'angoisse des habitants de la plaine de Naussac: leurs terres, leurs maisons seront noyées par le barrage projeté ici par la Société de mise en valeur de l'Auvergne et du Limousin (Somival).

Près de 1 300 ha de terres cultivées parmi les plus riches de la Lozère sont voués à l'anéantissement (360 ha de prairies, 220 ha de champs dont plusieurs de 10 ha, 280 ha de forêts, 360 ha de pâturages) dont seulement 60 ha de landes. Il y a la terre, mais il y a aussi les gens, 180 personnes vouées à l'exode dans le département le plus pauvre et le plus dépeuplé de France : la Lozère, 145 000 habitants en 1850, 75 000 en 1975.

L'affaire traînait depuis plus de vingt ans quand, le 15 janvier dernier, on apprenait par la presse régionale que le Conseil d'Etat venait de donner au projet un avis favorable. Le décret d'utilité publique paraissait le 7 février au Journal officiel. Alors, Naussac, c'est fini ? Pas pour les habitants de la région, en tout cas, qui dès le 5 mars l'ont fait savoir au préfet : ils ont barré la route à son délégué qui venait discuter avec les futurs « sinistrés ». « Nous voulons discuter du relogement, disent les officiels, afin que si le barrage se fait, on soit en mesure de proposer quelque chose à la population ». « Il n'y a personne à reloger, répondent les gens, personne ne couche dehors ».

« Los paisans on dreit a la paraulo et la prendron », lit-on au-dessus des tracteurs. Et sur le bord de la route, un panneau avertit « La terre à ceux qui la travaillent ».

Depuis deux ans, le ton monte dans la plaine de Naussac et on n'en est pas au premier barrage de route. En septembre dernier, Simone Veil, en visite dans le département, devait venir poser la première pierre de l'hôpital de Langogne. Le Comité de défense de la vallée de Naussac attendait le ministre avec ses tracteurs et ses tracts. Le ministre s'est décommandé : « Madame Veil a préféré ignorer une certaine réalité, réalité faite de dépeuplement, de récession économique, de chômage et des carences de l'administration locale. Elle a préféré ignorer les paysans en colère, dressés contre le projet désastreux du barrage de Naussac, et pendant ce temps la population de Langogne attend depuis plus de dix ans son hôpital : ce ne sont pas les paysans qui ont empêché la construction de l'hôpital de Langogne, mais ils empêcheront la construction du barrage de Naussac ! » écrivait le Comité. Le 2 octobre, c'était l'opération ville morte, à Langogne, où la population manifestait derrière ses élus.

« Naussac : la résistance s'accentue », titrait il y a moins d'un mois « le Midi libre ». Depuis, trois conseils municipaux du canton de Langogne : Langogne, Fontanes et



Auroux ont démissionné. « En 1973, tout le conseil municipal s'était engagé à démissionner si le projet passait. C'est le désastre de la région, c'est peut-être la plus belle plaine de la Lozère », dit Joseph Paulet, expremier adjoint d'Auroux, secrétaire du Modef de Lozère. Car, en effet, si Auroux ne risque pas d'être noyée, la commune est cependant directement menacée puisque l'eau du Chapeauroux, rivière qui la traverse, sera canalisée dans un tunnel pour aller remplir le fameux réservoir. « On nous prend le peu que nous avons, sans aucune compensation », dit Lucien Chalvet, patron de l'hôtel de France. Car Auroux, avec ses hôtels, ses 100 patentes de loueurs de garnis, ses 100 résidences secondaires, vit du tourisme et de la pêche, en particulier. La Somival a bien promis que pendant deux mois par an (juillet et août) la rivière passerait par son cours normal. Mais les mois de pêche c'est avril, mai et juin.

Le site, aussi, est en question: les crues normales de la rivière — une des rares rivières de France à ne pas être polluées — ne nettoieront plus ni le lit ni les berges, c'est la mort de la flore et on imagine mal les truites vivre 10 mois par an dans un tunnel. Dans la vallée du Chapeauroux, la colère grandit: « Ça risque de se terminer par un drame », murmure-t-on gravement.

Un projet datant de 1952

La « Fédération des organismes de défense du Bassin de Naussac » qui regroupe deux associations de défense plus un comité ainsi que les élus locaux a déposé dernièrement un recours auprès du Conseil d'Etat indiquant notamment que l'un des enquêteurs — parmi ceux qui firent l'enquête d'utilité publique — avait reçu de l'argent de la Somival et que cela paraît incompatible avec son rôle. Il y eut d'ailleurs deux enquêtes : l'une en 1973, l'autre l'année dernière. Tout avait commencé en 1952, avec un projet étudié par E.d.f. : il s'agissait d'envoyer l'eau stockée dans la cuvette de Naussac vers l'usine hydroélectrique de Montpezat en utilisant l'importante dénivellation qui existe entre ces deux localités. Beaucoup d'études ont été faites mais, après enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, on ajourna le projet. Les parlementaires des pays de Loire et ceux de Paris se sont opposés au passage des eaux du bassin de la Loire dans celui du Rhône. En 1970, la Somival est chargée par un Conseil interministériel d'étudier dans quelle mesure le site de Naussac se prêterait à l'édification d'un barrage-réservoir.Elle fait savoir aux 130 personnes qui devaient déjà être expulsées par le projet précédent que le barrage sera prochainement construit.

C'est d'abord un sentiment de soulagement qui s'empare alors des habitants de Naussac, même, qui attendaient depuis 20 ans un règlement quelconque de leur sort. Beaucoup de jeunes étaient partis, les maisons n'étant plus entretenues tombaient en ruine. A La Ponteyre, une petite commune de la plaine de Naussac, Auguste Lahondès fait des démarches depuis 1974 pour obtenir un permis de construire. Il veut réparer sa maison. « En effet, je vis dans une maison inhabitable, j'ai trois enfants de 10, 6 et 12 ans, et je ne dispose que d'une seule chambre ». De plus il perd sa prime de logement, puisque sa vieille bicoque ne répond pas aux critères qui lui permettraient de la toucher. Mais on ne donne plus de permis de construire puisque tout est suspendu au barrage. Enfin le préfet fait reloger Lahondès et sa famille dans l'école de La Ponteyre (face à leur maison). L'école, elle, est restaurée à cet effet... « Si le barrage se fait, dit-on ici, M. Lahondès sera indemnisé pour des ruines... Avec cela, il lui sera facile de se reloger ! ».

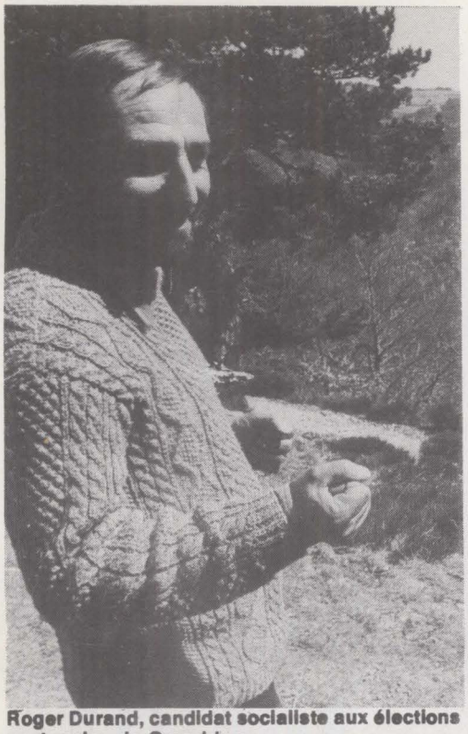
Ce ras-le-bol, ce tout plutôt qu'attendre encore est partagé par certains habitants de Naussac. Les vieux, surtout. Il est, en effet, des retraités et des gens sans « héritiers », comme on dit ici, qui aspirent à une maison confortable dans un Naussac-le-Neuf qu'on leur fait miroiter. « Vous serez bien indemnisés, on vous refera un village », assuraient les officiels en 1973. Le colonel Crespin, conseiller général U.d.r. du canton de Langogne, ne promet-il pas: « Je défendrai Naussac, cas par cas » ?

Une aberration

Mais, entre 1972 et 1975, le vent a tourné et les opposants au barrage ont fait des adeptes. L'opposition a son origine à Langogne, car on s'est très vite aperçu, dans la ville, que le barrage-réservoir était une aberration: il allait retirer à la commune un cinquième de sa superficie et lui enlever son eau. Aberration et crainte d'inondation pour la majorité des maisons de Langogne. Le réservoir serait à la cote 947 et la ville est à la cote 913. Au départ et jusque très récemment, le conseil municipal de Langogne avait cru, lui, à un lac-réservoir qui ne serait pas vidé l'été et constituerait un fort joli plan d'eau. Il n'en est rien: deux mois par an, Naussac, ce sera la boue. Certains comprennent mal, ici, que le maire, l'abbé Viallet, ancien dirigeant de l'U.n.r. et membre du Comité de bassin Loire-Bretagne, n'ait pas eu connaissance de toute la réalité du projet et ne s'y soit pas immédiatement opposé.

Cette réalité, la Fédération des organismes de défense de la vallée de Naussac la décrit de la manière la plus sombre. A son avis le projet de la Somival qui prétend régu-

→



Roger Durand, candidat socialiste aux élections cantonales de Grandrieu.





NAUSSAC, NOUVEAU LARZAC ?

→

lariser le débit de l'Allier et de la Loire et améliorer l'alimentation en eau potable des villes, l'irrigation, la dilution de la pollution, le développement du tourisme, constitue de bout en bout une illusion. En effet, le relèvement des étiages de la Loire, grâce à Naussac, serait très insuffisant et, de toute façon, il faudrait 2 ans sans vidange pour remplir la retenue. Il est ainsi démontré qu'on prévoit la construction d'un barrage-réservoir là où il n'y a presque pas d'eau. En ce qui concerne l'écrêtement des crues il semble bien « qu'étant donné son mode de remplissage, essentiellement par dérivations, le réservoir sera de peu d'efficacité ». La Fédération propose d'autres solutions et d'abord de ne plus dévier vers le bassin du Rhône les 47 millions de m3 dérivés actuellement du bassin de la Loire vers Montpezat. Ou bien construire « plusieurs ouvrages sur les cours d'eau eux-mêmes, là où est l'eau, sans dérivation ni pompage, qui permettraient un soutien des étiages beaucoup plus efficace : leur plus grande profondeur et leur moins grande étendue à volume d'eau stockée égale entraîneraient une évaporation moins forte ». Il n'est d'ailleurs que d'aller à 20 kilomètres de Naussac et de regarder les gorges de l'Allier, entre Langogne et Vieille-Brioude, sauvages, profondes, vides d'hommes, pour se convaincre du bien-fondé des raisons de l'opposition au barrage de Naussac.

« Maintenant, on fait bloc, mais c'est peut-être trop tard », dit tristement un jeune paysan de Briges. Il a une grosse ferme ; une quarantaine de vaches, 400 moutons. Si le barrage se fait une grande partie de sa propriété sera noyée.

Au plan national quatre questions écrites ont été déposées par le député socialiste Pierre Joxe et par le député communiste du Gard, Gilbert Millet. En vain ! Aussi pense-t-on, à Langogne, que la construction du barrage-réservoir de Naussac est une solution de facilité, car la Somival reprenant, pour la plupart, les études déjà faites en 1952 par E.d.f. en tire un substantiel profit. Ne parle-t-on pas aussi du refroidissement des centrales nucléaires d'E.d.f. dans le Val de Loire ? La Défense nationale serait, elle aussi, intéressée : le candidat socialiste aux élections cantonales du canton de Grandrieu — lui aussi concerné par le projet de Naussac — Roger Durand n'hésite pas à poser des questions qui peuvent paraître insolites : « Que veut-on cacher sous le barrage ? Des fusées ? Un dépôt de munitions ? »

Quant aux deux députés de Lozère, de tendance R.i., Pierre Couderc et Jacques Blanc, ils assurent les Lozériens qu'ils ne sont pas favorables au barrage mais ils ne font rien pour s'y opposer. Aussi sur la route une inscription avertit-elle : « Journaux, radios, télévisions, n'écoutez plus nos élus, nous avons manifesté pour empêcher le barrage et non pour l'accélérer. » Quant au sénateur Bonnet, lui aussi membre de la majorité, il s'est déclaré franchement opposé au projet. » Parce que c'est un vrai Lozérien », disent les gens.

Le problème est, en effet, de savoir si on va réaliser à grands frais et pour le malheur de toute une région un projet qui n'apportera rien, ou presque rien, aux autres. Dans une lettre adressée à Pierre Sudreau, député « réformateur » du Loir-et-Cher, en novembre dernier, Jean Tardieu, président de la Fédération des organismes de défense, écrivait : « Nous avons pris connaissance avec surprise, mais avec intérêt, de votre intervention à l'Assemblée nationale, le 7 novembre 1975, au sujet du projet de barrage-réservoir de Naussac. Avec surprise, parce qu'il est vraiment stupéfiant de s'apercevoir qu'un ministre, qu'un parlementaire peut s'occuper d'une affaire qu'il ne connaît pas et prendre des décisions dont il ignore la portée. Avec intérêt, parce que la monumentale erreur que vous commettez et les illusions que vous vous faites au sujet du barrage de Naussac nous montrent que ce projet n'est pas connu de ceux-là mêmes qui en réclament la réalisation, et qu'ils en attendent des avantages qu'il ne peut leur apporter. Elles nous prouvent qu'il faut informer les habitants intéressés du Val de Loire. Elles confirment que la solution que nous proposons est la seule qui puisse satisfaire les exigences légitimes des riverains de la Loire et de l'Allier et votre propre désir : supprimer radicalement les crues catastrophiques de ce fleuve et de son affluent. »

Le Pouvoir est lui fort ennuyé par une agitation aussi inhabituelle dans ce département puisque le préfet Brosse, qui avait convoqué à Mende des conseillers municipaux démissionnaires de Langogne, essayait, il y a encore une semaine, de les faire revenir sur leur décision. Il les assurait que s'ils persistaient dans cette voie, la gauche et le P.c. prendraient la mairie. Le Pouvoir utilise aussi un moyen bien classique auprès des maires de la région de crainte qu'ils ne démissionnent : les subventions. Mais rien n'y fera, semble-t-il, la résignation n'est plus de mise ici. « Je suis prêt à sortir mon fusil, s'il le faut », dit un vieux paysan de la plaine. Ailleurs, on parle de quelque nouveau Larzac et l'on se demande si le gouvernement, dans son entêtement, ne va pas faire de Naussac un nouvel Aléria, un nouveau Montredon.

« Non à cet affreux barrage. Non à ce nouveau village. Ne vivons pas dans l'incertitude. Le barrage ne se fait pas, nous avons gagné », écrivent les gens de Naussac sur leurs routes. S'ils n'ont pas encore obtenu le retrait de l'absurde projet, au moins ont-ils acquis dans ce pays traditionnellement conservateur un début de prise de conscience qui les fait se dresser contre le Pouvoir et donner 13 % de leurs voix (dans le canton de Grandrieu) au socialiste, alors que de mémoire de Lozérien il n'y avait jamais eu de candidat socialiste dans la région.

EMMANUELE PLAS

changer la vie culturelle

Cinéma
KATHARINA ET LE FASCISME

« L'Unité » a déjà longuement évoqué (voir notre n° 194) « L'honneur perdu de Katharina Blum », le film de Volker Schlöndorff et Margarethe von Trotta. Mais, au moment où elle arrive sur les écrans parisiens, il faut redire la puissance de cette œuvre de dénonciation d'une **certaine presse : celle du groupe** Springer, dont nous avons hélas l'équivalent mais qui atteint outre-Rhin des tirages écrasants, donc un poids social décuplé. Et c'est aussi un violent réquisitoire contre l'institution politique répressive que cette manipulation de l'opinion vient conforter. Ce qui effraie Schlöndorff, c'est moins « les vieux démons » que les nouveaux, qui ne sont pas spécifiquement allemands : tout ce qui peut ressembler au totalitarisme sur ordinateurs, au fascisme technocratique. Katharina se bat pour beaucoup plus encore que son honneur à elle...

LE DIABLE ET SON TRAIN

Le Diable et son train s'installent à Paris. Exactement au Palais des congrès de la porte Maillot, ce samedi (et jusqu'au 18 avril), pour le 5e Festival du film fantastique et de science-fiction. Huit films en compétition, dont la fleur de la production asiatique (Hong-Kong, Japon, Taïwan), mais aussi une série d'inédits « en hommage à... », des rétrospectives et des expositions dans les halls.

Télévision
KAHN-DIMANCHE

Dans un casier, l'actualité journalistique. Dans un autre, les films. Dans un autre, les variétés. Dans un autre encore, « la culture »... C'est cette ségrégation des genres à la télévision que veut dynamiter le nouveau rédacteur en chef du « Quotidien de Paris », Jean-François Kahn, invité par F.r. 3 à organiser de fond en comble ses soirées (à partir de 20 h 30) de dimanche prochain, puis du 18 avril, autour d'un thème. La première soirée traitera de l'information (l'image, la censure et l'autocensure, etc.), la seconde de la guerre. Sous le titre général de la série, Les Visiteurs du dimanche. On se félicitera d'autant plus de l'initiative de F.r. 3 que les autres chaînes ne nous gâtent guère pendant le week-end...

LA « PUB » AU PILORI

André Rossi, porte-parole du gouvernement, s'inquiète. La publicité « non autorisée » (lisez clandestine) lui paraît en augmentation sur les deux premières chaînes de la télévision. Et de faire la grosse voix : « Attention à la répartition des redevances ! ». Aussitôt, T.f. 1 et A 2 protestent de leur bonne foi, de leur vigilance, de leur rigueur dans l'application des règlements. Pour Maurice Séveno, délégué du Parti socialiste à l'audiovisuel, il s'agit d'un faux problème : « Dans le système en place, la publicité clandestine est un prurit inévitable. Comment voulez-vous l'empêcher, alors que le régime a institutionnalisé la notion de profit maximum ? »

Voilà pourquoi les manifestations sportives attirent les annonceurs comme des mouches, pourquoi la promotion des disques semble cousue de fil blanc, pourquoi le marché des vedettes aurait grand besoin de ce détartreur magique qui paie ouvertement, lui, le droit d'apparaître sur l'écran.

Dans sa série A la bonne heure (T.f.1, à 18 h 45), Jean-Paul Guérin a eu l'heureuse idée de consacrer quatre émissions à la « pub », son efficacité, sa nocivité, sa raison d'être. Ce dernier point nous a valu de fougueux discours de la part des publicitaires, à la gloire de leur métier qui « fait vendre et donc stimule la production et multiplie les emplois ». Nous voilà prisonniers d'un système dont les mécanismes poussent à produire n'importe quoi pour le vendre n'importe comment et à baptiser le tout : « amélioration du niveau de vie ». **Oui, c'est le bonheur, la jeunesse, l'amour, l'évasion que promettent** les lessives et les raviolis. « Ayez le succès à la bouche », clame le dentifrice. « Vivez vos rêves », murmure le papier peint. « Que vous étiez jolie, ce jour-là ! », soupire la crème antirides, devant une photo de mariage. **Le fromage promet aux « gastronomes en culotte courte de grandir en** beauté », le cuir se fait fort de « maintenir le contact entre l'homme et la nature », le déodorant s'engage à restituer aux épouses surmenées une fraîcheur de lune de miel et les produits d'entretien affirment en chœur qu'ils « nettoyent tout seuls ». Mais la palme de l'attrape-nigauds revient à cette banque qui prétend « régler à votre place, automatiquement, toutes vos factures» et qui nous présente un bénéficiaire confondu de gratitude.

A-t-on le droit de mener ainsi le consommateur en bateau ? « Bien sûr, répondent les publicitaires. C'est à lui d'apprendre à nager. Nous lui vendons de l'espoir, des illusions. Tant pis pour lui s'il nous prend au mot. »

« Vous lui faites payer cher sa déception, remarque Custot, directeur du Laboratoire coopératif. Au lieu d'améliorer la qualité d'un produit, vous y ajoutez un jouet, une babiole, un nouvel emballage, « cadeaux » dérisoires **qui forment 40 % de nos ordures ménagères. » Et que dire du prix de la** « pub » à la naissance ? Pour lancer un nouveau savon, il faut envisager une campagne de cinq millions lourds au minimum. Pour un film de trente **secondes, il faut verser 90 000 F à T.f.1. Tous les traitements des instituteurs** n'atteignent pas, en un an, le montant de la publicité. Est-ce normal ? Est-ce **moral ? Pour les promoteurs, c'est insuffisant : « L'Amérique et l'Allemagne font mieux ».**

Une chaîne de supermarchés a décidé, dernièrement de proposer des produits sans marque, à titre d'expérience. Si les meneurs de jeux ne trichent pas, si la clientèle accepte une relative austérité, cette cure de désintoxication pourrait révolutionner le marché, sans pour autant mettre sur la paille les publicitaires chargés de répandre la bonne nouvelle : « Gloire aux magasins X. qui se passent de pub. »

GABRIELLE ROLIN

Chanson
COLETTE NEW STYLE

Magny, ce bel instrument. Colette, cette belle voix qui lança un jour : « J'en sais rien, viens, donne-moi la main ». Ce « Melocoton » que chacun garde dans un coin de sa mémoire... Colette Magny a avancé depuis. Elle a changé ses textes, ses musiques. Sa voix est restée, unique, profonde, la seule grande voix du pays de France, avec celle de Catherine Ribeiro. Sa voix inchangée pour un spectacle new style à la Cartoucherie de Vincennes. Eh oui ! Colette Magny se lance dans l'aventure : « tenir » longtemps dans un lieu habituellement réservé au théâtre est gageure. Elle s'installe chez Ariane Mnouchkine jusqu'au 27 avril. En première partie, elle est seule avec ses blues, ses chroniques, ses chansons-enquêtes et les poètes qu'elle a mis en musique. En seconde partie, elle s'intègre dans un spectacle collectif intitulé « Visage-village» : la musique et les textes ont été construits pour et autour de dessins, de peintures et de sculptures de Monique Abecassis. Nouveauté : Colette est maintenant accommagnée par les trois musiciens du groupe Dharma. En outre, l'accordéoniste Lino Léonardi est à la direction musicale de l'ensemble. Un ensemble qui vaut vraiment qu'on se dérange. Qui a peur de Colette Magny ? Qui a peur de son « Ras-la-trompe » ? A ceux qui sont partants pour l'expédition, « la Magny » réserve de grands moments ! Les autres peuvent se rabattre plus calmement sur « Transit », disque Chant du monde LDX 74570, diffusé par le Club socialiste du disque. Ou écouter, sur France-Inter, la retransmission du spectacle de la Cartoucherie : le 12 avril dans « Pas de panique » (entre 20 et 22 h) et le 18 avril dans « On sort ce soir » (à partir de 22 h).

J.-P.L.



Jean Wiener : «Il faut aller de l'autre côté des barbelés»

Il a fait des musiques de films. Il a fait des musiques de scène. Il a fait des musiques de chansons. Il a signé des sonates. Il a donné des concerts. Il a traversé le monde. Il a traversé son siècle. Ses notes portent encore les chansons de Robert Desnos ou de Jacques Prévert qu'on apprend maintenant à l'école. Ses improvisations rythment toujours la série des « Histoires sans paroles » à la télévision. Sa silhouettte est célèbre et aimée. Depuis longtemps déjà. Depuis la création du Bœuf sur le toit, où ses amis s'appelaient Cocteau, Radiguet, Picasso, Stravinsky. Lui, il est l'ami de tous. Il est tendre et généreux. Il est talentueux et modeste. Il est gentil comme trop souvent on oublie de l'être, comme si le quotidien n'avait plus d'importance ! Il est gai ; toujours plus gai. Il a ses idées, il y est fidèle. « Jeunesse engendre jeunesse », disait Paul Eluard ; il en est l'exemple même. Jean Wiener est son nom. Jean le merveilleux.

L'UNITE : On dit que vous auriez pu être Mozart...

JEAN WIENER : N'exagérons rien. J'ai simplement eu la veine d'avoir des dons insensés pour la musique dès l'âge de 4 ans. Ce qui m'a valu d'être présenté très tôt à Gabriel Fauré et Claude Debussy. Ils ont été estomaqués de voir un gosse improviser comme seul aurait pu le faire un Jean-Sébastien Bach en pleine maturité. Vous savez, cela a pu paraître fabuleux vers mes 5-6 ans ; quand j'ai eu 15 ans, ça l'était beaucoup moins ; quand je me suis retrouvé au Conservatoire avec des Darius Milhaud et Arthur Honneger, ça ne l'était plus du tout. Le génie m'a passé depuis longtemps. J'ai seulement de beaux restes... En fait, le génie, c'est de la rigolade ; on peut se dire qu'on a été génial seulement quand on ne l'est plus. Grâce à mes parents, j'ai été un prodige tout à fait normal ; ils n'ont pas éprouvé le besoin de me montrer dans les foires ou les salons ; ils m'ont fait faire des études comme à n'importe qui. Je leur en suis reconnaissant.

— De toute façon, né musicien, votre voie était tracée : compositeur...

— Ce n'est pas si sûr. Car j'avais, et j'ai toujours, une passion pour les automobiles et les avions. Depuis mes 15 ans, je fais collection d'autos miniatures. Par ailleurs, quand, en 1914, j'ai quitté la classe du Conservatoire pour aller à la guerre, j'ai tout de suite piloté. Je pilotais comme d'autres font de la bicyclette, le plus naturellement du monde. Si je ne suis pas devenu pilote, c'est simplement parce qu'un colonel n'a pas jugé bon de donner son brevet à un homme qui portait des lunettes. J'ai trouvé ça tellement injuste que j'ai traité le colonel de vieux con. Ce qui m'a valu 15 jours de prison à Saint-Cyr. Aujourd'hui, je ne le regrette pas trop : si j'avais volé, je serais peut-être mort depuis 40 ans ou plus.

— Vous n'êtes tout de même pas devenu musicien en prison...

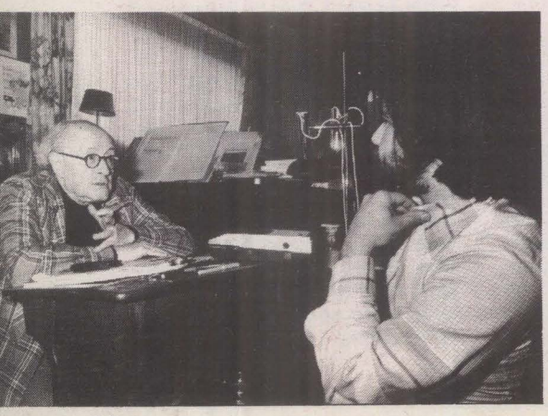
— Non, je l'étais déjà. Mais la musique n'a véritablement envahi ma vie qu'à la fin de la Première Guerre mondiale. Au sortir du conflit, j'ai tout de suite retrouvé Cocteau, que je connaissais déjà parce qu'il avait été au lycée Condorcet avec mon frère aîné. Et là ce fut, dès 1919-1920, le tourbillon. Le tourbillon de l'époque. De la Belle Epoque qui, du point de vue social, fut une période assez ignoble. Mais il faut reconnaître que, intellectuellement et artistiquement, ce fut un gigantesque feu d'artifice. Comment aurais-je pu y échapper ? Ce qu'on a pu découvrir à ce moment-là, aussi bien en musique qu'en peinture, en poésie qu'en chorégraphie ! Je n'avais pas assez de 24 heures pour m'émerveiller. C'était inouï : Igor Stravinsky débarquait avec sa dernière composition ; Darius Milhaud avait toujours quelque chose de nouveau à faire entendre ; quand on dînait, Braque ou Picasso étaient là et montraient les dessins qu'ils avaient faits pour un ballet de Francis Poulenc ; un autre jour, c'était Manuel de Falla qui me téléphonait d'Espagne pour m'annoncer son arrivée ; un autre encore et c'était Radiguet qui nous enchantait... Oui, vraiment, cette époque-là m'a eue. Et j'ai bientôt commencé à donner mes « concerts-salade » où chaque genre de public pouvait trouver son compte : j'y faisais se succéder les œuvres difficiles de l'école de Vienne (Schönberg, Berg, Webern), les valses de Strauss et les derniers morceaux de Gershwin.

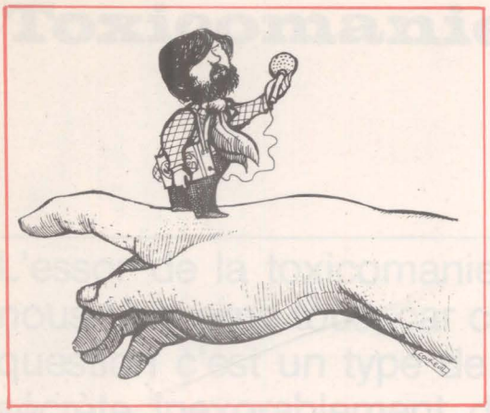
C'est au beau milieu de cette grande fête que, par hasard, j'ai rencontré Claude Doucet. Un gros Belge. Un fascinant personnage de Brueghel dont le poids oscillait entre 120 et 135 kilos selon le nombre de demis de bière qu'il avait ingurgités. Il aimait tout ce que je détestais et inversement. Il ne pouvait pas y avoir personnages plus dissemblables que lui et moi. Et pourtant, quand nous avons mis nos quatre mains, sur deux pianos ce fut extraordinaire. Quelque chose comme un foudroyant acte d'amour réussi. Les administrateurs de concerts qui ont assisté à cette première rencontre nous ont aussitôt pris en main : en 1924, nous avons donné notre premier concert à la Comédie des Champs-Elysées. Entre 1924 et 1939, nous en avons donné deux mille à travers le monde. De façon très intense de 1924 à 1934 : certaines semaines, j'étais chez moi à peine une dizaine d'heures ; le reste du temps, j'étais à Buenos-Aires, à Amsterdam, à Londres...

Là-dessus a déferlé, dès 1934, la vague du cinéma. J'ai reçu un beau jour un pneumatique de Pathé-Nathan me demandant si je voulais faire la musique d'un film. Je n'y avais jamais pensé. Je n'avais, alors, guère le temps d'aller au cinéma. J'ai accepté. Ce fut une bifurcation décisive. Regardez **(il ouvre deux placards remplis de dossiers),** ça représente à peine le cinquième de ce que j'ai écrit pour le cinéma entre 1934 et 1945 : 300 musiques !

— Ce qui peut étonner c'est que vous, musicien symphonique, vous ayiez pris le train du cinéma sans hésitation, vous n'ayiez pas considéré cela comme un travail mineur.

— A un moment de ma vie, je connaissais l'œuvre pour clavecin de Jean-Sébastien Bach par cœur, soit 200 pages de musique. Mais pourquoi en serais-je resté là ? J'ai toujours eu un profond goût de l'éclectisme. Je ne crois pas qu'il y ait de musique mineure. Il n'y a que deux catégories de musique : d'une part, les œuvres de recherche qui ne sont pas toujours des chefs-d'œuvre ; d'autre





LES ENTRETIENS DE « L'UNITE »



part, la musique qui est aussi bien le jazz que la chanson, Mozart que Prokofiev. Le cinéma m'a permis de mettre en pratique mon éclectisme ; car, pour faire une musique de film, il faut savoir faire aussi bien un Te Deum qu'un cha cha cha.

— A l'époque du Bœuf sur le toit, en côtoyant le groupe des Six, en vivant entre Milhaud et Stravinsky, vous sembliez avoir une idée plus élitaire de la musique...

— Pas du tout. J'ai toujours eu le souci que la musique soit accessible à tous. Mais, comme je vous l'ai dit, ce qui se passait alors était trop fort pour qu'on ne s'y laisse pas prendre. Ensuite, mes tournées de concerts m'ont littéralement « bouffé » et ont empêché toute action sociale de ma part. Ça ne veut pas dire que je n'y pensais pas. Originaire d'une famille de grands bourgeois, je me suis toujours senti plus attiré par le fils du jardinier de mon père que par les beaux visiteurs de la maison familiale. Je crois que, par la suite, cette attirance s'est concrétisée dans mes goûts et mon travail musical : l'obscurantisme, très peu pour moi ! Au contraire, le cinéma et la chanson ont réussi à faire gagner du terrain à la musique. Quand j'ai commencé à composer, 3 000 ou 4 000 personnes à Paris avaient accès à la musique. Aujourd'hui, la musique est partout, pour tous, sous toutes les formes... J'ai écrit 5 sonates et 4 concertos. Si je n'avais pas composé pour le cinéma, j'aurais peut-être écrit 20 sonates et 40 concertos, peut-être aussi des opéras. Mais aurais-je autant contribué à populariser la musique ? Je sais bien que je n'étais pas fait pour mener une vie de compositeur élitaire et solitaire. J'ai commencé à le comprendre parfaitement quand je suis devenu le critique musical de « Ce Soir », le journal que dirigeaient Jean-Richard Bloch et Louis Aragon. Jean-Richard Bloch était un type illuminé, très extraordinaire. Pour Aragon chacun sait. Là, mes idées se sont précisées. Là, j'ai été saisi par le marxisme. Je suis resté un an à « Ce Soir » sans prendre ma carte. Le jour où je l'ai prise, ce ne fut qu'une formalité : j'étais déjà communiste de cœur ; je n'ai jamais cessé de l'être.

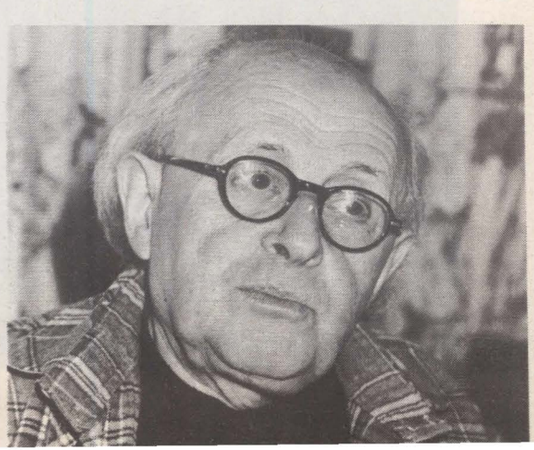
— Si le cinéma vous a permis de réunir à l'occasion de chaque composition toutes les nuances de la musique, s'il vous a donné l'occasion de les rendre accessibles au plus grand nombre, pourquoi avoir cessé de composer des musiques de film ?

— J'ai passionnément aimé mon travail pour le cinéma. J'en ai passionnément aimé l'aspect collectif. J'ai des souvenirs attendris pour Renoir, Duvivier ou Becker. J'aurais voulu continuer. Mais la façon de travailler et la mentalité actuelles n'ont plus rien à voir avec ce que nous faisions. Je me souviens qu'il m'arrivait d'aller déjeuner aux studios de Boulogne ou d'Epinay seulement pour observer à loisir Jean Gabin ou Danielle Darrieux, pour les regarder et les entendre ; et, en rentrant chez moi, je notais des thèmes, j'inventais des couleurs instrumentales en correspondance avec leur personnage. Ou bien alors je cherchais un timbre qui soit aussi le signe de l'œuvre : si la musique de « Touchez pas au grisbi » a marché, c'est surtout parce que j'ai fait jouer l'air par un harmonica qui collait si bien à la tronche de Gabin. Ah ! on paufinait... On travaillait même trop ! On faisait une musique pour toute la durée du film ! Souvent je trouvais ce labeur inutile et faisais remarquer au metteur en scène qu'à tel endroit il avait un beau dialogue, qu'il pouvait très bien se passer de musique. « Fais-la, me répondait-on, s'il le faut on sucrera ! » Aujourd'hui les musiciens de cinéma ne risquent pas d'être « sucrés » : pour un grand film, ils composent au maximum 20 minutes de musique. L'œuvre ne les intéresse plus tellement. C'est l'aspect commercial qui a pris le pas sur tout : une musique de film représente désormais la possibilité de faire un disque sur un thème ou une chanson, de l'exploiter à fond et de le vendre à des centaines de milliers d'exemplaires. Je n'ai pas cet esprit de boutiquier. La musique de cinéma est devenue affaire de rentabilité. Je l'ai quittée. Et quand il m'arrive de m'y remettre — par exemple, pour « La création du monde » de Jean Effel — ce sont des raisons idéologiques et artistiques qui me guident, pas l'argent.

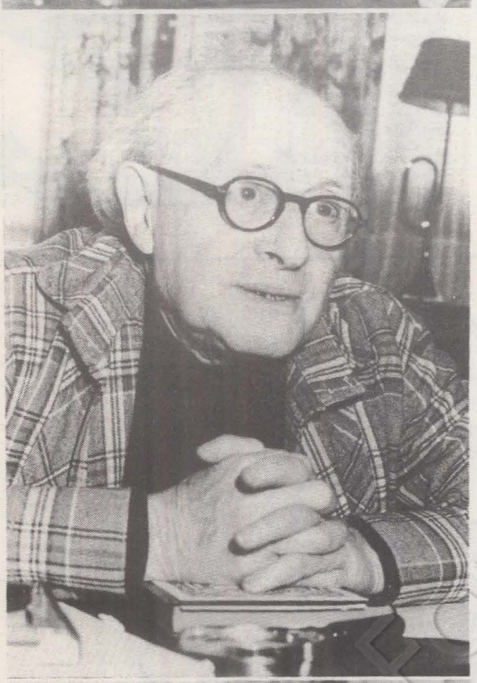


— Heureusement, il y a eu la télévision...

— Oui, depuis 10 ans, pour les « Histoires sans paroles », j'ai improvisé 400 fois 16 minutes. Et puis j'ai signé les musiques de nombreuses dramatiques de Kerchbron, Marchand et d'autres. J'ai aussi beaucoup travaillé pour le théâtre. De façon systématique je continue à être délibérément éclectique. Par exemple, cette année, j'ai









réorchestré une douzaine de mes chansons pour en faire un 30 cm : l'enregistrement a été fait, mais des problèmes financiers bloquent malheureusement la sortie du disque. Dans le même temps, j'ai préparé un disque des « Chorals » de Bach qui va sortir prochainement. Mes chansons et Bach : c'est la même conception que quand j'enchaînais, dans les années 1920, le « Pierrot lunaire » de Schönberg et de la musique négro-américaine. Je ne vois toujours pas pourquoi l'un exclurait l'autre. C'est très agréable de manger un pot-au-feu un jour, puis, si on a l'occasion le lendemain, de goûter du caviar. Etant entendu qu'il vaut mieux déguster un bon pot-au-feu qu'ingurgiter un mauvais caviar...

— Vous voulez sans doute faire allusion à certaines musiques que vous ne prisez guère ?

— Je ne prise pas ce qui est inaccessible, c'est tout. Or il y a de prétendues recherches qui ne sont pas vraiment des trouvailles ! Combien de fois ai-je été dérangé pour rien, convié à un concert de musique électronico-je-ne-sais-quoi, de choses laides et pénibles à supporter. J'ai toujours eu la naïveté de croire que la musique est d'abord l'expression d'une émotion. Cette musique que certains commettent aujourd'hui ne véhicule plus rien de sensible ; on n'y retrouve même pas notre simple alphabet, do-ré-mi-fa-sol-la-si-do. Comment cela pourrait-il être populaire ? Dans 20 ou 30 ans il en sortira peut-être quelque chose d'extraordinaire, je le pense. Qu'il faille, pour cela, continuer la recherche musicale et lui donner des moyens accrus, c'est évident. Mais qu'on ne nous fasse plus prendre les échecs pour des essais convaincants. Et qu'on nous fiche la paix avec les fumistes.

— Vous nous avez habitués à plus d'optimisme...

— Mais je suis optimiste. Seulement je ne peux pas croire qu'on aide la musique en voulant divulguer l'état actuel des recherches à tout prix et en le faisant prendre pour des aventures abouties. Je suis notamment optimiste à cause des victoires remportées par la chanson. Je ne parle pas des horreurs et des produits commerciaux qu'il vaut mieux ne pas citer. Je parle de ces chansons magnifiques, de ces chansons de Jacques Brel, de Léo Ferré ou de plus jeunes artistes qui amènent des générations entières à la musique. Certes nous sommes encore en période de confusion et j'en ai entendu qui parlaient de « musique pop » à propos de Boulez. Mais le nouveau est là : on en parle. J'ai d'autres raisons d'être optimiste : malgré l'attitude inqualifiable de l'Etat, la musique progresse. L'Etat essaie de tuer les orchestres en province et dans le même temps fait des ponts d'or à des chanteuses de Bayreuth ou à des chefs d'orchestre de New-York. Malgré ces invraisemblances la musique gagne du terrain parce que les conservatoires municipaux sont devenus de véritables ruches. J'ai des enfants et petits-enfants qui enseignent dans des conservatoires de la banlieue parisienne : là ce sont 700 élèves pour lesquels il faut « usiner », ici 1 000, ailleurs 2 000. L'avenir n'est pas si gris !

— Vous avez un tempérament à soulever les montagnes !

— Oui, je suis un assez drôle de type. Je suis optimiste parce que j'aime la vie et les gens. Et, parce que je les aime, je suis bagarreur. Ce côté-là a toujours un peu dérouté autour de moi ; dans mon Parti parfois où on n'a pas toujours apprécié certains de mes actes. J'ai failli être exclu deux fois. A une époque ce fut pénible : « Tu n'es pas dans la ligne », me disait-on. Et moi je répondais : « La ligne je l'emm... ! »

— Oui, je vous ai vu vous bagarrer. Pour un de vos amis notamment : Jacques Prévert. L'an dernier notamment, lors d'un « Mois Prévert » que j'avais organisé à Saint-Denis, vous avez écrit un très beau texte sur lui qui a été publié dans un hebdomadaire parisien et qui se terminait ainsi : « Il est le plus révolutionnaire de nous tous. » Je puis témoigner que personne ne vous l'avait soufflé...

— J'ai écrit cela parce que je le pense, parce que c'est vrai. Je l'ai dit bien haut pour que ça se sache, parce que mon parti a été excessivement injuste avec lui. Il y a 15-20 ans j'ai eu des discussions terribles à propos de Jacques à l'intérieur du Parti. Certains disaient des choses terrifiantes contre lui... et fausses. Alors il fallait que ce soit dit : Jacques Prévert est un bonhomme extraordinaire ; c'est un des hommes les plus courageux que j'ai jamais rencontrés. Et il a écrit des choses plus marxistes que tout ce que j'ai lu ailleurs. Il n'est pas « en carte ». Et alors ? Est-ce que ça dévalorise ce qu'il a fait ou dit ? J'ai beaucoup appris de Jacques.

— De qui d'autre avez-vous appris ?

— Pour la musique je dois beaucoup à Debussy et à Ravel, à Stravinsky que je considère comme un des plus grands musiciens de tous les temps. En dehors de mon métier j'ai beaucoup appris au contact de Maurice Thorez, de Jacques Duclos aussi pour qui j'éprouvais une tendresse sans mélange. Un homme m'a beaucoup impressionné, un homme qui n'appartenait à rien et n'était de rien, un ange nommé Jean Cocteau. J'ai rencontré en Paul Eluard un être extraordinaire. J'ai connu à 12 ans celui qui est resté mon frère jusqu'à sa mort : Darius Milhaud, un sage. Il y a aussi des amis plus anonymes. Dont certains sont religieux ou dominicains. Ce qui peut paraître surprenant. Ce qui ne l'est pas : ce n'est pas un progrès de ne se fréquenter qu'entre gens convaincus, de ne s'aimer qu'entre camarades ; c'est idiot de rester chaudement camouflés dans son camp. Il faut aller chez les autres, chez ceux qui sont différents. Il faut aller de l'autre côté des barbelés. Je l'ai fait toute ma vie parce que mon métier me l'a permis. On permet toujours aux artistes de passer partout. On me le permet encore. Tout vieux monsieur que je suis.

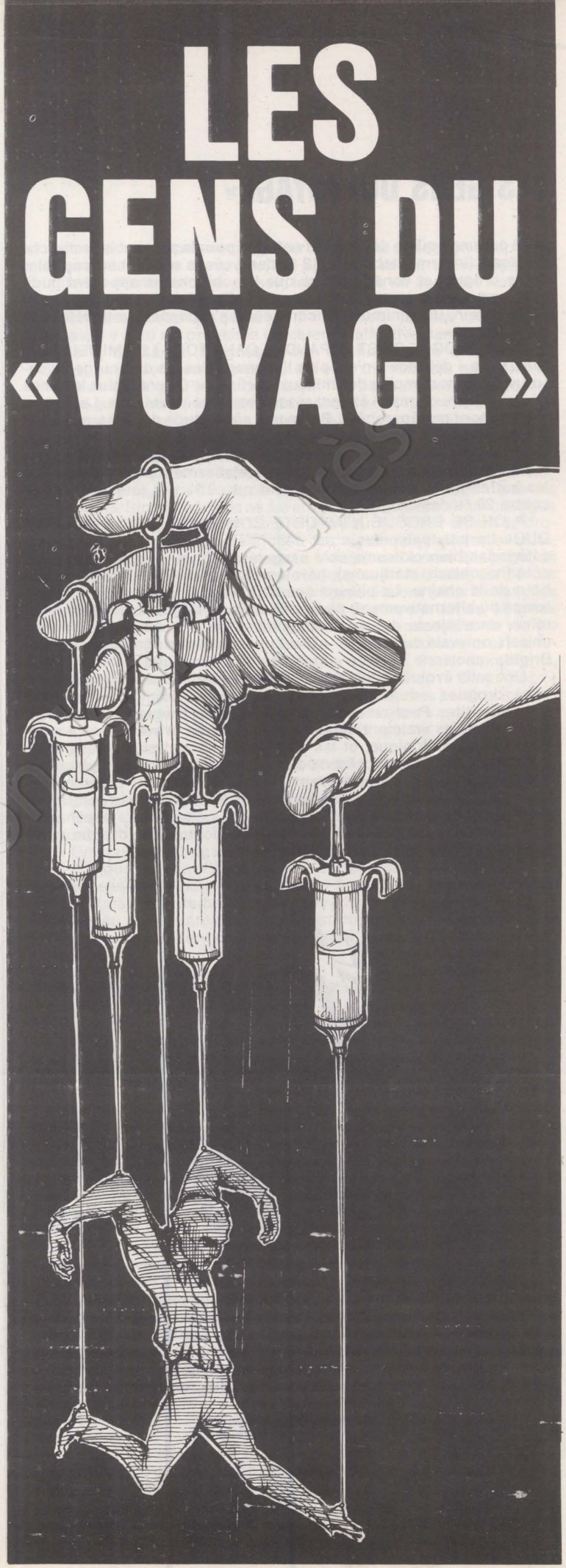
— Vieux monsieur ? On peut encore vous demander votre âge, non ?

— 80 ans, depuis quelques jours.

Propos recueillis par
JEAN-PAUL LIEGEOIS

LES GENS DU «VOYAGE»

L'essor de la toxicomanie en France nous concerne tous, car ce qui est en question c'est un type de société qui sécrète inexorablement des déviants où l'usage d'amortisseurs chimiques entre l'individu et les « stresses » quotidiens qu'il subit devient presque une règle.



« Voilà douze ans que je m'occupe des drogués, plus j'avance, moins je comprends. » C'était l'année dernière aux Dossiers de l'écran. Et c'était le Dr Olievenstein, « Olive » comme l'appellent les habitués de l'hôpital Marmottan à Paris, dont il est responsable. Et c'était le scandale : un « spécialiste » refusait de donner des recettes, de proposer des solutions médicales sécurisantes et renvoyait la balle aux parents, à la société tout entière... La drogue ? Ce simple mot (si peu explicite, en réalité) suscite aussitôt tout un kaléidoscope d'images d'Epinal. Drogue = jeunes = dépravés = vie en communauté = liberté sexuelle. Images d'un monde en marge des gens « normaux » et aussi images des trafiquants, petits et gros, de la « chnouf »...

La réalité est moins simple : au royaume de la drogue les nuances sont reines et les ambiguïtés légion. Difficile de l'aborder tout bardé de principes manichéens et de logique cartésienne. D'autant que le phénomène relève d'abord de la sphère des sensations, des émotions. On se drogue à la recherche du plaisir (ici et maintenant) et peut-être surtout à la recherche de la non-souffrance, pour fuir l'ennui d'un univers trop quotidien.

Qui se drogue et pourquoi ? Pas d'évidences bien limpides en la matière. « Tout débat sur la toxicomanie moderne ne peut être que confus », prévient le Dr Bensoussan dans la préface de son livre « Qui sont les drogués » (1).

Quelques certitudes peu rassurantes émergent pourtant.

▶ ON SE DROGUE DE PLUS EN PLUS : s'il est impossible de déterminer avec exactitude le nombre de drogués — et d'abord parce que nul n'est d'accord sur les critères : est-il drogué le lycéen qui a essayé le « hasch » une fois, « pour voir » ? — on dispose de quelques clignotants pour évaluer l'augmentation globale de la consommation de drogue. En particulier, les statistiques de la police, par le biais des interpellations, mais aussi de la Justice et des autorités sanitaires. Le problème est que les chiffres ne se recoupent pas. C'est le moins qu'on puisse dire... Pour les drogues « dures », la fourchette va de 6 000, selon la brigade des stupéfiants, à... plus de 200 000. En fait 25 000 à 30 000 semble un chiffre plus vraisemblable. Quant aux amateurs de haschisch, leur nombre oscillerait entre deux et trois millions : en ce qui les concerne, l'imprécision est encore plus grande, car ils ne sont pas aisément repérables...

Autre indication : depuis sa création, le centre de Marmottan, réservé aux toxicomanes, a accueilli plus de 4 000 drogués (2). En 1973, l'équipe de Marmottan était confrontée à 60 nouveaux cas par mois ; en 1975, ce chiffre a pratiquement doublé. Mais il est vrai que la réputation de cet hôpital pas comme les autres y est pour beaucoup. « Un truc sympa où les psychiatres sont pas trop flics », l'information s'est vite propagée...

L'augmentation des cambriolages de pharmacies dénote également la progression de la toxicomanie. De 44 « casses » en 1972 à Paris, on est passé à plus de 250 en 1975. Mais, là encore, les chiffres ne signifient sans doute pas seulement l'augmentation de la consommation de drogue. Ils traduisent aussi les difficultés d'approvisionnement par les filières classiques.

Si la prudence est de règle dans l'analyse des statistiques officielles, il paraît cependant certain que la consommation de drogue n'a cessé de progresser en France depuis 1968.

▶ ON SE DROGUE DE PLUS EN PLUS JEUNE. L'évolution dans ce sens est très nettement perceptible. Selon un rapport de la préfecture de police de Paris, 42 % des drogués interpellés en 1974 avaient moins de 21 ans, contre 13 % en 1965. Et 93 % des drogués interpellés en 1974 avaient moins de 30 ans. Par ailleurs, une enquête réalisée en

→

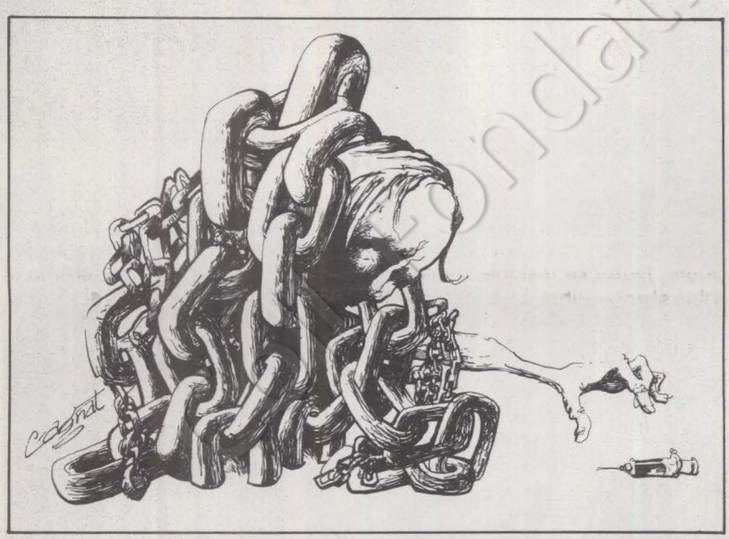
LES GENS DU «VOYAGE»

1973 par une équipe de l'Institut national pour la santé et la recherche médicale (Inserm) établit que 13 % des lycéens seraient susceptibles de se droguer et constituent ce que les chercheurs appellent pudiquement « un groupe à haut risque ». Or, 13 %, c'est selon le Dr Olievenstein, un minimum. Encore faut-il s'accorder sur la définition du « drogué »...

▶ LA DROGUE S'EST REPANDUE DANS TOUS LES MILIEUX SOCIAUX. La « défonce » n'est plus l'apanage des fils de bourgeois désœuvrés, encore moins des milieux « artistes». Ce n'est plus le temps où les « fleurs du mal » étaient réservées à une petite élite. Les « prolos » ne sont pas épargnés... Selon une autre étude de l'Inserm, sur un « échantillon représentatif » de drogués, 30 % étaient des fils d'ouvriers et 20 % des enfants de cadres supérieurs. Mais les enfants des milieux privilégiés sont tout de même relativement plus touchés que les autres puisqu'ils ne représentent que 6 % des jeunes Français contre 20 % des drogués.

▶ ON SE DROGUE N'IMPORTE COMMENT, AVEC N'IMPORTE QUOI. La polytoxicomanie est désormais la règle. Il n'y a plus de catégories bien cloisonnées : usagers de drogues « douces » d'un côté (haschisch, marijuana), héroïnomanes (les « junkies ») à l'autre bout de la chaîne. La plupart des toxicomanes prennent (en même temps ou alternativement) plusieurs drogues différentes. Faute d'héroïne, on s'injecte des amphétamines à haute dose. Faute de haschisch, on avale du L.s.d. — « C'est un truc très dangereux », affirme Brigitte, ancienne « toxico » qui travaille à Marmottan...

Une telle évolution tend peu à peu à supprimer les anciens clivages : drogues « dures », drogues « douces » ; drogues licites, drogues interdites. Peut-on encore dire qu'il y a les drogues « dures » qui seraient seules vraiment dangereuses, puisque provoquant l'accoutumance physiologique, et les autres ? Comment situer dans cette échelle le L.s.d. et surtout les médicaments psychotropes (c'est-à-dire modificateurs du système nerveux) qui représentent 30 % de la clientèle de Marmottan ? Quand au haschisch, les polémiques continuent entre les partisans de la légalisation, ou du moins de la « dépénalisation », et ceux qui considèrent le « hasch » comme une drogue à part entière.



« Fumer du « hasch », ce n'est peut-être pas plus nocif que fumer deux paquets de cigarettes par jour, mais ce n'est pas non plus un produit anodin », affirmait le Dr Curtet au cours de la série d'émissions sur les drogués récemment diffusée par France-Inter (3). De là à croire que le fumeur de « hasch » finira forcément par se piquer à l'héroïne, il y a un pas que certains franchissent trop allègrement...

Un « terrain » privilégié

En réalité, l'escalade fatale semble bien être un mythe : 30 000 « junkies » sur deux ou trois millions qui auraient goûté au « hasch » : cela situe l'escalade réelle. Encore est-il faux de penser que tous les « junkies » ont commencé par les drogues « douces » : certains se sont mis d'entrée à l'héroïne... L'escalade semble bien ne se produire que sur un certain « terrain », chez les adolescents « à problèmes », ceux pour qui la drogue est un refuge, un moyen de vivre leur déviance. Mais peut-on dire que l'utilisation occasionnelle de « hasch » relève de la toxicomanie ? Ce n'est pas l'avis du Dr Bensoussan, qui propose de réserver le terme de toxicomane aux « individus qui font des abus de certaines substances modificatrices de l'état de conscience, abus dans le sens où cette consommation risque d'être nuisible soit à leur vie personnelle, soit à l'existence du groupe dans lequel ils s'insèrent ». Mais l'abus est une notion assez relative : la même dose (d'alcool, de médicaments, de « hasch » ou de n'importe quelle drogue) peut très bien avoir des effets forts variables selon les individus.

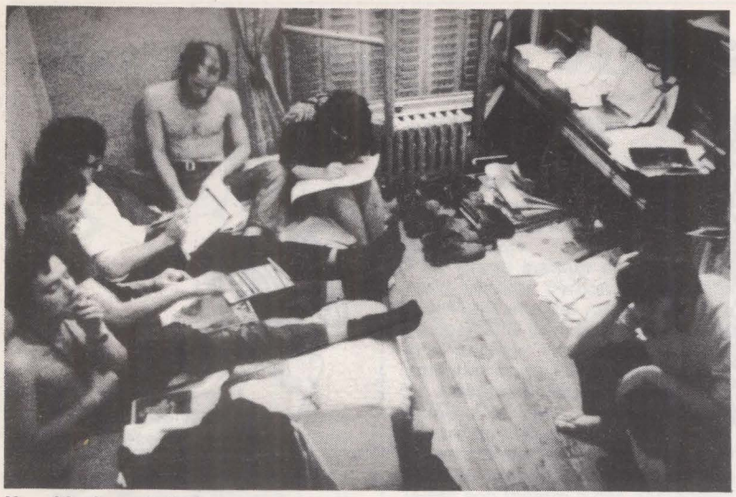
Aussi faut-il définir plus précisément la toxicomanie comme étant « une intoxication chronique ayant engendré une dépendance du sujet, qu'elle soit psychique (une habitude agréable dont il est difficile de se passer) ou physique (l'état de « manque » provoque alors des troubles graves) ». En fait, le danger de l'abus de haschisch, en particulier chez les jeunes, est l'accoutumance, non pas physique mais psychologique, l'accoutumance par le plaisir. Le « hasch » permet en effet de mettre entre parenthèses les soucis, d'oublier les angoisses, de tuer l'ennui, de refuser un réel trop dur à assumer en particulier à l'époque de la puberté où tous les problèmes affectifs, scolaires, sexuels s'accumulent... « Cela risque de fabriquer d'éternels adolescents », s'inquiète le Dr Olievenstein. Mais croit-on résoudre le problème en assimilant l'usage occasionnel de « hasch » à un délit ? Aussi certains spécialistes sont-ils partisans de dépénaliser le « hasch », c'est-à-dire de ne pas mettre en prison le fumeur occasionnel.

La bonne vieille drogue de papa : l'alcool

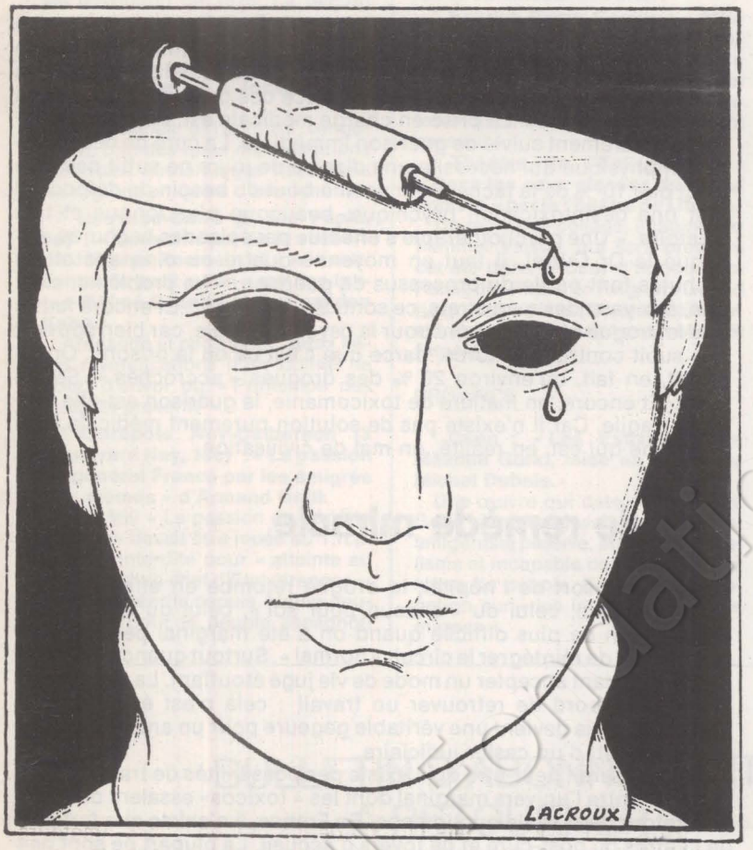
Si les fumeurs de « hasch » ne sont en général pas des toxicomanes à part entière — et c'est en cela que le hasch mérite peut-être encore le qualificatif de drogue « douce » — en revanche il y a désormais une foule de « vrais» drogués qui ne sont pas pour autant héroïnomanes. Qui ne sont pas non plus « accrochés » aux drogues classiques, (opium, morphine, cocaïne) mais pour qui tout est bon pour « partir en voyage ». A la limite, ils se défoncent avec n'importe quoi... Et d'abord avec les médicaments : les amphétamines, les barbituriques, les calmants, les excitants, l'élixir parégorique, dont on a appris à extraire l'opium, l'éther, et la liste n'a pas plus de bornes que les ressources de l'imagination des « toxico ». On mélange un peu n'importe quoi, on écrase des comprimés, on extrait, on distille, on expérimente des cocktails (somnifères + whisky), des « soupes »... Ce qui explique la multiplication des accidents par « over dose ». Ainsi cette jeune fille de quatorze ans morte l'année dernière à Mont-Bonvilliers, petit village de Meurthe-et-Moselle, pour avoir remplacé le hasch par ... du trichloréthylène. Mais l'inexpérience des chimistes amateurs n'est pas la seule cause de la multiplication des over doses : la « marchandise » vendue aux drogués sous le nom de L.s.d., d'héroïne et même de « hasch » n'a souvent que peu de rapports avec ces produits. Pour augmenter leurs profits, les trafiquants se livrent en effet à des mélanges parfois plus nocifs que le produit pur ; ainsi, l'héroïne se vend bien souvent mélangée à du talc ou à divers détergents...

Sans avoir encore abandonné les drogues interdites, les toxicomanes redécouvrent donc les drogues socialement admises : les médicaments — des plus anodins que l'on obtient sans ordonnance, aux plus toxiques, qu'ils parviennent à se procurer grâce à des ordonnances volées dans les voitures de médecins ou fabriquées par des imprimeurs peu méfiants. Et, de plus en plus, l'alcool, la bonne vieille drogue de papa... « Tu comprends, explique François, 22 ans, j'en avais marre de me faire arnaquer sans arrêt. Et puis, toujours traqué par les flics des stups... Alors, maintenant, je me défonce au pinard, au whisky, je plane aussi bien et je suis tranquille... » Malheureusement, il n'y a pas tellement lieu de se féliciter d'une telle évolution quand on sait que l'alcoolisme est en France la troisième cause de décès, après les maladies cardio-vasculaires et le cancer. Ce qui est sans commune mesure avec les décès dus à la drogue...

On peut donc se « défoncer » avec n'importe quoi : plus que la substance utilisée, ce qui caractérise la toxicomanie, c'est l'usage qui est fait de ces produits. Mais pourquoi l'envie de la « défonce » ? Pourquoi le goût du « voyage » ? Si fumer du « hasch » ou de « l'herbe » c'est, pour beaucoup de jeunes, un moyen d'exprimer une certaine révolte, la « défonce » représente pour les drogués « accrochés » leur propre raison d'être. Au-delà du message contestataire



Haschisch-party à Paris.



Dans un parc d'Amsterdam.



qu'elle véhicule au premier degré, la drogue est surtout un symptôme que quelque chose ne va pas, un appel au secours. En dépit des criailleries d'une certaine presse, les drogués ne sont pas des pervertis, mais des victimes. Deux accusés : la famille, le type de société. Mais quel est le coupable numéro 1 ? « Pour les « junkies », dans 90 % des cas, il y a eu un problème de carence affective dans l'enfance », affrime le Dr Curtet. Diagnostic que confirment les drogués eux-mêmes, ceux dont on a entendu les voix tremblantes au cours de l'émission de Roger Pic (3), ceux à qui l'on donnait (enfin !) la parole. « Je n'ai jamais pu parler vraiment avec mon père, raconte l'un d'eux, il a fallu que je sois en prison ! » Et que dire de Christine, 15 ans, droguée depuis l'âge de 13 ans qui, se décidant enfin à se confier à sa mère, s'entend répondre « Eh bien ! continue, tu verras où ça te mènera ». Point final. « Elle s'est retournée et a dormi », se souvient Christine...

Cas extrême, sans doute, car la plupart des parents ne sont pas des indifférents. Simplement, ils ne savent pas toujours établir un dialogue réel. Avant de rechercher à comprendre pourquoi leur enfant se drogue, il ont d'abord le réflexe de juger, de condamner, parfois d'exclure, ou même d'appeler les gendarmes... « Mon père m'a mise à la porte, dit Madeleine, 20 ans, je ne suis pas revenue ». A Marseille, sur 60 cas d'héroïnomanes étudiés, 87 % des drogués étaient issus de familles désunies (divorces, décès, mésententes). Foyers perturbés, absence de communication réelle entre les générations, les conditions de vie des parents n'y sont peut-être pas pour rien : métro, boulot, etc. et H.l.m.-caserne et la télé-prison et les problèmes matériels. Parler aux enfants, trop de parents ont bien d'autres chats à fouetter. « Chez moi, je m'ennuie, il n'y a rien à faire, on ne rigole jamais, mes parents mènent une vie de dingues. Tu sais, je crois qu'ils sont dans un « trip » encore pire que le mien », explique Jean-François, qui se défonce depuis plusieurs années.

La famille, bien sûr. Mais aussi l'école : une école basée sur la compétition — il faut bien apprendre dès l'enfance la loi du système — où le plus faible n'a pas sa place. Et aussi l'usine où beaucoup entrent dès 16 ans. La drogue n'est bien souvent que le refus d'une vie « sinistrement non exaltante »...

« On voudrait fabriquer des humains à la chaîne sans qu'il y ait un certain pourcentage d'échecs, ce n'est pas possible, affirme le Dr Bensoussan,on ne peut pas demander à un cul-de-jatte de courir le mille mètres... » Autrement dit, il y a les « forts », ceux qui parviennent à s'adapter, et les autres, pour qui c'est trop dur et qui d'une manière ou d'une autre seraient devenus des « déviants », des « anormaux ».

« C'est parfois l'enfer »

« Nous avons choisi de jouer le jeu, poursuit le Dr Bensoussan, mais au nom de quoi pouvons-nous leur interdire de se droguer ? » Alors, faut-il se résigner, admettre la drogue, au nom du libéralisme le plus strict — libre à chacun de choisir sa voie ? Ce n'est pas si simple. Car, au bout de son « voyage », le drogué est un être qui souffre, qui souffre énormément.

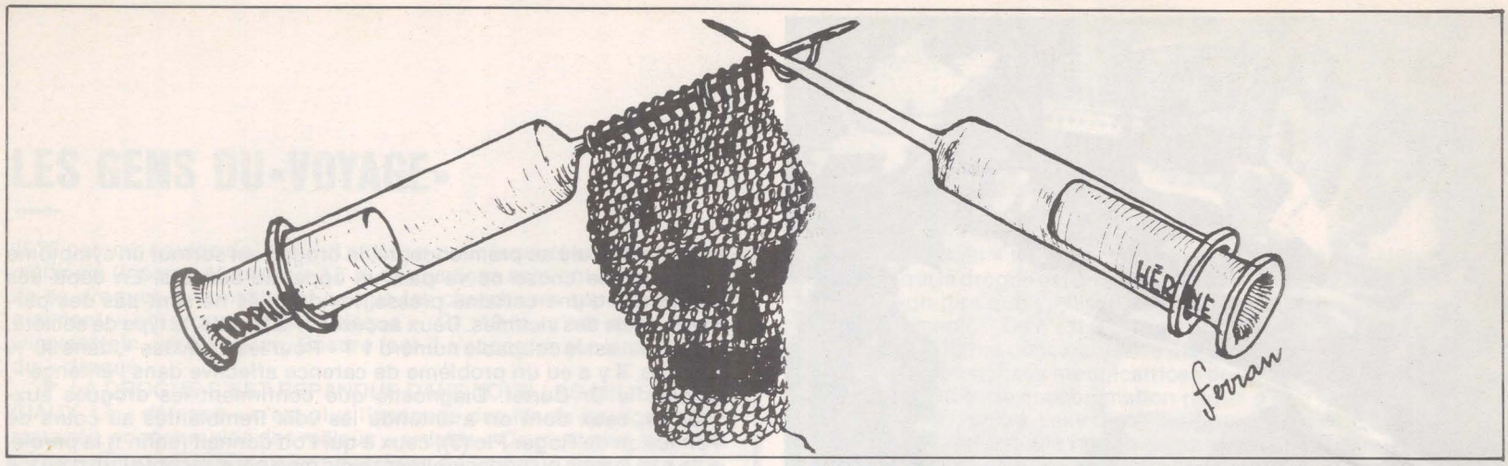
« Pourquoi as-tu commencé ? — Pour le pied, bien sûr, répond Brigitte. Tu sais au début c'est très chouette, c'est la lune de miel : tu es bien, tu découvres un univers fantastique, tu planes, tu as enfin la sensation de vivre pour de vrai. Mais après, cela devient pire qu'avant, je ne voudrais pas employer les grands mots mais la drogue, c'est parfois l'enfer... Tu es seul, encore plus qu'avant, et c'est chacun pour soi. On finit par voler les copains on fait n'importe quoi pour avoir de la came. Moi, je me suis même prostituée à une époque. Alors, il vient un moment où l'on a vraiment envie d'en sortir, mais il faut qu'on nous aide parce qu'on a souvent la tentation de retomber... »

Car si la drogue est une fuite en avant, à la recherche du plaisir et surtout du non-malheur, c'est aussi une fuite vers la mort. « Au début, c'était vraiment le pied, tu vois, et maintenant je m'aperçois que je vais crever, crever, tu commrends ? »

Peut-on alors se contenter de dire : « C'est leur trip, il faut laisser faire » ou, à l'inverse : « Ce sont des irrécupérables, il n'y a qu'à les mettre en prison »... Mais que faire ? Comme les parents, la société ne sait que choisir : soigner ou punir, comprendre ou réprimer.

La loi du 31 décembre 1970 traduit bien cette hésitation. La première fois qu'il est pris, le drogué est considéré comme un malade et bénéficie — qu'il le veuille ou non — d'une cure de désintoxication qui est censée le guérir définitivement. La seconde fois, en revanche, le drogué est passible des tribunaux. Ce libéralisme apparent signifie, en

→



LES GENS DU «VOYAGE»

réalité, une répression accrue : en effet. dans la législation antérieure, la consommation de drogue n'était pas un délit en soi. La loi de 1970 est en effet basée sur une distinction erronée : d'un côté, les « drogués» (des malades) ; de l'autre, les revendeurs de drogue (des délinquants). Malheureusement, une telle séparation est le plus souvent fictive. Car tout drogué « accroché» devient plus ou moins vite un délinquant. Selon la Brigade mondaine de Paris, la moitié au moins des drogués — exception faite des fumeurs de hasch ou de marijuana — ne travaillent pas. Et ceux qui ne travaillent pas se déclarent totalement autonomes à l'égard de leur famille.

Or, la drogue coûte très cher : un héroïnomane dépense en moyenne 300 à 500 francs par jour rien que pour se procurer sa drogue. Il leur faut bien trouver cet argent quelque part. Alors, on se groupe à plusieurs dans un appartement, on fait « la manche » (« T'as pas cent balles ? »), on fauche dans les magasins, on vit d'expédients. Dans ce contexte, devenir à son tour revendeur de came, c'est la solution de facilité, pour obtenir l'argent nécessaire à sa propre défonce. « Souvent, explique le Dr Ingold, psychiatre à Marmottan, ils n'ont le choix qu'entre le trafic et la prostitution... » Sans compter les « casses » de pharmacies qui sont parfois le fait de « toxicos » en état de manque. S'adonner aux drogues « dures », c'est donc devenir plus ou moins vite non seulement marginal, mais encore hors-la-loi. Et vouloir distinguer entre drogués et délinquants c'est tomber tout à fait à côté de la plaque.

Malade ou délinquant ?

Alors, que choisir, l'hôpital ou la prison ? Faut-il « mettre en prison les mecs qui se shootent ? » (4). Les magistrats confrontés au problème sont très partagés. Pour certains, la prison a un avantage majeur : elle évite que le drogué-revendeur ne se livre au prosélytisme. Ce qui est, selon eux, le meilleur moyen d'empêcher la progression de la drogue. Mais en fait, rien n'est moins sûr : tant qu'il existe une demande de drogue, une envie de se défoncer, ce type de solution ne sera pas très efficace... D'autres juges, estiment, par ailleurs, que la prison est salutaire pour le drogué lui-même. « C'est la plus radicale des cures de désintoxication, affirme le juge R. Beaucoup m'ont remercié par la suite de les avoir bouclés... »

Tous ne sont pourtant pas convaincus des bienfaits de la prison. Parce que les drogués ne sont pas des délinquants « comme les autres ». Parce que, pour ces « malades de solitude », la prison ne peut qu'aggraver leur désir de défonce. Parce qu'ils y sont mélangés à de « vrais » truands qui leur apprennent d'autres combines, d'autres techniques. Parce qu'en sortant ils n'ont bien souvent qu'une envie : se « shooter» à nouveau. Et surtout parce qu'il paraît difficile de guérir en réprimant. Pis : dans de nombreux cas la prison vient interrompre le processus de guérison. C'est ce qui arrive à Annie, droguée de longue date qui, à la suite d'une psychothérapie à Marmottan ne se drogue plus depuis un an et travaille dans un centre de post-cure, où elle aide d'autres toxicos à s'en sortir. Mais voilà qu'on la condamne pour un casse de pharmacie, effectué il y a plusieurs années, quand elle se droguait ; la prison risque fort de rompre un équilibre durement retrouvé, de la faire « retomber »...

Non seulement la répression empêche parfois la guérison, mais il arrive aussi qu'elle donne lieu à de nouveaux délits. Ainsi ce jeune drogué de 23 ans qui, sortant de prison, doit payer une amende de 1 000 francs par mois sous peine d'y retourner. Il est bien probable que, dans le contexte économique actuel, il ne trouvera pas un travail lui permettant de survivre et de payer l'amende. « Je n'ai pas le choix, dit-il. Si je ne veux pas retourner en prison il faut que je paie et, pour payer, il faut que je recommence à vendre de la came... »

La répression ne semble donc pas être la bonne solution : non seulement elle ne guérit pas de l'envie de drogue, mais encore elle n'est pas « rentable », puisqu'elle suscite d'autres délits, coûteux et dangereux pour la société. Mais si la place des drogués n'est pas en prison, qu'en faire ? La prise en charge médicale est, elle aussi, onéreuse et rarement suivie de guérison immédiate. La cure de désintoxication physique qui nécessite une dizaine de jours ne suffit pas : ce n'est que 10 % de la tâche. Pour venir à bout du besoin de défonce, il faut une désintoxication psychique, beaucoup plus longue et très aléatoire. « Une psychothérapie s'effectue par épisodes hachurés, explique le Dr Curtet, il faut en moyenne quatre ou cinq ans et les rechutes font partie du processus de guérison. » Le problème, c'est que, aux yeux des magistrats, ce sont des récidives... Et encore faut-il que le drogué soit volontaire pour la psychothérapie, car bien souvent il la subit contraint et forcé, parce que c'est ça ou la prison... On ne guérit, en fait, qu'environ 20 % des drogués « accrochés ». Seulement. Et encore, en matière de toxicomanie, la guérison est-elle toujours fragile. Car il n'existe pas de solution purement médicale à un problème qui est, en réalité, un mal de civilisation.

Pas de remède miracle

Quand il sort de l'hôpital, le drogué retombe en effet dans un univers hostile, celui du « chacun pour soi », celui où le plus fort gagne. Rien de plus difficile quand on a été marginal pendant des années que de réintégrer le circuit « normal ». Surtout quand on ne veut pas pour autant accepter un mode de vie jugé étouffant. La réinsertion suppose d'abord de retrouver un travail : cela n'est évident pour personne, mais devient une véritable gageure pour un ancien drogué, souvent nanti d'un casier judiciaire.

L'idéal serait peut-être qu'il existe des possibilités de transition en douceur entre l'univers marginal dont les « toxicos» essaient de sortir et le retour dans la vie quotidienne. En France, il n'existe que fort peu de centres de post-cure et de foyers d'accueil. La plupart ne sont pas subventionnés et doivent leur survie à l'aide de mécènes ou à l'ingéniosité de leurs animateurs. Mais l'initiative individuelle ne peut pas remédier à toutes les carences de l'Etat. Certes, ces centres ne sont pas toujours populaires : en province, de nombreuses pressions s'exercent pour obtenir leur fermeture. Pourtant, on peut penser qu'une information objective pourrait venir à bout des préjugés. C'est du moins ce que permet de supposer les réactions du public après les émissions de Roger Pic : de nombreux auditeurs se sont en effet proposés pour aider les toxicomanes, en offrant du travail, un logement, du temps libre, des vacances à la campagne, des foyers d'accueil. Pourtant, il n'existe pas de remède miracle pour enrayer ce qui est devenu un phénomène de société. L'essor de la toxicomanie nous concerne tous. Car ce qui est en question, c'est un type de société qui sécrète inexorablement les déviants. Une société où « l'usage d'amortisseurs chimiques entre l'individu et les stresses quotidiens qu'il subit devient presque une règle ». Usagers de drogues interdites ou de drogues permises (alcool, tabac, médicaments psychotropes, etc.) ne sommes-nous pas tous des toxicomanes ?

MARIE-JOSE BERNARDOT

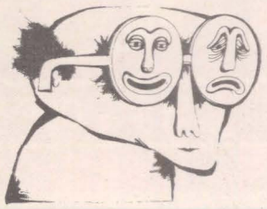
(1) « Qui sont les drogués », Laffont. 1974.

(2) Rapport annuel du Dr Olievenstein. 1975.

(3) « La solitude et la peur ». Une série d'émissions réalisée par Roger Pic et diffusée par France-Inter chaque mercredi en février et mars 1976.

(4) « Faut-il mettre en prison les mecs qui se shootent ». Préface du Dr Olievenstein. Le Seuil. 1973.

Au risque de vous plaire



Théâtre

PARIS

*** Théâtre de la Cité internationale : « Lucelle » de Louis de Jars. Par le Centre Dramatique de La Courneuve.**

Pierre Constant a exhumé cette pièce, écrite en 1576, pour le Festival d'Avignon de 1975. La découverte est maintenant offerte au public parisien.

*** Théâtre national de Chaillot (Salle Gémier) : « Jocaste » de René Ehni.**

Un Alsacien à l'écriture vengeresse. Une des rares manifestations théâtrales authentiques nées dans les régions en quête d'une identité.

*** Nouveau-Carré (5, rue Papin, 3e) : « Gouverneurs de la rosée » de Jacques Roumain et « A la rencontre du petit matin » sur des textes d'Aimé Césaire et de Hamidou Kane.**

Africanité et négritude : deux fières revendications pour donner le coup d'envoi du « Printemps des peuples présents ».

*** Entrepôts Ney-Calberson (3 boulevard Ney, 18e) : « La passion du général Franco par les émigrés eux-mêmes » d'Armand Gatti.**

En 1969 « La passion du général Franco » devait être jouée au T.n.p. Elle fut interdite pour « atteinte au prestige d'un chef d'Etat étranger ». Gatti l'a réécrite depuis. Malheureusement (pour le peuple espagnol) c'est toujours de fascisme qu'il est question...

*** Théâtre national de Chaillot (Grande Salle) : « Les Troyennes » d'après Euripide et « Electre » d'après Sophocle, par la Mamma de New York**

Un grand metteur en scène roumain, Andrei Serban, monte aux Etats-Unis et vient jouer en France un spectacle dont la langue est... le grec ancien ! Résultat : un chant universel d'une insolente beauté.

*** Théâtre d'Orsay : « Arlechino, l'amore, la fame » par le Piccolo Teatro de Milan.**

Jean-Louis Barrault est parti en tournée en U.r.s.s. et aux U.s.a. Il a laissé son théâtre à des comédiens italiens qui racontent en deux heures la commedia dell'arte.

*** Espace Pierre Cardin : « Affabulazione » de Pier Paolo Pasolini.**

Michel Auclair et Judith Magre mis en scène par l'Autrichien Peter Lotschok dans une pièce déroutante du cinéaste italien récemment assassiné.

*** Théâtre de l'Est parisien : « Dans les eaux glacées du calcul égoïste » par le Théâtre de Liberté.**

Un montage-collage, imaginé par Mehmet Vlusoy, qui sera présenté cet été dans la Cour d'honneur du Palais des Papes en Avignon. Quand de grands poètes (Brecht, Maïakovski, Prévert, etc.) rejoignent Marx et Engels...

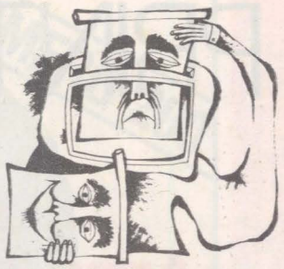
PROVINCE

*** Caen : « Les Estivants » de Maxime Gorki, mise en scène de Michel Dubois.**

Une œuvre qui date de 1904. Où Gorki s'en prend violemment à l'intelligentsia passive, atteinte de fatalisme et incapable de participer aux luttes du peuple. Eternelle interrogation sur « les intellectuels et les masses ».

*** Chelles : « Les Carabiniers » de Beniamino Joppolo, par le Théâtre en liberté.**

Cette pièce a été adaptée en français par Jacques Audiberti. Rosselini l'avait présentée au Festival de Spolète. Jean-Luc Godard s'en était inspiré pour son film « Les carabiniers ». Elle raconte, sur le ton de la farce, le fascisme et la guerre de 40 en Italie.



Télévision

VENDREDI 9 AVRIL

Une enquête du très vivant magazine Vendredi : le remembrement rural (20 h 30, F.r.3).

Le bicentenaire américain vu par un Britannique caustique : « America», 1re partie (21 h 30, F.r.3).

Le délirant chef-d'œuvre du film d'espionnage bourré d'humour : « Une femme disparaît » d'Alfred Hitchcock (22 h 40, A 2).

SAMEDI 10

« Coppelia », le ballet de Léo Delibes, monté par Roland Petit et la Compagnie des ballets de Marseille (20 h 30, F.r.3).

La nouvelle version des « Branquignols » retransmise du Théâtre Paris-Nord (20 h 30, A 2).

Adapté d'Henry James par le cinéaste allemand Schlöndorff, l'auteur de « Katharina Blum » (voir p. 23) : « Les raisons de Georgina » (21 h 30, T.f.1).

DIMANCHE 11

Jean-François Kahn accueille ses « Visiteurs du soir » — voir p. 23 (20 h 30, F.r.3).

Le 3e film du cycle Greta Garbo : « La belle ténébreuse » (22 h 30, F.r.3).

LUNDI 12

Roger Planchon présente trois jeunes créateurs de théâtre, sculpture et photo à « Droit de cité » (21 h 45, A 2).

MARDI 13

Tribune libre : le Céres (19 h 40, F.r.3).

Sur le monde des faussaires — le film sera suivi d'un débat sur ce sujet avec Fernand Legros et son biographe Roger Peyrefitte — l'œuvre la plus discutée d'Orson Welles, « Vérités et mensonges » (20 h 30, A 2).

MERCREDI 14

Football : Eindhoven-Saint-Etienne (20 h 55, T.f. 1).

Le plus réussi des « contes moraux » du cinéaste Eric Rohmer, « Ma nuit chez Maud » (20 h 30, F.r.3).

Le président de l'épiscopat français, Roger Etchegaray, au magazine C'est à dire (21 h 30, A 2).

« Le mariage en crise » : la dernière des 4 émissions de Jacques Mousseau (22 h 45, T.f. 1).

JEUDI 15

Une émission-gag à succès (La caméra invisible) reconvertie en dramatique, avec la même équipe : « Le mariage invisible » (20 h 30, A 2).

« Un château en enfer » : revu par un cinéaste contestataire, Sydney Pollack, un épisode de la Seconde Guerre mondiale (20 h 30, F.r.3).

Sur le plus méconnu des surréalistes une émission de Marianne Oswald et Gérard Pignol : « René Crevel, poète du soleil noir » (21 h 30, A 2).

Jazz à Nice, filmé par Jean-Christophe Averty (22 h 25, A 2).

BULLETIN D'ABONNEMENT
A RETOURNER
41 BOULEVARD MAGENTA 75010 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à l'UNITE :

— pour six mois (75 F) ☐
— pour 1 an (130 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐
par chèque postal ou virement au CCP l'UNITE 3034980 La Source ☐

Date Signature

L'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. : 878.40.73

Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Michèle Backmann, Robert Butheau, Benoît Colombier, Christine Cottin, Georges Frameries, Claude Fuzier, Frédérique de Gravelaine, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Revérier, Maurice Séveno, Antoine Violet.

DOCUMENTATION
Véronique Neiertz

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux.

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Renée Skoblinsky, 12 Cité Malesherbes - Tél. : 878.40.73 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité
Cadet-Photocomposition - 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76 - Yvetot

A LIRE CE PRINTEMPS

par Anne et Claude Manceron

« Fille ou garçon », de Madeleine Laïk (Denoël-Gonthier, collection Femmes).

« Je voudrais que tu me racontes comment ça se passe pour toi d'être un enfant ». « Est-ce que tu es content d'être un garçon ? ». « Est-ce que tu es contente d'être une fille ? ». Questions apparemment toutes bêtes, mais qui vont enfin permettre à des enfants de s'exprimer, et à Madeleine Laïk de refaire une plongée dans sa propre enfance. Cette psychologue, membre du M.l.f., a interviewé au magnétophone trente enfants, âgés de huit à quatorze ans, et a fait une enquête par questionnaire écrit auprès de cinq cents autres, avec l'aide d'un groupe d'amis psychologues ou sociologues. Le résultat en est passionnant, même s'il est quelquefois déprimant.

Ils disent, absolument tous, qu'ils sont comme les parents les voient : ils sont bruyants, ils cassent tout, ils n'arrivent pas à se débrouiller seuls, ils savent peu de choses, ils bougent tout le temps, ils se perdent, etc. D'après eux, les parents ont raison de les surveiller, de les envoyer à l'école, de leur apprendre l'ordre, la discipline. On en a mal pour eux. Aussi sommes-nous soulagés quand Madeleine Laïk mentionne tout de même certains enfants qui n'ont pas envie de grandir ! Mais ceux-là sont apparemment peu nombreux. La plupart disent, en substance, ce que répond un petit garçon : « Je vais devenir un adulte, c'est-à-dire... le maximum ». Quant à certaines filles, entre le père et l'époux, la différence est quasiment nulle : « Et puis d'abord, l'amour d'un homme, c'est bien... Etre à côté d'un homme qui peut nous surveiller, qui nous aime et qui nous surveille... » Qui nous surveille ! Voilà le cercle, vicieux ou non, où s'enferment d'avance des petites filles.

Quand Madeleine Laïk aborde la façon dont les filles et les garçons vivent la différence de leur sexe, le livre devient fascinant. La misogynie des petits garçons est totale : « Etre un homme, c'est représenter la loi, la force, la puissance ». « Une femme, c'est une sorte d'esclave... c'est utile pour la reproduction ». « Si on est tout seul, on peut parler aux murs... ils nous répondent pas, les murs ». Cette misogynie n'a d'égale que celle des petites filles elles-mêmes. Madeleine Laïk fait remarquer : « **Objet** de l'homme, **complément** du masculin, **fonction directe** de l'image qu'il lui renvoie d'elle, comme repère essentiel pour savoir qui elles sont, les filles, les femmes sont les plus grandes ennemies de leur sexe, leur misogynie est encore plus implacable que celle des garçons ». Mais, par-ci par-là, dans certaines interviews de petites filles, on sent au moins qu'elles sont lucides. Devenues adultes, peut-être sauront-elles alors se libérer. L'une d'entre elles, enfin, la seule, affirme qu'elle ne se mariera pas, qu'elle travaillera, « pour devenir majeure ». En tout cas, la petite fille en général a beaucoup de chemin à faire : « D'un côté, comme le garçon, elle est poussée à se hausser dans la hiérarchie, à passer du stade bébé au stade adulte, à grandir en accord avec les normes de l'évolution. De l'autre, elle doit incarner, réaliser son sexe, son identité sociale et pour cela, elle doit se couler dans les moules d'une féminité qui la font stagner dans l'état d'enfance, la maintiennent dans un statut de dépendance et d'infantilisme ».

Ce livre n'est pas seulement un « reportage » sur les enfants ; il est aussi le portrait de l'auteur, le portrait d'une femme. Vivre avec ces enfants lui fait revivre sa propre enfance : ce qui nous vaut de belles pages lyriques ou pleines d'humour sur certains de ses rêves, ses désirs, ses souvenirs d'enfant, son plaisir d'écrire communicatif ; avec elle, on voit les mots qui se forment, qui s'écroulent, qui reviennent, qui s'enroulent, qui s'éclatent, qui se donnent le mal de mer. Mais la traversée a du charme...

« Todo modo », de Leonardo Sciascia, traduction de René Daillie (Les Lettres nouvelles, Denoël).

Voulez-vous deux petites heures de béatitude, de dépaysement, bref, « prendre votre pied » ? Alors, lisez ce drôle de livre.

Vous entrez avec le narrateur, un peintre à succès, dans une espèce d'hôtel-ermitage en Italie, où va se dérouler une retraite. Des notables vont participer à des « exercices spirituels » : des politiciens, des financiers, des industriels, des hommes d'église. Tous, gens de pouvoir, donc gens d'intrigues. Vous suivrez avec étonnement, mais avec attention, les étranges conversations entre le narrateur et le directeur de cet établissement d'un nouveau genre, don Gaetano, tous deux d'une grande érudition et amateurs de paradoxes. Vous apprécierez au passage l'humour du narrateur... et sa grande connaissance de la littérature française. Vous vous apercevrez aussi assez vite que non seulement ce dernier éprouve un grand contentement à observer la faune bizarre des notables, mais qu'il a envie de flanquer un coup de pied dans leur termitière. Vous allez alors assister à un crime, puis un second, puis un troisième. Ou plutôt, non ; vous n'assisterez pas aux crimes ; vous arriverez sur les lieux après... Vous suivrez avec intérêt les pauvres tentatives du procureur et du commissaire pour trouver l'auteur de ces crimes. Vous verrez non sans plaisir que le narrateur a l'air plus futé que ces messieurs de la loi et de la police. Et vous penserez, comme nous, que la clef de l'énigme n'est pas dans la description des crimes, mais bien dans les conversations entre le narrateur et don Gaetano.

Voilà comment on peut lire ce roman : comme un policier. Mais pour qui connaît le grand écrivain sicilien Leonardo Sciascia, il sait que c'est une lecture possible, mais pas unique. On peut aussi, et on doit lire « Todo modo » d'une autre manière. C'est, bien sûr, une peinture de la corruption des gens au pouvoir, hommes d'église et hommes politiques, et de leur collusion cachée. Et c'est aussi une tentative d'explication des forces et des désirs qui peuvent fermenter dans un esprit habitué à « manier » la religion comme il le veut, et, par là, « manier » les hommes. Car, ne nous y trompons pas, c'est don Gaetano la figure centrale de ce drame, nouveau Savonarole, qui laisse échapper ce soupir : « Il n'est pas d'autre voie, pas d'autre salut. Détruire, détruire... » Mais après avoir utilisé les hommes selon ses vues et ses désirs ! Le narrateur, d'ailleurs, semblera avoir retenu la leçon, mais à sa manière...

Inutile de préciser que « Todo modo » est écrit dans une langue somptueuse, que la traduction de René Daillie ne trahit pas.

Diffusion N.m.p.p. Commission paritaire n° 52325